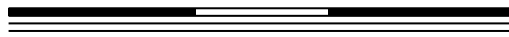


Mai 2006

N° 2006-5 du 15 décembre 2006

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

# BULLETIN OFFICIEL

Application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978  
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs

**NOTA**

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

**SOMMAIRE GÉNÉRAL**

	<u>Pages</u>
1. <b>Élections</b> .....	5
2. <b>Finances locales</b> .....	7
A. – Concours financiers de l'État.....	7
3. <b>Fonction publique territoriale</b> .....	11
4. <b>Libertés publiques</b> .....	31
5. <b>Personnels</b> .....	51
A. – Personnels d'État .....	51
6. <b>Réglementation générale</b> .....	65
7. <b>Sécurité routière</b> .....	79
8. <b>Sécurité civile</b> .....	81
9. <b>Table chronologique</b> .....	89
10. <b>Table par direction</b> .....	90



## ÉLECTIONS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction de la modernisation  
et de l'action territoriale

Sous-direction des affaires politiques  
et de la vie associative

Bureau des élections  
et des études politiques

### **Circulaire du 2 mai 2006 relative à l'organisation des élections cantonales et municipales partielles**

NOR : INTA0600048C

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole ; [cabinet bureau des élections]).*

La présente circulaire rappelle les règles relatives à la validation de la date du scrutin et à la prévision et la transmission des résultats à l'occasion des élections cantonales et municipales partielles. Elle annule et remplace la circulaire n° INT/A/94/00001/C du 3 janvier 1994.

Sauf précision contraire, les articles cités dans la présente circulaire sont ceux du code électoral.

#### SOMMAIRE

#### I. LES MOTIFS D'ÉLECTION PARTIELLE

1. **Conseils généraux**
2. **Conseils municipaux**

#### II. PROCÉDURE DE VALIDATION DE LA DATE DU SCRUTIN

1. **Elections cantonales et élections municipales dans les communes de 3 500 habitants et plus**
2. **Elections complémentaires dans les communes de moins de 3 500 habitants**

#### III. PRÉVISIONS ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS

Annexe I - Election cantonale partielle

Annexe II - Election municipale partielle

##### I. – LES MOTIFS D'ÉLECTION PARTIELLE

###### 1. **Conseils généraux**

Une élection cantonale partielle doit être organisée en cas de vacance du siège de conseiller à la suite d'un décès, d'une démission, d'une situation d'inéligibilité ou d'incompatibilité énumérée aux articles L. 205, L. 209 et L. 210 ou à la suite de l'annulation de l'élection du conseiller général (art. L. 221).

###### 2. **Conseils municipaux**

Dans les communes de moins de 3 500 habitants, il doit être procédé à des élections complémentaires dans deux cas :

- lorsque le conseil municipal a perdu le tiers de ses membres (art. L. 258 du code électoral). Si le tiers des vacances n'est pas atteint, le préfet peut néanmoins décider à tout moment de pourvoir aux vacances qui se produisent au sein du conseil municipal par suite de démission, de décès ou de toute autre cause (CE, 6 février 1880, Elections municipales de Rauton) ;
- lorsqu'il faut élire le maire ou un ou plusieurs adjoints (art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales).

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, il n'y a pas d'élection complémentaire. Le renouvellement du conseil municipal est nécessairement intégral. Il est organisé lorsque le système du suivant de liste ne peut plus être appliqué et que le conseil municipal a perdu un tiers de ses membres, ou qu'il faut élire le maire (art. L. 270).

#### II. – PROCÉDURE DE VALIDATION DE LA DATE DU SCRUTIN

##### 1. **Elections cantonales et élections municipales dans les communes de 3 500 habitants et plus**

Le choix des dates de scrutin pour les élections cantonales et les élections municipales dans les communes de 3 500 habitants et plus doit faire l'objet d'une validation expresse par mon cabinet selon la procédure suivante :

a) Proposition de dates à transmettre au bureau des élections et des études politiques (par fax au 01-40-07-60-01 ou par courriel à l'adresse elections@exac.ctiac.dti.mi).

Le message de proposition devra être conforme à l'annexe I A) pour les élections cantonales et à l'annexe II A pour les élections municipales.

b) Le bureau des élections et des études politiques transmettra en retour, par fax ou courriel, la validation de mon cabinet.

##### 2. **Elections complémentaires dans les communes de moins de 3 500 habitants**

Il vous appartient d'arrêter la date des élections complémentaires dans les communes de moins de 3 500 habitants et d'en informer le bureau des élections et des études politiques (par fax au 01-40-07-60-01 ou par courriel à l'adresse elections@exac.ctiac.dti.mi).

Votre message d'information sera établi conformément au modèle de l'annexe II B.

#### III. – PRÉVISIONS ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS

##### 1. **Elections cantonales et élections municipales dans les communes de 3 500 habitants et plus**

Vous ferez parvenir à mon cabinet et au bureau des élections et des études politiques les deux messages suivants pour chaque tour de scrutin

###### *Message de prévision*

Tant pour le premier que pour le second tour, votre message de prévision devra me parvenir au plus tard le mercredi précédant le jour du scrutin à 12 heures. Ce message sera établi conformément à l'annexe I B) pour les élections cantonales et à l'annexe II B pour les élections municipales.

###### *Message de résultats*

Dès que les résultats sont connus et au plus tard le dimanche soir à minuit, un message de résultat devra être transmis à mon cabinet et au bureau des élections et des études politiques. Ce message sera établi conformément à l'annexe I C pour les élections cantonales et à l'annexe II C pour les élections municipales.

Vous veillerez à actualiser le Répertoire national des élus (RNE) :

- pour les conseillers généraux : dès le lundi suivant le dimanche où le siège aura été pourvu ;
- pour les conseillers municipaux : dès la première réunion du conseil municipal.

##### 2. **Elections complémentaires dans les communes de moins de 3 500 habitants**

Lorsque le scrutin présente un intérêt politique particulier, vous adresserez au bureau des élections et des études politiques un bref message de prévision et de résultats.

Dans tous les cas, vous veillerez à actualiser le Répertoire national des élus dans les meilleurs délais possible.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :  
*Le préfet, directeur adjoint du cabinet,*  
 J. GÉRAULT

## ANNEXE I

### ÉLECTION CANTONALE PARTIELLE

#### A. — MESSAGE DE PROPOSITION DE DATE POUR LE SCRUTIN

1. Election cantonale partielle dans le canton de .....
2. Le chiffre de sa population (colonne i du tableau 2 intitulé « population des arrondissements et des cantons » des fascicules INSEE) selon le plus récent recensement et du numéro de la circonscription législative dont il fait partie.  
Le nombre des électeurs inscrits.
3. Nom, prénoms, nuance politique et mandats électifs (ou anciens mandats électifs) du conseiller général à remplacer.
4. La raison de la vacance : décès ; démission, en indiquant les circonstances et les raisons de cette démission ; annulation de l'élection, en mentionnant les éléments qui ont motivé la décision de la juridiction administrative et en rappelant la date de cette décision. Noter la date du motif de la vacance.
5. Les dates proposées pour les premier et second tours du scrutin.

#### B. — MESSAGE DE PREVISIONS (1<sup>ER</sup> ET 2<sup>ND</sup> TOURS)

1. Nom du canton, numéro de la circonscription législative et nombre des électeurs inscrits.
2. Les noms, prénoms, professions, mandats électifs (ou anciens mandats électifs) des candidats en présence, classés de gauche à droite (étiquette déclarée par le candidat et nuance politique attribuée à chaque candidat en fonction de la grille cantonale en vigueur). Mentionner le cas échéant si le candidat bénéficie de l'investiture officielle d'un parti politique.
3. Rappel des résultats cantonaux antérieurs (les deux derniers renouvellements au minimum), ainsi que ceux des deux scrutins nationaux les plus récents et celui de la dernière élection municipale, lorsque les limites du canton recouvrent celles d'une commune. Signaler si la tendance politique du canton diffère selon qu'il s'agit d'élections cantonales ou d'élections nationales.
4. Résultats prévisibles de l'élection. En cas de prévision de second tour indiquer les candidats susceptibles de se maintenir au second tour, le probable ou possible élu et mentionner succinctement les regroupements éventuels en distinguant les retraits purs et simples des désistements.
5. Analyse précise de la campagne électorale, de la mobilisation des personnalités locales, et, éventuellement, nationales, ainsi que de l'intérêt des électeurs. Mention de tout élément de contexte susceptible d'influer sur le résultat.
6. Impact du résultat prévu sur la majorité du conseil général.

#### C. — MESSAGE DE RÉSULTATS (1<sup>ER</sup> ET 2<sup>ND</sup> TOURS)

1. Nom du canton.
2. Sur un tableau Excel, indiquer :
  - le nombre d'inscrits, de votants et de suffrages exprimés, avec pourcentages des votants et des exprimés par rapport aux inscrits ;
  - le nombre de voix obtenues par les candidats, classés de la même façon que pour le message de prévisions. Mentionner le pourcentage des voix obtenues par chaque candidat par rapport aux suffrages exprimés.
3. Commentaire sur les résultats du scrutin (participation, répartition des suffrages entre les différents candidats, éventuels reports de second tour, explication du résultat final).

Préciser l'influence éventuelle sur la majorité du conseil général.

## ANNEXE II

### ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE

#### A. — MESSAGE DE PROPOSITION DE DATES POUR LE SCRUTIN (COMMUNES DE 3 500 HABITANTS ET PLUS) OU D'INFORMATION SUR L'ORGANISATION DU SCRUTIN (COMMUNES DE MOINS DE 3 500 HABITANTS)

1. Election municipale partielle dans la commune de .....
2. Le chiffre de sa population municipale (colonne f du tableau.
3. intitulé « population des communes des fascicules INSEE) selon le plus récent recensement et du numéro de la circonscription législative intéressée (dans certains cas, plusieurs circonscriptions si la commune est fractionnée).  
Le nombre des électeurs inscrits.
3. La répartition politique des élus à remplacer. Les nom, prénom, nuance politique et mandats électifs (ou anciens mandats électifs) du maire sortant.
4. La raison des vacances : en cas de démissions, rappeler les circonstances dans lesquelles elles se sont produites ; en cas de dissolution, faire un bref historique de la crise qui l'a provoquée et donner la référence du décret de dissolution ; en cas d'annulation, rappeler succinctement les éléments qui ont motivé la décision de la juridiction administrative et donner la référence de celle-ci. Noter la date du motif des vacances.
5. Les dates proposées (communes de 3 500 habitants et plus) ou les dates retenues (communes de moins de 3 500 habitants) pour les premier et second tours du scrutin.

#### B. — MESSAGE DE PRÉVISIONS

1. Commune de ....., numéro de la circonscription législative intéressée (éventuellement plusieurs circonscriptions) et nombre d'électeurs inscrits.
2. Le titre de chacune des listes en présence classées de gauche à droite, en indiquant pour chacune d'elles les nom, nuance politique, profession et mandats électifs (ou anciens mandats électifs) de la tête de liste, ainsi que des personnalités qui pourraient y figurer. Préciser également la composition politique de chaque liste et, éventuellement, si elle bénéficie de l'investiture officielle d'un parti politique.
3. Rappel des résultats des précédentes élections municipales (les deux derniers renouvellements au minimum) ainsi que ceux des deux scrutins nationaux les plus récents et celui de la dernière élection cantonale, lorsque les limites de la commune correspondent à celles d'un canton. Signaler si la tendance politique de la commune diffère selon qu'il s'agit d'élections municipales ou d'élections nationales.
4. Résultats prévisibles de l'élection. En cas de prévision de second tour, indiquer les listes susceptibles de se maintenir au second tour, la liste qui pourrait l'emporter et préciser les regroupements probables ou possibles.
5. Analyse précise de la campagne électorale, de la mobilisation des personnalités locales, et, éventuellement nationales, ainsi que de l'intérêt des électeurs. Mention de tout élément du contexte susceptible d'influer sur le résultat.

#### C. — MESSAGE DE RÉSULTATS

1. Nom de la commune.
2. Sur un tableau Excel, indiquer :
  - le nombre d'inscrits, de votants et de suffrages exprimés, avec pourcentages des votants et des exprimés par rapport aux inscrits ;
  - le nombre de voix obtenues par les différentes listes, classées de gauche à droite, et pourcentage correspondant par rapport au total des suffrages exprimés. Si l'élection est acquise, indiquer le nombre et la répartition politique des sièges obtenus par chaque liste.
3. Commentaire sur les résultats du scrutin (participation, répartition des suffrages entre les différentes listes, éventuels reports de second tour, explication du résultat final).

## FINANCES LOCALES

## CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'Etat

**Circulaire du 29 mai 2006 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des départements – Attributions de l'exercice 2006 et bilan de l'exercice 2005**

NOR : MCTB0600051C

*Pièces jointes* : 1 tableau, 1 fiche et 1 liste.

*Résumé* : circulaire annuelle informant chaque préfet des attributions 2006 de la DGE des départements et demandant le bilan de l'année 2005.

*Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole, départements d'outre-mer, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon) et secrétariat général.*

# 1. DGE des départements – exercice 2006

## 1.1. Présentation de la réforme de la DGE des départements

L'article 38 de la loi de finances pour 2006 a réformé la DGE des départements en supprimant sa première part. Celle-ci ne représentait pas une incitation décisive à l'investissement des départements et n'exerçait qu'un très faible effet de levier, compte tenu du faible taux de concours de sa fraction principale.

Néanmoins, la loi de finances a prévu plusieurs mesures d'accompagnement.

Tout d'abord, afin de solder les opérations en cours au titre de la première part de la DGE des départements, 98,4 millions d'euros d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement ont été inscrits en loi de finances pour 2006.

Trois autres mesures d'accompagnement, pérennes, visent à majorer la dotation de compensation de la DGF des départements. Tout d'abord, les fractions attribuées en fonction de la longueur de voirie et de la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal donnent lieu à une majoration de la dotation de compensation, sur la base des fractions perçues en 2004 et indexées deux fois selon l'indice de formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2005 et 2006, soit respectivement + 3 % et + 4 %.

La dotation de compensation de la DGF des départements est également majorée de manière pérenne d'un montant égal au produit de la moyenne des investissements soutenus entre 2002 et 2004 par la fraction de garantie ou d'écêtement) excédant 2 %. Le montant ainsi obtenu est également indexé selon le taux de formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2005 et 2006. J'ajoute, enfin, qu'à compter de 2007, cette majoration sera calculée en minorant le taux réel de subvention pour 2004 de 1,22 point et non plus de deux points. Cela améliorera mécaniquement le montant de la compensation.

Les départements percevront enfin une majoration de leur dotation de compensation pour un montant total représentant 15 millions d'euros, équivalent au montant versé en 2004 aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) au titre de la première part de la DGE. Cette majoration est répartie au prorata de la moyenne des attributions perçues entre 2002 et 2004 par le SDIS du département concerné.

Ces éléments ont été également présentés dans ma circulaire du 6 mars 2006 (NOR : MCTB0600025C) relative à la DGF des départements.

En ce qui concerne les groupements de départements et les autres anciens bénéficiaires de la première part de la DGE, ceux-ci ne percevant pas de DGF, ils ne reçoivent pas de compensation.

## 1.2. Actualisation de la liste des communes rurales.

Les travaux d'équipement rural définis en annexe IX du CGCT font intervenir la notion de commune rurale, dont la liste est déduite de celle des communes urbaines figurant à l'article D2335-15 du CGCT.

Cette liste des communes rurales, révisée pour la dernière fois en 1994, était critiquée pour son obsolescence.

Le décret n° 2006-430 du 13 avril 2006 définissant les communes rurales au sens des articles L. 2335-9, L. 3334-10 et R. 3334-8 du code général des collectivités territoriales révisait la liste des communes rurales en introduisant les critères de population habituellement retenus par l'INSEE et en modifiant son rattachement au sein de la partie réglementaire du CGCT.

L'article 1<sup>er</sup> maintient dans l'annexe VIII l'ancienne liste des communes rurales des départements d'outre-mer.

L'article 2 crée un nouvel article D. 3334-8-1 du code général des collectivités territoriales définissant les communes rurales de métropole. Sont dorénavant considérées comme communes rurales :

1. Les communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants.
2. Les communes dont la population est supérieure à 2 000 habitants et n'excède pas 5 000 habitants, si elles n'appartiennent pas à une unité urbaine ou si elles appartiennent à une unité urbaine dont la population n'excède pas 5 000 habitants.

Conformément au II de ce même article, je vous rappelle qu'il vous appartient de prendre un arrêté fixant, pour votre département, la liste des communes rurales. Cette liste sera révisable.

Le décret entre en vigueur pour les travaux financés au titre de la DGE attribuée en 2006.

## 1.3. Règles de répartition de la DGE des départements pour 2006

La DGE des départements correspond donc désormais exclusivement à l'ancienne seconde part. Conformément à l'article L. 3334-10 nouveau du code général des collectivités territoriales, la DGE des départements est répartie entre les départements :

- pour 76 % de son montant au prorata des dépenses d'aménagement foncier effectuées et des subventions versées pour la réalisation des travaux d'équipement rural par chaque département ;
- pour 9 % de son montant afin de majorer les attributions versées aux départements au titre de leurs dépenses d'aménagement foncier du dernier exercice connu ;
- pour 15 % de son montant afin de majorer la dotation des départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 40 % au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements ou dont le potentiel fiscal par kilomètre carré est inférieur d'au moins 60 % au potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements.

La loi fixant désormais cette répartition, il n'est plus nécessaire de soumettre chaque année un décret au comité des finances locales pour arrêter le montant de chaque fraction.

## 1.4. Taux de concours de la DGE des départements pour 2006

Le taux de concours applicable à la fraction principale de la DGE des départements est de 12,63 %. Ce taux correspond au rapport entre les crédits de la fraction principale et le montant des dépenses éligibles à l'ancienne deuxième part effectuées par les départements au titre de l'année 2004, dernière année connue, soit 1 115 123 375 euros, actualisé selon les taux FBCF prévus pour les années 2005 et 2006, à savoir respectivement 3 % et 4 %.

Il est inférieur au taux de concours de 2005, en raison du déficit (8,314 millions d'euros) de la gestion 2004, alors que l'exercice 2003 présentait un solde excédentaire (+ 2,626 millions d'euros). Ce déficit, en minorant les CP 2006, diminue le montant des crédits mis en répartition. Il est dû à l'augmentation des attributions de DGE consécutive à la hausse du taux de concours 2004 (13,60 % en 2004 contre 12,70 % en 2003).

Vous trouverez ci-joints :

1. Un tableau précisant la répartition des crédits ouverts en loi de finances ainsi que leur évolution par rapport à 2005.

Je vous rappelle que les dépenses prises en compte concernent strictement les dépenses d'aménagement foncier effectuées par les départements et les subventions versées pour la réalisation de travaux d'équipement rural dont la liste est définie en annexe IX du code général des collectivités territoriales. Vous veillerez à vérifier la nature des dépenses mentionnées dans les états de mandatement qui vous sont transmis.

2. Une fiche vous communiquant les montants de votre département pour 2006 soit :

- la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal ;
- la majoration « aménagement foncier ».

3. La liste des départements éligibles à la majoration pour insuffisance de potentiel fiscal : vingt-huit départements remplissent en 2006 les conditions prévues par la loi pour bénéficier de ces majorations, comme en 2005.

Je vous rappelle que l'article 49 de la loi de finances initiale pour 2005 a modifié la définition du potentiel fiscal des départements citée à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales. Celui-ci prend donc désormais en compte, outre les quatre taxes directes locales, la moyenne, pour les cinq derniers exercices connus, des produits perçus par le département au titre des droits de mutation à titre onéreux.

\*  
\* \*

Les règles de détermination du montant des seuils et fractions vous sont précisées ci-après afin de vous permettre de renseigner utilement les départements sur le calcul des sommes leur revenant et de mettre en place, en toute connaissance de cause, les crédits correspondants.

## 2. Détermination du montant des majorations et mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)

Majoration « aménagement foncier » :

- elle est répartie, pour les départements de métropole et d'outre-mer, au prorata des dépenses d'aménagement foncier réalisées au cours du dernier exercice connu. Les dépenses prises en compte en 2006, dont le montant m'est communiqué par le ministère de l'agriculture et de la pêche, sont celles qui ont été effectuées par les départements en 2004 sur leur propre budget. La valeur de point appliquée à l'échelon national pour procéder à la répartition du crédit réservé à la majoration s'établit à 0,3950222 (0,3922 en 2005) ;
- pour St-Pierre-et-Miquelon et Mayotte, elle est calculée par application au montant 2006 de la majoration du rapport, majoré de 10 %, entre la population de chacune de ces collectivités et la population nationale.

Majoration pour insuffisance de potentiel fiscal :

- la part de cette majoration destinée aux départements métropolitains éligibles est répartie proportionnellement au produit de l'inverse du potentiel fiscal par habitant et de l'inverse du potentiel fiscal par kilomètre carré de chaque département bénéficiaire ;
- celle destinée aux quatre départements d'outre-mer est répartie au prorata des attributions de majoration versées en 2005 qui sont revalorisées selon le taux d'évolution de la FBCF des administrations publiques pour 2006, soit + 4 % ;
- pour St-Pierre-et-Miquelon et Mayotte, elle est calculée par application au montant 2006 de la majoration du rapport, majoré de 10 %, entre la population de chacune de ces collectivités et la population nationale.

Ces deux majorations font l'objet d'une délégation en AE et CP.

Mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) :

La DGE des départements, qui était imputée sur le chapitre 67-52 article 30 et 40 du budget du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, est désormais intégrée, conformément à la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, dans l'action n° 1 « Aides à l'équipement des départements » du programme « Concours financiers aux départements » (120) de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ».

Afin que vous puissiez prendre en compte les premiers états de mandatements 2006 transmis par les bénéficiaires de la DGE des départements, une provision vous est également déléguée en AE et CP.

Je vous rappelle que les AE qui n'auront pas été engagées au 31 décembre de l'année de leur exercice seront annulées et ne pourront pas être rétablies.

J'attire également votre attention sur la rigueur avec laquelle il convient de suivre la consommation des crédits. Aucun crédit sans emploi ne doit être rendu en fin d'année.

Si des crédits restaient disponibles localement en fin de gestion, un acompte sur le quatrième trimestre de l'année 2006 devra être versé par vos soins au département.

Des demandes de crédits de paiement complémentaires pourront être effectuées auprès de mes services lorsque les montants des provisions qui vous sont déléguées s'avèrent insuffisants pour répondre aux demandes de versement du département. Ces demandes devront être justifiées. Elles devront, en tout état de cause, mentionner le montant des crédits déjà consommés, le disponible éventuel ainsi que, s'il y a lieu, le montant des dossiers en instance que l'insuffisance des CP ne vous permettrait pas d'honorer.

Si des crédits de paiement vous semblent susceptibles de rester disponibles en fin d'année, il conviendra de les restituer à l'administration centrale avant le 31 octobre 2006 au plus tard afin qu'ils puissent être redéployés au bénéfice d'autres départements. Je vous rappelle que, conformément à la procédure qui vous a été précisée par la circulaire DEPAFI/SDAF/BCCOF du 28 décembre 2004, les crédits sans emploi devront être préalablement saisis dans le système comptable local NDL et qu'il conviendra de me transmettre le bordereau informatique NDL portant le numéro de la reprise.

Je vous précise qu'une nouvelle délégation de CP pourra toujours être effectuée, dans la limite des crédits disponibles, au cas où les crédits complémentaires que vous auriez demandés s'avèreraient à nouveau insuffisants.

La date limite pour me transmettre vos demandes de CP complémentaires est fixée au 31 octobre 2006.

De façon générale, pour la gestion des AE et des CP, je vous invite à vous reporter à la charte de gestion du programme 120, qui vous a été communiquée le 20 avril 2006 et qui est disponible sur le site intranet de la DGCL (<http://dgcl.mi>).

En dernier lieu, afin d'éviter la clôture automatique des opérations non mouvementées depuis quatre exercices budgétaires et de limiter le montant des annulations d'autorisations d'engagement, je tiens à vous rappeler, comme les années précédentes, qu'il est indispensable de solder et de déclarer terminées toutes les opérations d'investissement en l'état de l'être.

## 3. Recensement des attributions de l'exercice 2005

Le montant des crédits qui vous est nécessaire pour solder en totalité l'année 2005 vous a été demandé par circulaire en date du 18 novembre 2005. Ces crédits seront prochainement délégués.

Le bilan de l'année 2005 vous est demandé sous forme d'un tableau joint à la présente circulaire. Il permettra :

- de déterminer l'excédent ou le déficit de l'année 2005 résultant de la différence entre les consommations de crédits et les montants ouverts par la loi de finances ;
- de répondre au Parlement dans le cadre des questions parlementaires relatives au projet de loi de finances de l'année prochaine ;
- de compléter le projet annuel de performance qui sera remis au Parlement à l'occasion du projet de loi de finances pour 2007.

J'appelle votre attention sur le fait que les données demandées ne concernent plus des prévisions mais doivent correspondre au montant réel et définitif des attributions de DGE (que leur règlement soit intervenu ou non) revenant aux bénéficiaires pour les quatre trimestres 2005.

Si elle devait exceptionnellement avoir lieu, toute correction ultérieure sur les montants mentionnés par vos soins sur le formulaire devra m'être signalée impérativement.

Je vous remercie de me faire parvenir les renseignements demandés pour le 30 juin 2006 au plus tard accompagnés d'un bref compte rendu d'exécution et de tous commentaires qui vous sembleraient utiles. Ils devront être directement saisis dans l'intranet de la DGCL, dans la rubrique « Finances locales » – « Gestion budgétaire » – « Programme 120 » – « remontée infos préfectures ».

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général  
des collectivités locales,*

D. SCHMITT



**Liste des départements et collectivités éligibles en 2006  
aux majorations pour insuffisance de potentiel fiscal**

Allier.  
Alpes de Haute-Provence.  
Hautes-Alpes.  
Ariège.  
Aveyron.  
Cantal.  
Cher.  
Corrèze.  
Haute-Corse.  
Corse-du-Sud.  
Creuse.  
Dordogne.  
Gers.  
Indre.

Landes.  
Haute-Loire.  
Lot.  
Lozère.  
Haute-Marne.  
Meuse.  
Nièvre.  
Orne.  
Haute-Saône.  
Yonne.  
Guadeloupe.  
Martinique.  
Guyane.  
Réunion.  
Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Dotation globale d'équipement des départements**

Exercice 2006

MONTANTS 2006			RAPPEL MONTANTS 2005
Crédits inscrits en loi de finances		206 860 000	197 292 000
Déficit (–) ou excédent (+) 2004		– 8 314 779	2 626 000
Montant à répartir		198 545 221	199 918 000
Dont fraction principale	76 %	150 894 368	152 338 000
Investissements 2004		1 115 123 375	
Investissements prévisionnels 2005	3 %	1 148 577 076	
Investissements prévisionnels 2006	4 %	1 194 520 159	
Taux de concours (1)		12,63 %	13,92 %
Dont maj. aménagement foncier	9 %	17 869 070	18 432 000
Dont maj. insuf. potentiel fiscal	15 %	29 781 783	29 148 000
(1) Rapport entre les crédits de la fraction principale et le montant des dépenses éligibles à la 2 <sup>e</sup> part, effectués par les départements au titre de l'année 2004, dernière année connue, soit 1 115 123 375 euros, actualisés selon le taux de FBCF prévu pour les années 2005 et 2006, à savoir respectivement 3 % et 4 %.			



**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale des collectivités locales*

Sous-direction des élus locaux  
et de la fonction publique territoriale

Bureau des élus locaux, du recrutement  
et de la formation des personnels territoriaux

**Circulaire du 9 mai 2006 relative au recensement des  
concours et examens organisés en 2005 par les centres de  
gestion et les collectivités non affiliées**

NOR : MCTB0600048C

*Référence* : circulaire NOR LBL/B/03/10046/C du 14 avril 2005 relative au recensement des concours et examens organisés en 2004 par les centres de gestion et les collectivités non affiliées.

*Pièces jointes* : 12.

*Résumé* : la présente circulaire a pour objet de recenser les concours et examens professionnels de la fonction publique territoriale, organisés par les centres de gestion et les collectivités non affiliées en 2005, afin notamment de calculer la répartition des ressources à transférer du Centre national de la fonction publique territoriale vers les centres de gestion.

*Le Ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole et DOM) sauf les départements de Paris, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, et du Val-d'Oise.*

En application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée notamment par la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, les centres de gestion et les collectivités non affiliées sont compétents pour organiser certains concours et examens professionnels pour l'accès aux cadres d'emplois et aux grades de la fonction publique territoriale.

Il s'agit de l'ensemble des concours et examens de catégorie C et de certains concours et examens de catégories A et B concernant, d'une part les quinze cadres d'emplois de la filière administrative et de la filière médicosociale qui ont été transférés du Centre national de la fonction publique territoriale soit aux seuls centres de gestion, soit aux centres de gestion et collectivités non affiliées, et d'autre part, le cadre d'emplois des animateurs territoriaux qui relève de la compétence des centres de gestion.

Outre l'intérêt de pouvoir disposer à l'échelon national, d'une connaissance de l'ensemble des concours et examens professionnels territoriaux organisés par les centres de gestion et les collectivités non affiliées, ce recensement permet d'opérer chaque année la répartition, entre centres de gestion, des ressources à transférer du Centre national de la fonction publique territoriale aux centres de gestion en application de l'article 62 de la loi du 27 décembre 1994 précitée.

En effet, le montant global des ressources transférées est réparti entre les centres de gestion qui ont organisé les concours et examens ayant fait l'objet du transfert, en fonction du nombre de candidats inscrits à chacun de ces concours et examens.

Par ailleurs, il convient de pouvoir continuer à évaluer l'impact des dispositifs de résorption de l'emploi précaire introduits par la loi du 3 janvier 2001.

A cet effet, il est nécessaire de recenser auprès du centre de gestion ou des collectivités non affiliées, les concours réservés qui auraient été organisés en 2005.

En cas de convention entre centres de gestion ou entre centres de gestion et collectivités non affiliées, seul le centre de gestion organisateur devra répondre à la demande de renseignements en indiquant, par ailleurs, toutes les parties prenantes à la convention (autres centres de gestion, collectivités non affiliées).

Comme pour les années précédentes, les concours et examens recensés sont ceux pour lesquels le début des épreuves d'admission pour les concours et le début des épreuves pour les examens professionnels sont intervenus en 2005.

Ainsi, un concours ou examen professionnel dont l'arrêté d'ouverture a été publié fin 2004 mais dont les épreuves d'admission ont débuté en 2005, sera pris en compte dans le recensement. En revanche, un concours ou examen professionnel dont l'arrêté d'ouverture est intervenu en 2005 avec des épreuves d'admission débutant en 2006, ne figurera pas dans le recensement au titre de l'année 2005.

Les tableaux joints en annexe précisent la nature des informations que je vous demande de bien vouloir recueillir auprès du centre de gestion et de chaque collectivité non affiliée du ressort de votre département.

J'appelle votre attention sur le fait que les tableaux ont été actualisés afin de tenir compte de la création du cadre d'emplois de cadres de santé infirmiers, rééducateurs et assistants médicotextuels et des modifications statutaires intervenues s'agissant de ceux de puéricultrices cadres de santé, et de puéricultrices, ainsi que du transfert, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, de l'organisation des concours de recrutement de techniciens supérieur du Centre national de la fonction publique territoriale vers les centres de gestion.

Enfin, je vous rappelle que vous devez renseigner pour chaque collectivité non affiliée, les tableaux « concours », « concours réservés » et « examens professionnels ».

Je tiens à souligner l'importance de ce recensement, compte tenu notamment de ses incidences financières pour les centres de gestion, et la nécessité d'y répondre dans les meilleurs délais, de manière à ce que l'arrêté de transfert puisse intervenir le plus rapidement possible, dans l'intérêt de ces autorités organisatrices de concours.

Je vous demande instamment de ne pas modifier les tableaux que vous devez renseigner. Les tableaux non conformes à ceux qui vous sont fournis vous seront retournés afin que vous les mettiez en conformité. Ce retard sera préjudiciable au délai de publication de l'arrêté portant transfert de ressources du CNFPT aux centres de gestion.

Par ailleurs, tous les tableaux devront être renseignés et comporter, le cas échéant, la mention « Néant ».

Afin d'améliorer les délais de mise en œuvre de ce dispositif, les tableaux joints vous sont, parallèlement à cet envoi, transmis par messagerie sous format Excel 5. Je vous remercie de bien vouloir les renseigner et de me les retourner avant le 15 juin 2006 par le biais de la messagerie du ministère de l'intérieur à l'adresse suivante : DGCL SDELFP1 FP1 Secrétariat (e-mail : sdelfpt-fp1.dgcl@interieur.gouv.fr).

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général  
des collectivités locales,*  
D. SCHMITT

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

CENTRE DE GESTION : .....

CADRES D'EMPLOIS	DATE du début des épreuves	NOMBRE de concours organisés	POSTES				INSCRITS				LAURÉATS			
			Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	TOTAL
Conseillers socio-éducatifs														
Médecins														
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens														
Sages-femmes														
Puéricultrices, cadres de santé														
Psychologues														
Cadres de santé, infirmiers, rééducateurs et assistants médico-techniques														
Rédacteurs														
Animateurs														
Assistants socio-éducatifs														
Puéricultrices														
Infirmiers														
Assistants médico-techniques														
Educateurs de jeunes enfants														
Rééducateurs														
Moniteurs - Educateurs														
Techniciens supérieurs														

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS RÉSERVÉS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours réservés organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

CENTRE DE GESTION : .....

### CONCOURS RÉSERVÉS DE CATÉGORIES A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE DE CONCOURS réservés organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Secrétaires de mairie						
Rédacteurs, spécialités "secteur sanitaire et social"						
Médecins						
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens						
Psychologues						
Sages-femmes						
Puéricultrices						
Infirmiers						
Rééducateurs						
Assistants médico-techniques						
Éducateurs de jeunes enfants						
Moniteurs-éducateurs						
Animateurs						
Techniciens supérieurs						

PRÉFECTURE DE .....

## EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre d'examens professionnels organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

CENTRE DE GESTION : .....

### EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIES A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE D'EXAMENS professionnels organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Puéricultrices cadres supérieures de santé						
Rédacteurs chefs						
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens de classe exceptionnelle						
Infirmiers hors classe						
Rééducateurs hors classe						
Assistants médico-techniques hors classe						
Éducateurs chef de jeunes enfants						
Animateurs chefs						
Techniciens supérieurs						
Techniciens supérieurs chefs						

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

**CENTRE DE GESTION :** .....

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE de concours organisés	POSTES				INSCRITS				LAURÉATS			
			Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total
Adjoints administratifs														
Agents de maîtrise														
Agents techniques														
Agents techniques qualifiés														
Agents qualifiés du patrimoine														
Opérateurs des activités physiques et sportives														
Adjoints d'animation														
Auxiliaires de puériculture														
Auxiliaires de soins														
Agents spécialisés des écoles maternelles														
Agents sociaux qualifiés														
Gardes champêtres														
Agents de police municipale														
Gardiens d'immeuble														

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS RÉSERVÉS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours réservés organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005

CENTRE DE GESTION : .....

### CONCOURS RÉSERVÉS DE CATÉGORIE C

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE DE CONCOURS réservés organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Adjointes administratifs						
Agents qualifiés du patrimoine						
Opérateurs des activités physiques et sportives						
Auxiliaires de soins						
Auxiliaires de puériculture						
Agents spécialisés des écoles maternelles						
Agents sociaux qualifiés						
Agents de maîtrise						
Agents techniques						
Agents techniques qualifiés						
Adjointes d'animation						



PRÉFECTURE DE .....

## EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre d'examens professionnels organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

CENTRE DE GESTION : .....

### EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATEGORIE C

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE D'EXAMENS professionnels organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Agents de police municipale (intégration)						
Agent technique qualifié						
Conducteur spécialisé du 1 <sup>er</sup> niveau						
Conducteur spécialisé du 2 <sup>e</sup> niveau						
Chef de garage						
Gardiens d'immeubles						
Adjoint administratifs						
Agents de maîtrise						

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES CENTRES DE GESTION

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

CENTRE DE GESTION : .....

## CONCOURS DE CATÉGORIES A ET B

[illegible]

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS RÉSERVÉS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours réservés organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### CONCOURS RÉSERVÉS DE CATÉGORIES A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE DE CONCOURS réservés organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Médecins						
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens						
Psychologues						
Sages-femmes						
Puéricultrices						
Infirmiers						
Rééducateurs						
Assistants médico-techniques						
Éducateurs de jeunes enfants						
Moniteurs-éducateurs						

PRÉFECTURE DE .....

## EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre d'examens professionnels organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIES A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE D'EXAMENS professionnels organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Puéricultrices cadres supérieures de santé						
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens de classe exceptionnelle						
Infirmiers hors classe						
Rééducateurs hors classe						
Assistants médico-techniques hors classe						
Éducateurs chefs de jeunes enfants						

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

**COLLECTIVITÉ :** .....

## CONCOURS DE CATÉGORIES C

CADRES D'EMPLOIS	DATE du début des épreuves	NOMBRE de concours organisés	POSTES				INSCRITS				LAURÉATS			
			Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	TOTAL
Adjoints administratifs														
Agents de maîtrise														
Agents techniques														
Agents techniques qualifiés														
Agents qualifiés du patrimoine														
Opérateurs des activités physiques et sportives														
Auxiliaires de puériculture														
Auxiliaires de soin														
Agents spécialisés des écoles maternelles														
Agents sociaux qualifiés														
Gardes champêtres														
Agents de police municipale														
Adjoints d'animation														
Gardiens d'immeuble														

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** dans la rubrique « *nombre de concours organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### CONCOURS DE CATÉGORIE C

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE DE CONCOURS réservés organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Adjoint administratifs						
Agents qualifiés du patrimoine						
Opérateurs des activités physiques et sportives						
Auxiliaires de soin						
Auxiliaires de puériculture						
Agents spécialisés des écoles maternelles						
Agents sociaux qualifiés						
Agents de maîtrise						
Agents techniques						
Agents techniques qualifiés						
Adjoint d'animation						

PRÉFECTURE DE .....

## EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** dans la rubrique « *nombre d'examens professionnels organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE C

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE D'EXAMENS professionnels organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Agents de police municipale (intégration)						
Agents techniques qualifiés						
Conducteur spécialisé de 1 <sup>er</sup> niveau						
Conducteur spécialisé de 2 <sup>e</sup> niveau						
Chef de garage						
Gardiens d'immeuble						
Agents de maîtrise						
Adjoint administratifs						

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des élus locaux et de la fonction  
publique territoriale

Bureau des élus locaux, du recrutement  
et de la formation des personnels territoriaux

**Circulaire du 10 mai 2006 relative au recensement des  
concours et examens organisés en 2005 par les collec-  
tivités non affiliées à un centre interdépartemental de  
gestion**

NOR : MCTB0600049C

Référence : circulaire NOR : LBL/B/05/10043/C du 14 avril 2004 rela-  
tive au recensement des concours et examens organisés en 2004  
par les collectivités non affiliées à un centre interdépartemental de  
gestion.

Pièce jointe : 6.

*Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mes-  
sieurs les préfets de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de  
la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise.*

En application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispo-  
sitions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée  
notamment par la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, les centres de  
gestion et les collectivités non affiliées sont compétents pour organiser  
certains concours et examens professionnels pour l'accès aux cadres  
d'emplois et aux grades de la fonction publique territoriale.

Il s'agit de l'ensemble des concours et examens de catégorie C et de  
certains concours et examens de catégories A et B concernant, d'une  
part les quinze cadres d'emplois de la filière administrative et de la  
filière médicosociale qui ont été transférés du Centre national de la  
fonction publique territoriale, soit aux seuls centres de gestion, soit aux  
centres de gestion et collectivités non affiliées ; et, d'autre part, le cadre  
d'emplois des animateurs territoriaux qui relèvent de la compétence des  
centres de gestion.

Afin de disposer à l'échelon national d'une connaissance de l'en-  
semble des concours et examens professionnels territoriaux organisés  
par les centres de gestion et les collectivités non affiliées, il est procédé  
à leur recensement.

Par ailleurs, il convient de pouvoir continuer à évaluer l'impact des  
dispositifs de résorption de l'emploi précaire introduits par la loi du  
3 janvier 2001.

A cet effet, il est nécessaire de recenser auprès des collectivités non  
affiliées les concours réservés qui auraient été organisés en 2005.

En cas de convention entre centres de gestion ou entre centres de  
gestion et collectivités non affiliées, seul le centre de gestion organisa-  
teur devra répondre à la demande de renseignements en indiquant, par  
ailleurs, toutes les parties prenantes à la convention (autres centres de  
gestion, collectivités non affiliées).

Comme pour les années précédentes, les concours et examens  
recensés sont ceux pour lesquels le début des épreuves d'admission  
pour les concours et le début des épreuves pour les examens profes-  
sionnels sont intervenus en 2005.

Ainsi, un concours ou examen professionnel, dont l'arrêté d'ouver-  
ture a été publié fin 2004 mais dont les épreuves d'admission ont  
débuté en 2005, sera pris en compte dans le recensement. En revanche,  
un concours ou examen professionnel, dont l'arrêté d'ouverture est  
intervenue en 2005 avec des épreuves d'admission débutant en 2006, ne  
figurera pas dans le recensement au titre de l'année 2005.

Les tableaux joints en annexe précisent la nature des informations  
que je vous demande de bien vouloir recueillir auprès de chaque collec-  
tivité non affiliée du ressort de votre département.

J'appelle votre attention sur le fait que les tableaux ont été actualisés  
afin de tenir compte de la création du cadre d'emplois de cadres de santé  
infirmiers, rééducateurs et assistants médicotextuels et des modifica-  
tions statutaires intervenues s'agissant de ceux de puéricultrices cadres  
de santé, et de puéricultrices.

Je vous rappelle que vous devez renseigner pour chaque collectivité  
non affiliée les tableaux « concours », « concours réservés » et « exa-  
mens professionnels », le cas échéant, en y portant la mention « néant »  
lorsqu'aucun concours ou examen n'a été organisé.

Je vous demande instamment de ne pas modifier les tableaux que  
vous devez renseigner. Les tableaux non conformes à ceux qui vous  
sont fournis vous seront retournés afin que vous les mettiez en confor-  
mité.

Afin d'améliorer les délais de mise en œuvre de ce dispositif, les  
tableaux joints vous sont, parallèlement à cet envoi, transmis par mes-  
sagerie sous format Excel. Je vous remercie de bien vouloir les ren-  
seigner et me les retourner avant le 15 juin 2006 par le biais de la  
messagerie du ministère de l'intérieur à l'adresse suivante : DGCL  
SDELFP FP1 Secrétariat (e-mail : sdelfpt-fp1.dgcl@interieur.  
gouv.fr).

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général  
des collectivités locales,*  
D. SCHMITT



PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

**COLLECTIVITÉ :** .....

## CONCOURS DE CATÉGORIES A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE du début des épreuves	NOMBRE de concours organisés	POSTES				INSCRITS				LAUREATS			
			Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	Total	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> concours	TOTAL
Médecins														
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens														
Sages femmes														
Puéricultrices, cadres de santé														
Psychologues														
Cadres de santé, infirmiers, rééducateurs et assistants médico-techniques														
Assistants socio-éducatifs														
Puéricultrices														
Infirmiers														
Assistants médico-techniques														
Éducateurs de jeunes enfants														
Rééducateurs														
Moniteurs-éducateurs														

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS RÉSERVÉS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours réservés organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### CONCOURS RÉSERVÉS DE CATÉGORIES A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE DE CONCOURS réservés organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Médecins						
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens						
Psychologues						
Sages-femmes						
Puéricultrices						
Infirmiers						
Rééducateurs						
Assistants médico-techniques						
Éducateurs de jeunes enfants						
Moniteurs-éducateurs						

PRÉFECTURE DE .....

## EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre d'examens professionnels organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE A ET B

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE D'EXAMENS professionnels organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Puéricultrices cadres supérieures de santé						
Biologistes, vétérinaires, pharmaciens de classe exceptionnelle						
Infirmiers hors classe						
Rééducateurs hors classe						
Assistants médico-techniques hors classe						
Éducateurs chefs de jeunes enfants						

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** Dans la rubrique « *nombre de concours organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

**COLLECTIVITÉ :** .....

## CONCOURS DE CATÉGORIE C

[illegible]

PRÉFECTURE DE .....

## CONCOURS RÉSERVÉS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** dans la rubrique « *nombre de concours réservés organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### CONCOURS RÉSERVÉS DE CATÉGORIE C

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE DE CONCOURS réservés organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Adjointes administratifs						
Agents qualifiés du patrimoine						
Opérateurs des activités physiques et sportives						
Auxiliaires de soins						
Auxiliaires de puériculture						
Agents spécialisés des écoles maternelles						
Agents sociaux qualifiés						
Agents de maîtrise						
Agents techniques						
Agents techniques qualifiés						
Adjointes d'animation						

PRÉFECTURE DE .....

## EXAMENS PROFESSIONNELS ORGANISÉS EN 2005 PAR LES COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES

**Observations :** dans la rubrique « *nombre d'examens professionnels organisés* », seuls doivent être comptabilisés les concours dont la ou les date(s) du début des épreuves d'admission sont intervenues en 2005.

COLLECTIVITÉ : .....

### EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE C

CADRES D'EMPLOIS	DATE DU DÉBUT des épreuves	NOMBRE D'EXAMENS professionnels organisés	POSTES	INSCRITS	LAURÉATS	TOTAL
Agents de police municipale (intégration)						
Agent technique qualifié						
Conducteur spécialisé du 1 <sup>er</sup> niveau						
Conducteur spécialisé du 2 <sup>e</sup> niveau						
Chef de garage						
Gardiens d'immeubles						
Agents de maîtrise						
Adjointes administratifs						

## LIBERTÉS PUBLIQUES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction des libertés publiques  
et des affaires juridiques*

Sous-direction des libertés publiques  
et de la police administrative

Bureau des libertés publiques

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

*Direction des affaires juridiques*

**Circulaire du 19 mai 2006 relative à la détention de matériels de guerre roulants, aux motifs de collection, par les organismes d'intérêt général ou à vocation culturelle, historique ou scientifique ainsi que par les personnes physiques**

NOR : INTD0600052C

*Résumé* : la présente circulaire complète la circulaire n° INTD0600025C du 21 février 2006 quant aux modalités de mise en œuvre des dispositions du décret n° 2005-1463 du 23 novembre 2005 relatif à l'acquisition et à la détention des matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie, par les personnes physiques et les associations. Elle précise la mise en œuvre de la procédure de neutralisation instituée par l'arrêté du 12 mai 2006.

Code de la défense, notamment ses articles L. 2331-1, L. 2335-1 à L. 2336-6, L. 2338-1 à L. 2338-3 et L. 2339-5 à L. 2339-7 ;

Décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ;

Arrêté du 2 octobre 1992 modifié, relatif à la procédure d'importation et d'exportation des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés ;

Arrêté du 19 avril 1994 relatif à l'informatisation du suivi des personnes hospitalisées sans leur consentement en raison de troubles mentaux et au secrétariat des commissions départementales des hospitalisations psychiatriques ;

Arrêté du 7 septembre 1995 fixant la liste des fédérations habilitées à délivrer des avis favorables à l'acquisition et à la détention d'armes par les tireurs sportifs et les conditions et modalités de délivrance de ces avis ;

Arrêté du 7 septembre 1995 modifié par les arrêtés du 17 mai 2001 et du 15 janvier 2003, fixant le régime des armes et munitions historiques et de collection ;

Arrêté du 31 juillet 2001 relatif à la destination des matériels de guerre, armes et munitions, éléments de munitions et autres produits explosifs appartenant l'Etat ;

Arrêté du 12 mai 2006 fixant le régime de neutralisation fixant les conditions de neutralisation des systèmes d'armes et armes embarqués des matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie pris en application de l'article 55-1 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 fixant le régime de guerre, armes et munitions.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, la ministre de la défense à Monsieur le préfet de police, Mesdames et Messieurs les préfets.*

### SOMMAIRE

#### I. – LE CHAMP D'APPLICATION

##### 1.1. Les personnes

1.1.1. Les organismes de droit public ou privé d'intérêt général ou à vocation culturelle, historique ou scientifique

1.1.2. Les personnes physiques

##### 1.2. Les matériels de guerre concernés

1.2.1. Les matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie (personnes morales et personnes physiques)

1.2.1.1. Les matériels roulants

1.2.1.2. Les autres matériels de guerre

1.2.2. Les matériels de guerre de 3<sup>e</sup> catégorie (personnes morales)

##### 1.3. Les autres matériels, hors champ d'application du décret

#### II. – LA PROCÉDURE

##### 2.1. Le demandeur de l'autorisation

##### 2.2. Les documents présentés à l'appui de la demande

2.2.1. Le document décrivant le matériel de guerre faisant l'objet de la demande

2.2.2. Le rapport sur les modalités de protection et de conservation

2.2.3. Certificat de neutralisation (le matériel comporte un système d'armes ou armes embarqués)

2.2.3.1. Définitions

2.2.3.2. La neutralisation

2.2.3.2.1. L'attestation de neutralisation

2.2.3.2.1. Le certificat de neutralisation

2.2.3.2.1. Le refus éventuel de validation des opérations de neutralisation

#### III. – LA DÉLIVRANCE DE L'AUTORISATION

##### 3.1. L'instruction de la demande

##### 3.2. La durée de l'autorisation

##### 3.3. La fin de validité de l'autorisation

#### IV. – L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DES MATÉRIELS DE GUERRE DE 2<sup>e</sup> CATÉGORIE DANS UN BUT D'ACQUISITION OU DE CESSIION

##### 4.1. L'importation

4.1.1. L'autorisation d'importation

4.1.2. Le dédouanement des matériels de guerre importés

##### 4.2. L'exportation

4.2.1. L'agrément préalable et l'autorisation d'exportation

4.1.2. Le dédouanement des matériels de guerre exportés

#### V. – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

\*  
\* \*

#### ANNEXE I

Liste des titulaires d'autorisation de fabrication et de commerce de matériels de guerre de 1<sup>re</sup> catégorie

#### ANNEXE II

Arrêté préfectoral autorisant l'acquisition et la détention de matériel de guerre de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories

#### ANNEXE III

Modèle Cerfa n° 5 pour l'acquisition et la détention des matériels.

## PRÉAMBULE

La loi pour la sécurité intérieure du 18 mars 2003 confirme à son article 80, devenu l'article L. 2336-1 du code de la défense, que l'acquisition et la détention des matériels de guerre des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories sont, en principe, interdites. Cette interdiction n'est pas nouvelle.

Mais le législateur, désireux de faciliter les pratiques de collections, a créé des exceptions, en faveur des collections constituées par les organismes à vocation culturelle, historique ou scientifique (matériels de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories) ou par des personnes physiques (matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie). En effet, la détention de matériels de guerre historiques par les associations et les particuliers représente un remarquable intérêt patrimonial, notamment dans le cadre du devoir de mémoire.

Le décret du 23 novembre 2005, intervenu en application de la loi et publié après l'avis conforme du Conseil d'Etat, n'a d'autre objet dans ses articles 8, 11 et 19 que de fixer la réglementation de la détention de matériels de guerre par les collectionneurs.

Contrairement à ce qu'ont pu penser de nombreux collectionneurs, le décret n'a aucunement pour effet de modifier le classement des matériels de guerre. Il ne s'agit aucunement, notamment, de reclasser en 2<sup>e</sup> catégorie des engins militaires dont la détention et l'acquisition étaient et demeurent libres (Jeep, Dodge, GMC, ambulances, motocyclettes...).

En outre, loin d'entraver le maintien et le développement des collections, la loi et le décret permettent à des particuliers d'acquérir des véhicules classés matériels de guerre (chars, blindés, aéronaves...), ce qui était auparavant interdit. Désormais, toute personne physique ou association dispose d'un cadre juridique clair pour réaliser ou enrichir une collection de matériels militaires.

La présente circulaire vise donc à la fois à rassurer les collectionneurs en explicitant le champ d'application de la loi et du décret et à préciser la procédure administrative d'acquisition à fin de collections de matériels de guerre, le régime d'importation ainsi que le dispositif transitoire qui expire le 30 novembre 2006.

Il vous est demandé de pratiquer localement la plus large concertation avec les représentants des collectionneurs, ainsi qu'une communication active en direction de la presse locale dès réception de cette circulaire, afin de lever tous les malentendus.

## I. – LE CHAMP D'APPLICATION DU DÉCRET

1.1. *Les personnes concernées*

Le décret du 23 novembre 2005 a largement modifié l'article 32 du décret du 6 mai 1995 en élargissant la liste des collectionneurs de matériels de guerre de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories. Au nombre de ceux-ci figurent notamment des organismes de droit public ou privé et les personnes physiques.

La procédure décrite dans la présente circulaire ne concerne que ces catégories de collectionneurs.

## 1.1.1. Les organismes de droit public ou privé d'intérêt général ou à vocation culturelle, historique ou scientifique

Il s'agit en particulier d'associations de conservation du patrimoine militaire (n'ayant pas le statut de musées) et qui ont pour vocation de participer aux commémorations ou aux reconstitutions historiques.

## 1.1.2. Les personnes physiques

Il s'agit des personnes physiques qui possèdent ou souhaitent posséder des collections à titre personnel, qu'elles adhèrent ou non à des associations à vocation historique.

1.2. *Les matériels de guerre concernés*1.2.1. Les matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie (personnes morales et personnes physiques)

Ces matériels de guerre, destinés à mettre en œuvre au combat des armes à feu, possèdent des caractéristiques spécifiques.

## 1.2.1.1. Les matériels roulants

Les chars de combat (par exemple AMX 13 avec canon de calibre 75).

Les véhicules protégés par un blindage ainsi que les chars de dépannage. Ainsi, appartiennent à ce groupe de matériels roulants : des engins blindés du génie tel qu'un poseur de mines, des véhicules semi-chenillés tels que des HALF-TRACK, des véhicules à roues tels que des E.B.R., A.M.M 8, A.M.L. 60.

Les véhicules non blindés équipés à poste fixe ou munis d'un dispositif spécial permettant le montage ou la mise en œuvre d'armes.

Un véhicule équipé à poste fixe est un véhicule dont la conception intègre la capacité à mettre en œuvre une arme (véhicule tactique avec support d'armes, à l'exemple du véhicule porte-mortiers pour tirs à bord ou jeep canon avec son canon de 106 sans recul).

Un véhicule muni d'un dispositif spécial est un véhicule porteur d'un affût circulaire d'armes de défense aérienne ou d'une rampe de lancement (exemple : GMC de dépannage équipé d'un affût circulaire pour mitrailleuse d'un calibre 50).

## 1.2.1.2. Les autres matériels de guerre

Les personnes morales et les personnes physiques peuvent également détenir des matériels de la 2<sup>e</sup> catégorie visés au :

4b. (seuls équipements d'emport et de largage dédiés à des réservoirs supplémentaires) ;

4c. (matériels de transmission et de télécommunication destinés aux besoins militaires ou à la mise en œuvre des forces ; matériels de contre-mesures électroniques) (1).

1.2.2. Les matériels de guerre de 3<sup>e</sup> catégorie (personnes morales)

Conformément à l'article 32 du décret du 6 mai 1995, les personnes morales peuvent être autorisées à détenir des matériels de 3<sup>e</sup> catégorie, à savoir les matériels de protection contre les gaz de combat et produits destinés à la guerre chimique ou incendiaire, tels que des combinaisons ou des masques à gaz avec cartouche filtrante.

1.3. *Les autres matériels, hors champ d'application du décret*

Ne sont pas des matériels de guerre les véhicules non destinés au combat ou non dotés de dispositifs spéciaux permettant l'utilisation d'armes.

Ainsi, les véhicules militaires dits de logistique ou de liaison, tels que des Jeep, Dodge, GMC, ambulances, motocyclettes, etc. ne sont pas des matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie. Ils relèvent du régime juridique de droit commun des véhicules à moteur et restent libres d'acquisition et de détention.

## II. – LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

2.1. *Le demandeur de l'autorisation*

Toute personne physique, propriétaire de matériel de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie, doit déposer une demande d'acquisition et de détention à la préfecture du lieu de son domicile.

Les associations déposent une demande, par l'intermédiaire de la personne habilitée à les représenter, à la préfecture du siège de l'association.

L'attente du résultat de l'expertise prévue au 3.1 (page 33) n'exonère pas le propriétaire d'aéronef de déposer, à titre conservatoire, une demande d'autorisation d'acquisition et de détention.

2.2. *Les documents présentés à l'appui de la demande*

Pour toute demande adressée à l'autorité administrative, un accusé de réception doit être délivré au demandeur lors du dépôt de sa demande (2).

Dans l'attente du nouveau modèle Cerfa, la demande d'acquisition et de détention de ces matériels est faite sur le modèle 5 (3) (ci-joint en annexe III).

Le demandeur doit à l'appui de sa demande fournir les pièces décrites ci-après. Par ailleurs, les associations doivent également présenter à l'appui de leur demande les pièces justificatives de la qualité de leur représentant, de leur siège, de leur activité.

## 2.2.1. Le document décrivant le matériel de guerre faisant l'objet de la demande.

Le descriptif doit mettre en évidence la datation des matériels de guerre concernés selon le double principe suivant (4) :

- le premier exemplaire du même type doit avoir été mis en service trente ans au moins avant la date de dépôt de la demande d'autorisation ;
- le dernier exemplaire du même type doit avoir été fabriqué vingt ans au moins avant cette même date.

(1) L'utilisation de ces matériels est soumise à la législation applicable en matière de transmission.

(2) Cette obligation est prévue à l'article 19 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

(3) Ce modèle est également sur le site internet : [www.servicepublic.fr](http://www.servicepublic.fr).

(4) A l'exception des prototypes.



Par exemple, une demande d'autorisation présentée au 1<sup>er</sup> juin 2006 est applicable à des matériels dont le premier exemplaire du même type a été mis en service avant le 1<sup>er</sup> juin 1976 et dont la fabrication du dernier exemplaire du même type a été arrêtée avant le 1<sup>er</sup> juin 1986.

#### 2.2.2. Le rapport sur les modalités de protection et de conservation du matériel (1)

L'article 19 du décret du 23 novembre 2005 a introduit l'article 55-1 dans le décret du 6 mai 1995, en précisant que les matériels de guerre de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories sont détenus dans un lieu dont les accès sont sécurisés. La conservation des matériels doit être faite dans des conditions ne permettant pas un accès libre dans ces lieux.

Le texte ne précisant pas les modalités de protection, les moyens utilisés peuvent consister soit en l'installation d'une porte d'accès blindée ou d'un volet métallique ou à défaut une porte cadénassée, des barreaux ou volets métalliques aux fenêtres. Le rapport fait par le demandeur et fourni à l'appui de sa demande doit donc présenter ce dispositif de sécurité mis en œuvre pour lutter contre les intrusions ou les vols.

#### 2.2.3. Certificat de neutralisation (matériel comportant un système d'armes et armes embarqués)

##### 2.2.3.1. Définitions

Un système d'armes est constitué d'une ou plusieurs armes et des moyens techniques associés nécessaires à leur mise en œuvre.

Les systèmes d'armes et armes embarqués des matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie figurent sur une liste tenue par l'établissement technique de Bourges (délégation générale pour l'armement du ministère de la défense). Cette liste actualisée est disponible auprès du ministère de l'intérieur (bureau des libertés publiques – section armes).

Le demandeur doit présenter, à l'appui de sa demande, les pièces décrites au 2.2. ci-dessus ainsi qu'un certificat de neutralisation attestant que les armes embarquées sont neutralisées.

En effet, tous les collectionneurs de matériel de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie doté de systèmes d'armes et armes embarqués doivent faire procéder à la neutralisation de ces systèmes d'armes et armes.

La neutralisation vise à rendre définitivement inapte au tir de toutes munitions les systèmes d'armes et armes embarqués (2).

La neutralisation d'un système d'armes consiste en la neutralisation de chacune des armes intégrées à ce système d'armes.

La neutralisation des armes embarquées de petit calibre (inférieur à 20 millimètres) relève des dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1995 fixant le régime des armes et des munitions historiques et de collection.

##### 2.2.3.2. La neutralisation

A compter de la date de délivrance du récépissé de dépôt de sa demande visée au 2.1., le demandeur dispose d'un délai de six mois pour faire procéder aux opérations de neutralisation.

Ces opérations de neutralisation, selon des procédés techniques définis en annexe I de l'arrêté du 12 mai 2006 sont effectuées, soit par le titulaire d'une autorisation de fabrication et de commerce de 1<sup>re</sup> catégorie, soit par le banc d'épreuve de Saint-Etienne, in situ.

Les frais des opérations de neutralisation, de réalisation des procédés techniques et de leur validation, sont à la charge exclusive du demandeur.

##### 2.2.3.2.1. L'attestation de neutralisation

L'attestation de neutralisation est délivrée par les armuriers et fabricants titulaires d'une autorisation de fabrication et de commerce (AFC) de la 1<sup>re</sup> catégorie. Parce qu'ils sont titulaires de cette autorisation, les armuriers et fabricants sont habilités à procéder aux opérations de neutralisation.

Le titulaire de l'AFC est responsable de la parfaite exécution des opérations de neutralisation qu'il effectue.

A l'issue de la réalisation des opérations de neutralisation, le titulaire de l'AFC remet au demandeur une attestation de neutralisation, conforme au modèle de l'annexe II de l'arrêté 12 mai 2006.

A la réception de cette attestation, le demandeur en transmet une copie à la préfecture du lieu de son domicile. Cette transmission est à sa diligence.

La liste nationale des titulaires d'AFC est tenue par le ministère de la défense et régulièrement transmise au ministère de l'intérieur (bureau des libertés publiques-section armes).

Vous trouverez en annexe I cette liste afin de vous permettre de renseigner les demandeurs sur les titulaires d'AFC susceptibles d'effectuer les opérations de neutralisation dans le cadre de la présente réglementation.

##### 2.2.3.2.2. Le certificat de neutralisation

Le certificat de neutralisation est délivré par le banc d'épreuves de Saint-Etienne.

Pour ce qui concerne les opérations de neutralisation opérées par le banc d'épreuves de Saint-Etienne :

Le banc d'épreuve de Saint-Etienne procède aux opérations de neutralisation sur son site. Par suite, il ne réalise les opérations de neutralisation des armes embarquées qu'à la seule condition qu'elles soient démontables et transportables.

Pour ce qui concerne les opérations de neutralisation opérées par un titulaire d'AFC :

Le demandeur adresse une copie de l'attestation de neutralisation au banc d'épreuve de Saint-Etienne afin que ce dernier procède aux opérations de certification des opérations de neutralisation.

Au choix du demandeur, cette vérification s'effectue sur les lieux de détention du matériel ou au banc d'épreuve à Saint-Etienne.

Lorsque, au terme de cette vérification, le banc d'épreuve de Saint-Etienne confirme la certification des procédés de neutralisation, il délivre un certificat de neutralisation qu'il adresse par voie postale au demandeur.

Ce dernier en transmet une copie à la préfecture du lieu de son domicile. Cette transmission est à sa diligence, puisqu'elle conditionne la délivrance de l'autorisation d'acquisition et de détention du matériel concerné.

##### 2.2.3.2.3. Le refus éventuel de validation des opérations de neutralisation

Si le banc d'épreuve de Saint-Etienne ne certifie pas les opérations de neutralisation du fait d'une application incorrecte des procédés techniques de neutralisation, il transmet au demandeur une lettre de refus de validation par courrier avec accusé de réception.

Le demandeur en transmet une copie à la préfecture du lieu de son domicile. A compter de la réception de la lettre de refus de certification, il dispose d'un nouveau délai de six mois pour faire procéder aux opérations de neutralisation.

Lorsque le certificat de neutralisation est finalement délivré, le demandeur en transmet une copie à la préfecture du lieu de son domicile.

### III. – LA DÉLIVRANCE DE L'AUTORISATION

#### 3.1. L'instruction de la demande

L'instruction de la demande d'acquisition et de détention des matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie est faite selon le régime de droit commun (3).

Dans le cas où un collectionneur d'aéronef se présenterait à vos services, vous l'invitez à constituer une demande d'acquisition et de détention, à titre conservatoire. Vous nous saisissez, sous les présents timbres de la question du classement de cet aéronef qui fera l'objet d'une expertise par l'administration centrale du ministère de la défense. Au vu de l'attestation délivrée, vous poursuivrez l'instruction de la demande. Dans le cas où ledit aéronef ne fait pas l'objet d'un classement de matériel de guerre, le ministère de la défense informera qu'il n'y a pas lieu à poursuivre l'instruction, la détention de cet aéronef n'étant alors pas soumise à autorisation au titre du décret du 6 mai 1995.

#### 3.2. La durée de l'autorisation

La délivrance de l'autorisation se fait par un arrêté préfectoral dont vous trouverez le modèle en annexe II.

L'autorisation nominative est accordée pour une durée indéterminée.

Tout changement du lieu de détention de ces matériels est signalé par le titulaire de l'autorisation aux préfets des départements, de l'ancien et du nouveau lieu de détention.

#### 3.3. La fin de validité de l'autorisation

En application de l'article 44 du décret du 6 mai 1995, l'autorisation délivrée pour l'acquisition et la détention des matériels de guerre peut être retirée par le préfet pour un motif d'ordre public ou de sécurité des personnes.

(1) Le texte prévoit que les aéronefs de 2<sup>e</sup> catégorie paragraphe 3 sont conservés dans un hangar sécurisé, sauf si leur taille ne le permet pas.

(2) Cette disposition ne concerne aucunement les affûts ou autres supports.

(3) Ces contrôles ont été rappelés pages 8 et 9 de la circulaire n° INTD 06/00025/C. en date du 21 février 2006.

#### IV. – L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DES MATÉRIELS DE GUERRE DE 2<sup>e</sup> CATÉGORIE DANS UN BUT D'ACQUISITION OU DE CESSIION

La présente procédure ne concerne que des importations et des exportations dans un but de cession ou d'acquisition de ces matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie. Les procédures relatives à l'importation ou à l'exportation pour participer à des manifestations (exportations temporaires) font l'objet d'autres dispositions réglementaires (1).

##### 4.1. L'importation

###### 4.1.1. L'autorisation d'importation

L'importation d'un matériel de guerre relevant de la 2<sup>e</sup> catégorie du décret du 6 mai 1995 est soumise à l'obtention d'une autorisation d'importation de matériels de guerre, armes et munitions (AIMG), que ce matériel soit doté ou non d'une arme ou d'un système d'armes embarqué.

La demande d'AIMG, établie sur le formulaire CERFA n° 11192\*01 en quatre exemplaires est transmise à la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI – Bureau E2), 23 bis, rue de l'Université, 75007 Paris. Il est indiqué sur la demande concernant le matériel de 2<sup>e</sup> catégorie si celui-ci comporte des armes et systèmes d'armes embarqués et si ces derniers ont fait l'objet d'une neutralisation à l'étranger.

L'AIMG est délivrée par la DGDDI au vu de l'autorisation d'acquisition délivrée par la préfecture du lieu de domicile de l'importateur.

###### 4.1.2. Le dédouanement des matériels de guerre importés

Que le matériel de guerre importé provienne d'un Etat tiers à la Communauté européenne ou d'un Etat membre de cette Communauté, l'importateur doit faire procéder aux opérations de dédouanement dans le bureau de douane qu'il a désigné sur la demande d'AIMG.

En application de l'article 76 du décret du 6 mai 1995, une attestation d'importation (aussi appelée attestation de passage en douane – APD) enregistrée sous le numéro CERFA 11190\*01 doit être jointe à la déclaration en douane d'importation en 3 exemplaires.

Il est rappelé que les opérations de neutralisation prévues à l'article 4 de l'arrêté du 12 mai 2006 doivent être réalisées dans le délai de six mois à compter de la date d'enregistrement de la déclaration en douane.

##### 4.2. L'exportation

###### 4.2.1. L'agrément préalable et l'autorisation d'exportation

L'exportation d'un matériel de guerre relevant de la 2<sup>e</sup> catégorie du décret du 6 mai 1995, qu'il soit ou non doté d'une arme ou d'un système d'armes embarqués, est soumise à l'obtention d'un agrément préalable accordé par le Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale) et notifié par le ministère de la défense ainsi que d'une autorisation d'exportation de matériels de guerre et matériels assimilés (AEMG). La demande d'AEMG est établie sur le formulaire CERFA 11191\*01.

L'agrément préalable et l'AEMG sont déposés auprès du ministère de la défense (direction des affaires stratégiques – sous-direction du contrôle et des affaires sensibles).

(1) Il est signalé, d'autre part, que les demandes d'exportation temporaire de matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie sont transmises par le demandeur à la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI-bureau E2), 23 bis, rue de l'Université, 75007 Paris.

Les mêmes dispositions sont applicables aux éléments, accessoires, etc. de ces matériels.

###### 4.2.2. Le dédouanement des matériels de guerre exportés

Que les matériels de la 2<sup>e</sup> catégorie soient destinés à un Etat tiers à la Communauté européenne ou à un Etat membre de cette Communauté, ils doivent faire l'objet d'opérations de dédouanement auprès du bureau de douane indiqué sur la demande d'AEMG.

En application de l'article 17 de l'arrêté du 2 octobre 1992 modifié, une attestation d'exportation enregistrée sous le numéro CERFA 11190\*01 (aussi appelée attestation de passage en douane – APD) doit être jointe à la déclaration en douane d'exportation en 3 exemplaires.

Les mêmes dispositions sont applicables aux éléments, accessoires, etc. de ces matériels.

#### V. – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'article 31 du décret du 23 novembre 2005 prévoit des dispositions transitoires permettant aux collectionneurs qui détenaient des matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie avant la date d'entrée en vigueur du texte de solliciter auprès du préfet une autorisation de détention, dans le délai d'un an suivant la date de publication du décret, soit le 30 novembre 2006.

Ce délai n'est qu'un délai de dépôt des dossiers, permettant aux détenteurs de matériels de guerre de régulariser leur situation.

\*  
\* \*

Vous êtes invité à organiser au cours des prochaines semaines une ou plusieurs réunions d'information avec les présidents des associations de collectionneurs de matériels de guerre de 2<sup>e</sup> catégorie de votre département afin de leur présenter la mise en œuvre des dispositions du décret n° 2005-1463 du 23 novembre 2005. Une communication en direction de la presse locale sera également utile.

La détention de matériel de guerre par les associations et les particuliers représente un remarquable intérêt patrimonial, notamment dans le cadre du devoir de mémoire. Vous veillerez donc à ce que toutes les explications nécessaires à l'instruction des demandes, tant de régularisation que de première acquisition, soient portées à la connaissance des collectionneurs. Vous vous attacherez également à faciliter la mise en œuvre de la procédure administrative décrite dans la présente circulaire.

Vous nous ferez part, sous les présents timbres, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,*

Pour le ministre d'Etat et par délégation :  
*Le préfet, directeur du cabinet,*  
C. GUÉANT

*La ministre de la défense,*  
Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet  
civil et militaire,*  
P. MARLAND

#### ANNEXE I

##### Entreprises autorisées à la fabrication et/ou de commerce des matériels de guerre de 1<sup>re</sup> catégorie

(Situation au 15 mars 2006)

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
2A.Co	78, route de Draguignan	06130	Grasse	X	07/03/2006	28/02/2011
A L'affut	1, rue Simonneau	91150	Etampes	X	02/05/2005	02/05/2010
A. Negrel et P. Mistral	2, rue d'Aubagne	13001	Marseille	X	24/08/2001	19/08/2006
Aap Alain Arms Parts	8, quai des Docks	06300	Nice	X	01/03/2006	16/02/2011
Acteon Sarl	21, rue d'Angoulême	16100	Cognac	X	13/03/1997	14/03/2007
Advanced Survivability Technology Sas	Route d'Ardon	45240	La Ferté-Saint-Aubin	X	09/02/2006	30/06/2006

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Aero Log	Aérodrome de Saint-Cyr-l'Ecole	78210	Saint-Cyr-l'Ecole	X	16/11/2005	14/12/2007
Aérospatiale Matra Missiles	37, boulevard de Montmorency	75116	Paris	X	19/10/2004	19/10/2009
Aja	70, rue des Frères-Delga	81600	Gaillac	X	11/02/2002	21/01/2007
Alex	63, boulevard de Courcelles	75008	Paris	X	24/03/2003	23/03/2008
Alkan	Rue du 8-Mai-1945	94460	Valenton	X	03/05/2002	02/05/2007
Alleon Denis	19, rue Carnot	26500	Bourg-lès-Valence	X	15/07/2004	16/07/2009
Amio	Aéroport Marcel Dassault	36130	Châteauroux Deols	X	04/04/2005	30/03/2010
Amio	29, rue Duguay-Trouin	78960	Voisins-le-Bretonneux	X	04/04/2005	30/03/2010
Anthena	3, rue Johannes-Kepler	78190	Trappes	X	02/01/2003	31/12/2007
Anton et Florsch	64 bis, rue de Metz	57140	Woippy	X	25/11/2005	24/11/2010
Arblade Georges	13, cours de l'Yser	47400	Tonneins	X	05/06/2003	14/06/2008
Armada	13, route des Premiers-Français	97460	Saint-Paul	X	02/09/2005	25/08/2010
Armaris	19/21, rue du Colonel-Pierre-Avia	75015	Paris	X	01/04/2003	01/04/2008
Armes 357 Société Électronique Nîmoise Sarl	15, rue Pierre-Semard	30000	Nîmes	X	15/11/2004	14/11/2009
Armes Cauvy	chemin des Ecoliers	30330	Connaux	X	16/10/2003	05/10/2008
Armes et Munitions des Ets Szczepaniak	1, rue des Charrons	57600	Forbach	X	09/08/2005	08/06/2010
Armes et Passion	19, place Godart	51000	Châlons-en-Champagne	X	31/05/2001	12/06/2006
Armes la Détente	35, avenue Edith-Cawell	83400	Hyères	X	10/07/2003	18/06/2008
Armes Munitions Tir A.M.T	90, rue Jeanne-d'Arc	75013	Paris	X	19/05/2004	19/05/2009
Armexpress	510, route d'Avignon	13090	Aix-en-Provence	X	06/04/2004	02/04/2009
Armurerie – Coutellerie – Pêche et Loisirs Sarl	19, rue Vallon	74200	Thonon-les-Bains	X	11/05/2001	11/05/2006
Armurerie André Lamotte	27, avenue Leclerc	08200	Sedan	X	08/11/2004	08/11/2009
Armurerie Audureau	24, rue du Maréchal-Lyautey	85000	La Roche-sur-Yon	X	22/06/2004	22/06/2009
Armurerie Barraud	45, rue Pharaon	31000	Toulouse	X	24/04/2001	19/04/2006
Armurerie Bruneau Chasse-Pêche	5, avenue Raymond-Aron	92160	Antony	X	21/11/2001	18/11/2006
Armurerie Bruno Foulquier	3, place de la Nouvelle-Orléans	45000	Orléans	X	07/02/2005	21/02/2009
Armurerie Cauchoise	34, rue des Victoires	76190	Yvetot	X	08/12/2003	08/12/2008
Armurerie Chappaz Sarl	354, route de l'Eglise	74370	Charvonnex	X	10/11/2002	10/11/2007
Armurerie Christophe Regnier	43, rue des Granges	25000	Besançon	X	09/12/2002	04/12/2007
Armurerie Clément F.	4, rue du Docteur-Duverger	87700	Aixe-sur-Vienne	X	02/09/2005	10/08/2010
Armurerie Coffinet Sarl	31, rue des Fontaines	56100	Lorient	X	02/08/2005	02/08/2010
Armurerie Compas	3, rue Claude-Gelée	88000	Epinal	X	09/02/2005	08/02/2010
Armurerie Coutellerie James	51-55, rue aux Cordiers	71400	Autun	X	16/02/2006	16/02/2011
Armurerie D. Girod	Z.I. des Vernays	73540	La Bathie	X	03/12/2002	01/12/2007
Armurerie de la Brenne	Territteau	36290	Mézières-en-Brenne	X	14/10/2002	14/10/2007
Armurerie de la Libération	62, boulevard de la Libération	13004	Marseille	X	25/10/2005	10/10/2010
Armurerie de l'Est	382, avenue Victor-Hugo	54200	Toul	X	25/02/2005	23/02/2010
Armurerie de Strasbourg – Ads	12, rue du Commerce	67202	Wolfisheim	X	13/12/2004	11/12/2009
Armurerie Didier Lefebvre	17, rue de Vienne	27140	Gisors	X	01/10/2003	15/09/2008
Armurerie Dieppoise	25, Grande-Rue	76200	Dieppe	X	09/02/2004	07/02/2009
Armurerie du Rodoir	Rond-point intermarché	56130	La Roche-Bernard	X	02/04/2004	02/04/2009
Armurerie du Suzon	Z.A. Combe-Belle-Fille-Extension	21380	Messigny-et-Vantoux	X	18/11/2003	11/10/2008
Armurerie Dubois	41, rue Wilson	59490	Somain	X	04/11/2002	31/10/2007
Armurerie Dupre	50, rue Thiers	27300	Bernay	X	22/10/2003	21/10/2008
Armurerie Étienne Cornu	52, rue Gambetta	54700	Pont-à-Mousson	X	05/07/2004	10/06/2009
Armurerie Fonteneau	44, rue Carnot	85300	Challans	X	01/07/2004	28/06/2009
Armurerie Fornage	146, avenue de Laon	51100	Reims	X	19/04/2001	19/04/2006
Armurerie Francis Tissot	34, avenue Jeanne-d'Arc	38000	Grenoble	X	28/12/2004	23/12/2009
Armurerie J. P. Delsaux	54, rue du 11-Novembre	62000	Arras	X	16/12/2002	09/12/2007
Armurerie Jacquet	53, rue de la République	76000	Rouen	X	28/10/2003	28/10/2008
Armurerie Laudier – See Laudier	33 bis, Grande-Rue	28100	Dreux	X	26/10/2001	20/10/2006
Armurerie Leydier aux Armes de Saint-Etienne	8, rue de la Juiverie	38460	Crémieu	X	17/03/2005	30/09/2009
Armurerie Leydier aux Armes de Saint-Etienne	13, avenue Dugueyt-Jouvin	38500	Voiron	X	17/03/2005	30/09/2009
Armurerie Nano Sarl	10, boulevard Asiaticus	38200	Vienne	X	11/12/2001	03/12/2006
Armurerie Pelouse	5, avenue Joliot-Curie	66690	Palau-del-Vidre	X	05/08/2002	03/08/2007
Armurerie Renaud	128, rue de Provence	75008	Paris	X	09/05/2001	31/05/2006

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Armurerie Rimbart S.A.R.L.	31, rue Parisis	28100	Dreux	X	06/10/2003	06/10/2008
Armurerie Robardey-Cavagnac	11, place de la République	70000	Vesoul	X	23/04/2003	20/04/2008
Armurerie Roches	16, avenue de Russie	03700	Bellerive-sur-Allier	X	01/07/2004	27/09/2007
Armurerie Roland Ponton	31, rue Franklin	68200	Mulhouse	X	23/02/2004	23/02/2009
Armurerie Saint-Michel	12, rue des Tisserands – Z.A. La Forge	35830	Betton	X	01/08/2003	11/07/2008
Armurerie Salcet	4, route du Théron	46220	Prayssac	X	14/09/2004	16/02/2008
Armurerie Sanseigne	1 bis, route des Combes	25390	Guyans-Vennes	X	28/03/2002	03/03/2007
Armurerie Sibille Sarl	5, rue Emile-Laurens	41000	Blois	X	19/11/2004	19/11/2009
Armurerie Sipp	12, rue du 22-Novembre	67000	Strasbourg	X	26/09/2002	26/09/2007
Armurerie Tir Loisirs Sarl	Avenue de la Fontaine-Sainte-Marguerite	89000	Auxerre	X	09/04/2001	28/05/2006
Armurerie Vauban	Route de Sauvigny-le-Bois	89200	Avallon	X	22/05/2003	21/05/2008
Armurerie Veltz «S'jaeger Stuebel»	24, rue du Général-Baegert	67210	Obernai	X	31/05/2001	04/06/2006
Armurerie Vouzelaud	8, place des Halles	28160	Brou	X	21/10/2002	21/10/2007
Arquebuserie Saint-Domnolet	10, rue de la Cité	87000	Limoges	X	27/07/2001	27/07/2006
Artois Chasse	44, rue Roger-Salengro	62217	Beaurains	X	27/10/2005	27/10/2010
Astrac	Le Ponant de Paris – 27, rue Leblanc	75015	Paris	X	14/10/2005	15/04/2006
Ate France	3, rue du Boccador	75008	Paris	X	02/08/2005	30/09/2005
Atelier Saint-Etienne	27 avenue du Cimetière	31500	Toulouse	X	21/01/2004	29/04/2008
Au Chasseur Moderne E. Cornu et Compagnie	21, rue des Quatre-Eglises	54000	Nancy	X	09/09/2002	09/09/2007
Au Grand Saint Hubert Sa Jullien	17, rue Sommeiller	74000	Annecy	X	22/10/2004	21/10/2009
Au Pas de Tir	20, rue du Général-de-Gaulle	44210	Pornic	X	31/03/2005	01/04/2008
Au Tir Précis	54, rue Émile-Grand	81000	Albi	X	30/03/2004	16/03/2008
Aubert & Duval		63770	Les Ancizes-Comps	X	24/01/2005	25/08/2008
Aubert & Duval	Rue du Colonel-Riez	42704	Firminy	X	24/01/2005	25/08/2008
Aubert & Duval	1, avenue Jean-Jaurès	58160	Imphy	X	24/01/2005	25/08/2008
Aubert Et Duval	Tour Maine-Montparnasse	75755	Paris	X	24/01/2005	25/08/2008
Aubert Et Duval	22, rue Henri-Wuillemin	92230	Gennevilliers	X	24/01/2005	25/08/2008
Aubert Et Duval	Usine du Piat	63500	Issoire	X	24/01/2005	25/08/2008
Audet Jean-Luc	43, rue des Hautes-Marches	37520	La Riche	X	25/08/2003	23/08/2008
Augoyat Alain	44, rue du Maréchal-Foch	42300	Roanne	X	05/07/2004	27/06/2009
Aux Armes de Charleville	14, avenue d'Arches	08000	Charleville-Mézières	X	16/11/2005	05/10/2010
Aux Armes de Savoie	495, rue de la Martinière	73000	Bassens	X	10/01/2005	08/01/2010
Aux Armes du Forez	3, place de la Paix	42170	Saint-Just-Saint-Rambert	X	10/05/2005	02/05/2010
Aux Canonniers Français	18, parc d'activités de la Verdière n° 1	13880	Velaux	X	01/04/2005	01/04/2010
Avantage Concept	Boussac	03140	Target	X	24/02/2004	20/02/2009
Azalot Patrick	17, rue Carnot	22100	Dinan	X	11/06/2002	07/06/2007
Azur Pêche	Le San Marco	13500	Martigues	X	31/10/2003	28/10/2008
Bariat Et Fils Sarl	Rue Foussal	24440	Beaumont-du-Périgord	X	28/12/2004	27/12/2009
Barrat Jean-François	22, avenue d'Occitanie	87620	Sereilhac	X	12/01/2006	09/01/2011
Barrellier Alain	98, avenue Pasteur	93260	Les Lilas	X	03/10/2005	02/10/2010
Baudiniere Christian	7, rue Bourbon	86100	Châtellerauld	X	28/03/2002	30/03/2007
Bayle Michel	76, rue de Toulouse	87000	Limoges	X	26/08/2002	21/08/2007
Beaureilles Benoît	9, rue de l'Ecrivain	89100	Sens	X	05/08/2002	03/08/2007
Becquet Tony	30, place nationale	24600	Ribérac	X	13/10/2003	06/10/2008
Bedec Tir	4, rue de Laborde	75008	Paris	X	28/03/2002	16/03/2007
Bedec Tir	Chemin de Bar-les-Mottes	60680	Grandfresnoy	X	28/03/2002	16/03/2007
Bertrand Dominique	6, rue Pas-du-Minage	17000	La Rochelle	X	17/05/2004	15/05/2009
Besson Jean-Mary	18, avenue du 25-Août	79140	Cerizay	X	11/10/2004	09/10/2009
Bfi Optilas Sa	4, allée du Cantal – Z.I la Petite-Montagne-Sud	91018	Evry	X	30/03/2005	28/03/2010
Bg Menagers	15, route de Meaux – RN 3	77410	Claye-Souilly	X	28/03/2002	17/03/2007
Biardeau Jean-Claude	6, boulevard de Recouvrance	17100	Saintes	X	17/12/2004	15/12/2009
Billault Denis	68, Grande-Rue	45110	Chateaufort-sur-Loire	X	15/04/2004	15/04/2009
Blanc Patrick	Les Tuilières	07220	Saint-Montan	X	08/06/2004	07/06/2009

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Blondeau Philippe	La Vitrie	37270	Veretz	X	01/12/2003	02/11/2008
Bobo Jean-Pierre	26, rue de Bec-Ham	61300	L'Aigle	X	11/08/2004	11/08/2009
Boichut-Balaguer	1, rue Pasteur	71100	Chalon-sur-Saône	X	17/05/2003	17/05/2008
Boiral Robert	54, avenue Jean-Monestier	48400	Florac	X	19/11/2002	04/11/2007
Bongrand Joseph	5, avenue Amédée-Deserces	87200	Saint-Junien	X	13/12/2005	04/12/2010
Borget Stéphane	29, route de la Briqueterie	28260	Sorel-Moussel	X	05/04/2005	05/04/2007
Boudsocq Successeur Maquart	7, rue Linard	08300	Rethel	X	31/10/2003	16/10/2008
Bourgogne Nicolas	3, rue du Général-de-Gaulle	45650	Saint-Jean-le-Blanc	X	17/10/2005	20/09/2010
Boussard Michel	1, rue de Verdun	72500	Château-du-Loir	X	28/03/2001	26/04/2006
Boutteville Claude	B.P. n° 3	20145	Sari-Solenzara	X	01/08/2003	15/07/2008
Bouysset-Chasseignaux And Co Sarl	43, avenue du Bac	94210	La Varenne-Saint-Hilaire	X	11/05/2005	11/05/2010
Boy	Chemin de la Roseraie	66000	Perpignan	X	09/08/2001	09/08/2006
Boyer Jean-Patrick	13, avenue de la Marne	97320	Saint-Laurent-du-Maroni	X	02/09/2005	09/03/2010
Briano Éric	110, avenue Henri-Ginoux	92120	Montrouge	X	26/04/2005	26/04/2010
Briot Laurence	19, rue de la Boutière	71150	Chagny	X	30/11/2005	30/11/2010
Brisset Jean-Noël	12, place de la Halle	41500	Mer	X	16/10/2003	15/10/2008
Britto Tony	9, boulevard Gambetta	34110	Frontignan	X	21/01/2003	04/06/2006
Browning Sports France	18, rue Salvador-Allende	42350	La Talaudière	X	09/12/2003	05/12/2008
Brulhet Régis	8, place du 11-Novembre	23700	Auzances	X	08/06/2004	21/05/2009
Brun Jean-François	72, avenue Léon-Aubin	26250	Livron	X	21/11/2001	18/11/2006
Bruneau Jacky Sarl	5-7, place Vaillant-Couturier	18100	Vierzon	X	07/07/2004	07/07/2009
Brunel Laurent	23, rue Victor-Hugo	15000	Aurillac	X	07/11/2002	07/11/2007
Buthod-Garçon Yves	157, Grande-Rue	73210	Aime	X	17/12/2001	16/12/2006
Bwm France	35, rue Ponchardier	42031	Saint-Etienne Cedex	X	15/01/2004	03/06/2007
Bwm Services France	35, rue Ponchardier	42100	Saint-Etienne	X	17/02/2004	16/02/2009
Bwm Services France	18, rue Salvador-Allende	42350	La Talaudière	X	17/02/2004	16/02/2009
C.A.T. Chasse Armes Tir	Zone industrielle	77820	Le Châtelet-en-Brie	X	25/06/2003	11/06/2008
Cagniard Thierry	34, rue Gambetta	62500	Saint-Omer	X	27/07/2001	27/07/2006
Cailloux Michel	20, Grande-Rue	45260	Lorris	X	17/06/2004	15/06/2009
Camus Jean-Luc	16, rue de la Pelissière	42500	Le Chambon-Feugerolles	X	11/09/2002	25/08/2007
Canaple Henri	Chemin du Bac	38360	Sassenage	X	25/02/2005	24/02/2010
Carpentier Pascal	79, route d'Avesnes	59600	Maubeuge	X	15/09/2003	14/09/2008
Cartoucherie Riffaut	Le Beauvoir	14290	Orbec	X	30/05/2005	30/05/2010
Cartry Eurl	Le Champ de l'Epine – Chemin des Eaux	14160	Périers-en-Auge	X	30/04/2002	30/04/2007
Causeret Denis	18 bis, rue Edouard-Herriot	70300	Luxeuil-les-Bains	X	11/12/2001	15/04/2006
Cavaletti Luc	89, avenue de la Station	95130	Franconville-la-Garenne	X	27/08/2004	14/03/2007
Cazenave Josette	38, rue du Maréchal-Foch	65400	Argeles-Gazost	X	14/02/2006	14/02/2011
Celant Éric	71, rue Bannier	45000	Orléans	X	05/07/2004	15/05/2009
Celle Armuriers	7, rue Jean-François-Alméras	12100	Millau	X	02/01/2003	23/12/2007
Chabaud Madeleine	9, avenue François-Mitterrand	87230	Chalus	X	30/10/2002	30/10/2007
Chalo Sa	11, rue Abel	75012	Paris	X	03/09/2002	31/08/2007
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Etienne	57, cours Fauriel	42024	Saint-Etienne Cedex	X	05/01/2005	03/01/2010
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Etienne	Zone industrielle Molina-la-Cha-zotte	42000	Saint-Etienne	X	05/01/2005	03/01/2010
Champagne Fabrice	11, rue Lefèvre-Maugras	02400	Château-Thierry	X	12/11/2002	08/11/2007
Chantiers de l'Atlantique	Avenue Bourdelle	44608	Saint-Nazaire	X	10/01/2006	30/06/2006
Chantiers de l'Atlantique	3, avenue André-Malraux	92300	Levallois-Perret	X	10/01/2006	30/06/2006
Chapuis Armes	Z.I. La Gravoux	42380	Saint-Bonnet-le-Château	X	31/03/2004	29/09/2009
Chareyre Jean-Robert	1, chemin de l'Usine	97412	Bras-Panon	X	04/06/2004	11/05/2009
Chasse Sport Armes	158, rue de Verdun	76600	Le Havre	X	17/12/2004	20/12/2006
Chasse Tir 52	35, avenue de la République	25100	Saint-Dizier	X	13/01/2003	15/12/2007
Chasse-Optique	66, rue Henri-Barbusse	80130	Frville-Escarbotin	X	15/07/2004	15/04/2009
Chass'peche 60	6, rue Gambetta	60100	Creil	X	04/08/2003	03/08/2008
Chastir International	37, rue des Ecosières	51270	Mareuil-en-Brie	X	14/01/2005	12/01/2010
Chaulet Christian	66, route de la Gaude	06800	Cagnes-sur-Mer	X	10/01/2005	06/01/2007

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Chaumier Jack	30, rue Général-Gresley	52130	Wassy	X	19/12/2002	16/12/2007
Cherbuy Philippe	3, rue de l'Hôtel-de-Ville	06300	Nice	X	15/02/2002	12/02/2007
Chevallier Alain	49-51, boulevard de la Libération	05000	Gap	X	11/06/2002	30/05/2007
Chevasson Armes	62, rue Georges-Clemenceau	41200	Romorantin-Lanthenay	X	01/02/2006	06/11/2010
Choix Frédéric	1, rue des Gleux	70200	Lure	X	28/07/2005	28/07/2010
Cible 06	13, boulevard Carnot	06400	Cannes	X	28/06/2004	26/06/2009
Clavel Odile	3, rue de l'Eglise	38350	La Mure	X	12/04/2001	12/04/2006
Clavier Roger	20, rue Porte-de-Paris	79100	Thouars	X	23/08/2004	21/08/2009
Clément James	4, allée des Genêts	51530	Cramant	X	30/10/2002	01/09/2007
Coffy Frères	51, avenue des Champs-Élysées	43770	Chadrac	X	13/07/2001	04/04/2006
Collin Pascal	52, rue Porte-aux-Saints	78200	Mantes-la-Jolie	X	18/01/2005	18/01/2010
Comolli Éric	Place du Champ-de-Mars	26240	Saint-Vallier	X	21/01/2003	28/01/2008
Compagnie Française d'exportation	93, rue Jouffroy-d'Abbans	75017	Paris	X	17/11/2004	17/11/2009
Compagnie Industrielle des Lasers Cilas	8, avenue Buffon	45100	La Source	X	23/08/2004	29/06/2009
Compagnie Industrielle des Lasers Cilas	CEESOL	19290	Saint-Setiers	X	23/08/2004	19/06/2009
Compagnie Industrielle des Lasers Cilas	Avenue de la Roche-Fourcade	13400	Aubagne	X	23/08/2004	19/06/2009
Comptoir Ardennais d'outillage	Usine du Bel-Air	28220	Cloyes-sur-le-Loir	X	06/12/2002	06/12/2007
Comptoir Ardennais d'outillage	39, rue Vandrezanne	75013	Paris	X	09/12/2002	06/12/2007
Constructions Industrielles de la Méditerranée	35, rue de Bassano	75008	Paris	X	22/07/2004	30/06/2006
Constructions Industrielles de la Méditerranée	Site de Brégaillon	83501	La Seyne-sur-Mer	X	22/07/2004	30/06/2006
Constructions Mécaniques de Normandie	51, rue de la Bretonnière	50105	Cherbourg	X	07/05/2004	30/03/2007
Constructions Mécaniques de Normandie	19, avenue Franklin-Roosevelt	75008	Paris	X	07/05/2004	30/03/2007
Coupat Bruno	21, rue des Lacs	15100	Saint-Flour	X	30/03/2005	31/03/2010
Courbet Philippe	31, mail Albert-I <sup>er</sup>	80000	Amiens	X	05/03/2001	18/03/2006
Courgnaud Christian	1, rue Adrien-Pressemane	87000	Limoges	X	08/11/2005	04/11/2010
Courty Et Fils	44, rue des Petits-Champs	75002	Paris	X	26/11/2002	26/11/2007
Coutaud Frédéric	535, chemin du Transformateur	30140	Anduze	X	27/06/2005	27/06/2010
Crochard Philippe	5, rue Auguste-Chabrières	75015	Paris	X	19/05/2005	19/05/2010
Cta International Sas	13, route de la Minière	78000	Versailles	X	12/12/2005	30/06/2006
Cta International Sas	7, route de Guerry	18023	Bourges	X	12/12/2005	30/06/2006
Curvale Jacques	60, rue Émile-Zola	81100	Castres	X	18/06/2001	10/07/2006
Danvert Nicolas	27, rue Dacier	49400	Saumur	X	11/05/2004	11/05/2009
Davey Bickford	37, rue Saint-Maur	76000	Rouen	X	19/10/2004	19/10/2009
Davey Bickford		89550	Hery	X	19/10/2004	19/10/2009
Dcb	8, rue de la Paix	78690	Saint-Rémy-l'Honoré	X	27/08/2004	26/08/2009
Dcn	2, rue Sextius-Michel	75732	Paris	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn	DCN Cherbourg	50104	Cherbourg-Octeville	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn	DCN Brest	29228	Brest	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn	DCN Saint-Tropez	83997	Saint-Tropez	X	25/06/2004	25/06/2009
Dcn		16600	Ruelle	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn	Rue Choiseul	56311	Lorient	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn	Le Mourillon	83055	Toulon	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn		44620	Indret-la-Montagne	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn	DCN TOULON	83041	Toulon	X	25/06/2004	24/06/2009
Dcn International	10, rue Sextius-Michel	75015	Paris	X	13/12/2004	21/01/2009
Dcn Log	168, chemin de la Capellane	83140	Six-Fours-les-Plages	X	17/10/2005	01/08/2010
Dcn Log	19/21, rue du Colonel-Pierre-Avia	75015	Paris	X	17/10/2005	01/08/2010
Dcn Log	9/11, rue Jules-Légrand	56100	Lorient	X	17/10/2005	01/08/2010
Debavelaere Antoine	59, boulevard Alexandre-III	59140	Dunkerque	X	30/05/2005	30/05/2010
Dedenon Beau Sarl	1, rue Gambetta	88100	Saint-Dié	X	15/11/2004	03/11/2009
Defense Conseil International	2, place de Rio-de-Janeiro	75008	Paris	X	02/09/2005	31/08/2010
Degat Jean-Christophe	10, rue des Halles	85200	Fontenay Le Comte	X	03/02/2005	03/02/2010
Delory Christian	47, rue de la Ferté	80230	Saint-Valery-sur-Somme	X	22/06/2004	07/06/2009
Delque	25, quai Vauban	90000	Belfort	X	02/08/2005	02/08/2010
Denolly Jean-Jacques Et Blanc Erick	18, rue Clémentine	38200	Vienne	X	30/03/2004	30/03/2009
Denys Jacques	Route de Paris	50600	Saint-Hilaire-du-Harcouët	X	10/10/2002	10/10/2007

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Depelchin Renaud	20, rue du Charbon	18700	Aubigny-sur-Nère	X	02/04/2002	01/04/2007
Derisson Richard	2, rue des Halles	50200	Coutances	X	03/06/2002	17/04/2007
Derost Sarl	3, rue Pelissier	63100	Clermont-Ferrand	X	05/08/2003	02/08/2008
Deschamps Christophe	29, rue du Faubourg-Saint-Pierre	03100	Montluçon	X	12/12/2005	12/12/2010
Desgraupes Didier	4, rue Jules-Theulier	24800	Thiviers	X	28/06/2002	26/06/2007
Desman Sarl	Sainte-Marie-de-Campan	65710	Campan	X	27/09/2005	27/09/2010
Desnoyer Sarl	6, place Lagueyrie	19130	Objat	X	18/05/2001	31/03/2006
Desprez Marie-Thérèse	12, rue de la Fraternité	82110	Castelsarrazin	X	18/12/2003	17/12/2008
Détection Sureté Organisation Assistance D S O A	30, rue du Borrégo	75020	Paris	X	17/03/2003	10/03/2008
Deval Jean-Claude	36, place du Martroi	45300	Pithiviers	X	07/08/2003	04/08/2008
Devoyer Philippe	3, rue du Mée	45190	Villorceau	X	07/11/2002	07/11/2007
Di Filippo Joseph	33, rue des Arènes	39100	Dole	X	19/11/2004	19/11/2009
Dietschy Eric	50, rue Jean-Jaurès	71200	Le Creusot	X	23/08/2004	23/06/2009
Dixi Microtechniques	4, chemin de Palente	25000	Besançon	X	10/07/2003	18/06/2008
Dore Joël	112/114, rue Nationale	36400	La Châtre	X	14/03/2005	08/03/2010
Dorleac et Dorleac	44, boulevard Georges-Clemen- ceau	66000	Perpignan	X	24/08/2001	19/08/2006
Doumenq Jacques Sarl d'exploitation des Ets	8, rue du Lion-d'Or	09700	Saverdun	X	16/03/2003	16/03/2008
Dro-Pe-Chass	12, rue du Maréchal-de-Lattre	21400	Châtillon-sur-Seine	X	23/09/2002	17/09/2007
Druilhet Christian	27, rue Georges-Lassalle	65000	Tarbes	X	28/03/2002	01/04/2007
Dubin Christian	38, rue du Change	41100	Vendôme	X	04/09/2001	28/08/2006
Dubois de Labarre Cyril	1, rue Armand-Dulamon	40000	Mont-de-Marsan	X	01/03/2001	24/03/2006
Dubuc Alain	2, rue Rollon	76260	Eu	X	13/03/2002	07/11/2006
Ducos Jean-François	25, avenue Tolosane	31260	Mane	X	28/12/2004	14/12/2009
Ducros Christian	Promenade de Saint-Paul	30130	Pont-Saint-Esprit	X	25/05/2004	24/03/2009
Dufour Laurent	15, Grand-Place	59590	Raismes	X	08/06/2004	07/06/2009
Dujardin Thierry	103, rue du Général-de-Gaulle	83600	Fréjus	X	30/04/2002	30/04/2007
Duport Christian	10, rue Laurencin	69002	Lyon	X	22/04/2004	07/04/2009
Dupuis Jean-Pierre	Centre commercial Dame-Louise	01500	Ambérieu-en-Bugey	X	11/08/2004	11/08/2009
Durand Jean-Pierre	Chez Salot	16110	Rivières	X	12/09/2001	12/09/2006
Durepaire Benoît	4, rue Vermorel	87200	Saint-Junien	X	16/04/2002	15/04/2007
Durighello Michèle	Z.A. 10 – Allée bois vert	68840	Pulversheim	X	30/01/2004	30/01/2009
E.U.R.L. Froment	7, place du 36°-R.I.	14000	Caen	X	28/03/2002	26/03/2007
Eads Defence And Security Systems Sa	6, rue Dewoitine	78140	Vélizy-Villacoublay	X	22/02/2006	31/01/2009
Eads Defence And Security Systems Sa	Parc d'affaires de Portes	27016	Val-de-Reuil	X	22/02/2004	31/12/2009
Eads Defence And Security Systems Sa	6, avenue de l'Occitane	31676	Labège	X	22/02/2006	31/01/2009
Eads Defence And Security Systems Sa	Z.A. de Courtabœuf – 3, avenue du Canada	91943	Courtabœuf	X	22/02/2006	31/01/2009
Eads Defence And Security Systems Sa	Rue Jean-Pierre-Timbaud	78180	Montigny-le-Bretonneux	X	22/02/2006	31/12/2009
Eads France	37, boulevard de Montmorency	75016	Paris	X	06/07/2001	06/07/2006
Eads Space Transportation	Route de Verneuil	78130	Les Mureaux	X	03/05/2004	25/02/2009
Eads Space Transportation Sa	37, boulevard de Montmorency	75016	Paris	X	03/05/2004	25/02/2009
Eads Space Transportation Sa	Issac	33160	Saint-Médard-en-Jalles	X	03/05/2004	25/02/2009
Eca	262, rue des Frères-Lumière	83130	La Garde	X	13/12/2005	02/10/2008
Eduard Kettner	17, place de la Résistance	37000	Tours	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	57 bis, avenue des Deux-Fon- taines	57050	Metz	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	7, boulevard Gabriel-Guist'Han	44000	Nantes	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	14, rue André-Moinier	63000	Clermont-Ferrand	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	52-54, cours Lafayette	69003	Lyon	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	23-27, boulevard Gouvion-Saint- Cyr	75017	Paris	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	38, rue des Tanneurs	59000	Lille	X	17/02/2006	13/02/2011
Eduard Kettner	Forum Lingostière	06200	Nice	X	17/02/2006	13/02/2011
Elie Bernard	3, route du Gat-Mort	33650	Cabanac-et-Villagrains	X	03/02/2003	02/02/2008
Environnement Service et Production	Zone artisanale	38200	Villefontaine	X	07/02/2002	25/11/2006

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Equipement de Sécurité Défense et Telecom	39, rue de la Villeneuve – Bât Fasnet	56106	Lorient Cedex	X	09/07/2003	31/05/2006
Era Distribution	13, rue Fénelon	56100	Lorient	X	22/07/2003	20/07/2008
Ertzer Denis	6A, rue du Muguet	68720	Illfurth	X	28/02/2005	25/02/2008
Espace Jouets	77, rue de l'Église	67130	Schirmeck	X	16/04/2003	03/04/2008
Espace Mb FPS – Fabrication Protections Spécifiques	Le Vignoble	38460	Crémieu	X	26/08/2002	26/08/2007
Etablissements Mourre	1 bis, avenue Marcel-Cachin	30100	Alès	X	22/05/2001	12/06/2006
Etablissements Wartel	Parc de la Porte Nord	62700	Bruey-la-Bussière	X	27/07/2005	26/07/2010
Etablissements Balp	1-3 et 5, cours Victor Hugo	42000	Saint-Etienne	X	09/01/2002	09/01/2007
Etablissements Banse	16, place du Général-de-Gaulle	59360	Le Cateau	X	04/05/2001	30/04/2006
Etablissements Bayle	Zone commerciale de Saint-Christophe	04000	Digne	X	07/08/2002	07/08/2007
Etablissements Beneyx	52, avenue de la Côte-d'Argent	40230	Saint-Vincent-de-Tyrosse	X	28/10/2003	26/10/2008
Etablissements Beriola	9, rue du Bellay	42350	La Talaudière	X	25/10/2002	24/10/2007
Etablissements Bernizan	3, quai Jaureguiberry	64100	Bayonne	X	02/02/2004	10/12/2007
Etablissements Colombi Armes et Munitions	15, rue du Général-Martin	30190	Saint-Chartes	X	15/01/2004	05/09/2007
Etablissements Courbet	39, cours Camille-Pelletan	13300	Salon-de-Provence	X	30/08/2004	29/08/2009
Etablissements Coutel	1, rue des Maréchaux	68100	Mulhouse	X	04/01/2006	04/01/2011
Etablissements Delval	2, rue des Cares	39260	Moirans-en-Montagne	X	07/08/2002	07/08/2007
Etablissements Demas	11, rue Agricole-Perdiguier	42100	Saint-Etienne	X	28/12/2004	24/12/2009
Etablissements Demay et Diet		17270	Saint-Pierre-du-Palais	X	21/01/2003	19/01/2008
Etablissements Douillet-Dreumont	17, rue Nationale	56300	Pontivy	X	31/07/2002	31/07/2007
Etablissements Douillet-Dreumont	10, rue Lieutenant-Colonel-Maury	56000	Vannes	X	31/07/2002	31/07/2007
Etablissements Dreumont	19, rue des Fontaines	56100	Lorient	X	05/09/2003	25/08/2006
Etablissements Gossart Père Et Fils	28, rue Roger-Bouvry	59113	Seclin	X	10/05/2004	17/04/2009
Etablissements Januel Et Cie	50, rue de Molina	42000	Saint-Etienne	X	01/03/2006	27/02/2011
Etablissements K. Michaux	81, rue du Général-Leclerc	45200	Montargis	X	04/11/2002	04/11/2007
Etablissements Le Calonnec Michel	8, rue Ravier-Piquet	38000	Grenoble	X	16/11/2001	15/11/2006
Etablissements Luc de Bruyn	16, rue Chevreul	42000	Saint-Etienne	X	17/05/2004	16/05/2009
Etablissements P. Leyre	37, rue des Francs-Maçons	42000	Saint-Etienne	X	14/11/2005	14/11/2010
Etablissements Pleindoux Pierre et Fils	13-15, rue Auber	11100	Narbonne	X	30/07/2003	30/07/2008
Etablissements Rouet	7, avenue du Général-Leclerc	36110	Levroux	X	20/09/2005	20/09/2010
Etablissements Roumaillac	115, avenue Henri-Vigneau	33700	Mérignac	X	06/12/2004	31/12/2006
Etablissements Russier Pere Et Fils	8, rue du 11-Novembre	42000	Saint-Etienne	X	26/04/2004	25/04/2009
Etablissements Spinelli	544, route de Montpellier	34200	Sète	X	20/02/2006	20/02/2008
Etablissements Venayre	65, avenue Georges-Clemenceau	33500	Libourne	X	03/01/2006	30/12/2010
Etienne Lacroix tous Artifices	6, boulevard de Joffrey	31600	Muret	X	15/03/2006	02/03/2011
Etienne Lacroix tous Artifices	La Saudrume	31470	Sainte-Foy-de-Peyrolières	X	15/03/2006	02/03/2011
Etienne Lacroix tous Artifices	Route de Gaudiès	09720	Mazères	X	15/03/2006	02/03/2011
Ets Brunel Frères	1, rue Bournoville	59660	Merville	X	10/01/2006	10/01/2008
Eurenco France	12, quai Henri-IV	75004	Paris	X	05/07/2004	30/06/2009
Eurenco France	1 928, route d'Avignon	84706	Sorgues	X	05/07/2004	30/06/2009
Eurenco France	Boulevard Charles-Garaud	24108	Bergerac	X	05/07/2004	30/06/2009
Eurl Aux Jours de Chasse	6, route de Belleu	02200	Soissons	X	13/12/2004	07/12/2009
Eurl Chaumont Philippe	7, rue de l'Eglise	88700	Rambervillers	X	25/10/2004	23/10/2009
Eurl Gueneau Alain	11, boulevard Léon-Jouhaux	63100	Clermont-Ferrand	X	14/01/2003	14/01/2008
Eurl Richard Remi	29, rue Maria-Visseaux	08110	Carignan	X	08/11/2005	04/11/2010
Eurocopter	Aéroport international Marseille-Provence	13725	Marignane Cedex	X	03/06/2003	22/05/2008
Eurocopter	10, avenue Marcel-Cachin	93123	La Courneuve Cedex	X	03/06/2003	22/05/2008
Euromissile	12, rue de la Redoute	92260	Fontenay-aux-Roses	X	05/01/2006	20/12/2010
Euromissile Dynamics Group – Emdg	12, rue de la Redoute	92260	Fontenay-aux-Roses	X	02/08/2001	02/08/2006
Europ' Arm	Avenue Rhin-et-Danube	72201	La Flèche Cedex	X	11/05/2004	11/05/2009
Europaams Sas	12, rue de la Redoute	92260	Fontenay-aux-Roses	X	30/09/2005	30/06/2010
Europe Chasse Peche	10, rue du colonel Redoutey	21130	Auxonne	X	21/10/2003	15/10/2008
Europe Chasse Peche	Z.A. des Granges-Hautes	21130	Auxonne	X	21/10/2003	15/10/2008



ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Europech'asse	8, avenue de la Tessoualle	49300	Cholet	X	27/05/2005	24/05/2010
Eurosam	12, rue de la Redoute	92266	Fontenay-aux-Roses	X	26/08/2002	26/08/2007
Eurotorp	399, route des Crêtes	06560	Valbonne	X	30/01/2004	08/06/2008
Eurotradia International	33, avenue des Champs-Élysées	75008	Paris	X	24/09/2004	24/09/2009
Expo Securite	Zone de Californie	97232	Le Lamentin	X	03/06/2002	21/05/2007
Eychenne Jean-Philippe	6, rue Lazema	09000	Foix	X	25/10/2002	08/10/2007
F. Grasset Et Compagnie	8, rue de Saint-Quentin	75010	Paris	X	16/04/2003	17/11/2007
F.A.Rh Development	566, rue André-Ampère	77550	Moissy-Cramayel	X	05/06/2001	05/06/2006
Fabrication Munitions Rechargement	3, rue Michelet	93500	Pantin	X	06/06/2005	06/06/2010
Faget Christophe	21, rue Sainte-Geneviève	27200	Vernon	X	27/09/2004	27/09/2009
Familiale Garnier	56, avenue Léon-Blum	30200	Bagnols-sur-Cèze	X	10/03/2003	26/02/2008
Farniente	19, boulevard Albert-1 <sup>er</sup>	06600	Antibes	X	28/03/2001	13/04/2006
Faurie Eric	16, rue Victor-Hugo	33350	Castillon-la-Bataille	X	05/02/2003	07/01/2008
Fiter Rémi	6, rue Bagatelle	34500	Béziers	X	16/03/2004	16/03/2009
Fleury Patrick	Rue Gambetta	32107	Condom	X	14/02/2005	13/02/2010
Flick Freres	132, boulevard de Courtais	03100	Montluçon	X	13/12/2004	11/12/2009
Floarm Armes de Chasse Et de Tir	4, rue de Villafranca	75015	Paris	X	14/05/2001	12/10/2006
Foucart Michel	29, rue Saint-Pierre-de-Vaise	69009	Lyon	X	27/02/2001	19/03/2006
Fouquet	136, rue du Vieil-Hôpital	84200	Carpentras	X	13/06/2005	12/06/2010
Fresne Gilles	1, rue de la Julotterie	44160	Pontchâteau	X	23/04/2003	27/04/2008
Fromentin Richard	12, rue Louis-Doméjean	31390	Carbonne	X	30/08/2004	29/08/2009
Fusil Jean-Pierre	65, boulevard Lafayette	62100	Calais	X	13/10/2003	06/10/2008
G. Peronnon Eure	Les Caroches	73200	Randens	X	16/07/2004	16/07/2009
Gady Marc	23, rue du 14-Juillet	33260	La Teste-de-Buch	X	30/01/2002	15/01/2007
Gaillard	19 et 21, rue Paul-Doumer	51120	Sézanne	X	26/11/2004	26/11/2009
Gasiglia Guy	3, avenue de la République	06300	Nice	X	16/11/2005	05/10/2010
Gatimel Armurier	28, rue Paradis	13001	Marseille	X	23/01/2002	15/01/2007
Gazanion Michel	7, rue Crozatier	43000	Le Puy-en-Velay	X	05/06/2003	27/06/2008
Geffraud Philippe	Chemin du Haut-des-Graviers	78360	Montesson	X	07/03/2006	01/03/2008
Genac Sports	Immeuble «le Val Chancel» – Central Park	05100	Briançon	X	31/07/2003	20/07/2008
Gendreau Services	18, rue Gambetta	17300	Rochefort-sur-Mer	X	13/12/2004	11/12/2009
Gendreau Services	16, rue Gambetta	17300	Rochefort-sur-Mer	X	13/12/2004	11/12/2009
Genie Audio-Visuel et Applications Professionnelles	Zone Alpipôle	81150	Terssac	X	10/03/2006	22/02/2011
Geoffroy Eric	25, place de la Liberté	03000	Moulins	X	04/07/2005	03/07/2010
Georges Bonnin Armes Sarl	Boulevard de la Valla	36000	Châteauroux	X	26/08/2002	26/08/2007
Georges Bonnin Armes Sarl	1 bis, rue Saint-Fiacre	41200	Romorantin	X	26/08/2002	26/08/2007
Gérard Sarl	112, avenue de Frileuse	76610	Le Havre	X	16/03/2004	16/03/2009
Gerbeau Sa	572, route de Toulouse	33140	Villeneuve-d'Ornon	X	19/10/2004	19/10/2009
Germain Jean-Pierre	19, rue Saint-Martin	01300	Belley	X	14/09/2004	10/09/2009
Gex Dumez	74, quai Saint-Jacques	74700	Sallanches	X	17/09/2002	16/09/2007
Giancoli Gabriel	164, route des Crêtes	81100	Castres	X	15/04/2005	21/03/2010
Giat Industries	Centre de Bourges	18015	Bourges Cedex	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	2, rue Alsace-Lorraine	65014	Tarbes	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	L'Arsenal	42328	Roanne	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	1, place Albert-Faucher	19012	Tulle Cedex	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	16, avenue Raymond-Badiou	31052	Toulouse Cedex	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	Centre de Salbris	41300	Salbris	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	13, route de la Minière	78034	Versailles Cedex	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	53, rue Sibert	42400	Saint-Chamond Cedex	X	01/04/2003	26/02/2008
Giat Industries	11, allée des Maronniers	78022	Versailles	X	01/04/2003	25/02/2008
Gilles Hélène	3, rue Charles-de-Gaulle	47200	Marmande	X	07/02/2002	07/02/2007
Gillet Didier	87, rue des Marais	77550	Moissy-Cramayel	X	13/11/2001	13/11/2006
Gillingham Marc	Place du Marché	14330	Le Molay-Littry	X	23/02/2004	23/02/2009
Gipechasse	20, avenue de la Gare	57200	Sarreguemines	X	14/02/2006	14/02/2011
Giraud Bernard	1, rue d'Antibes	06400	Cannes	X	20/05/2003	20/05/2008

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Giusti Georges	49, avenue des Alliés	25200	Montbéliard	X	08/11/2004	08/11/2009
Gk Professionnal	29, rue Etienne-Marey	75020	Paris	X	17/05/2005	13/05/2007
Gk.Professiona	159, avenue Gallieni	93177	Bagnolet Cedex	X	17/05/2005	13/05/2007
Gontier Jean-Luc	24, cours Saint-Antoine	84600	Valréas	X	24/02/2004	23/02/2009
Gonzalez Daniel	9, rue Richelieu	34300	Agde	X	26/08/2002	07/07/2007
Grimaud Alain	Z.A de Redon	64600	Anglet	X	03/05/2002	30/04/2007
Groupe J.-M. Security Consultants	37, rue du Vieux-Versailles	78000	Versailles	X	02/06/2004	01/06/2007
Guerin Jean-Claude	62, boulevard Foch	38000	Grenoble	X	17/02/2004	16/02/2009
Guichard Jean-Michel	183 <i>ter</i> , avenue de Saint-Simond	73100	Aix-les-Bains	X	08/10/2001	08/10/2006
Guillemain Gérard	43, rue Paul-Doumer	08800	Monthermé	X	29/10/2006	31/10/2006
Guillot Christophe	27, rue de l'Eglise	86800	Saint-Julien-l'Ars	X	10/10/2001	10/10/2006
Guislain Et Fils	39, avenue de Verdun	58300	Decize	X	26/08/2002	23/08/2007
Heckler & Koch France Sas	22, rue de Rottembourg	75012	Paris	X	05/12/2005	30/11/2009
Henry Armes	20, rue du Docteur-Menguy	29270	Carhaix-Plouguer	X	30/06/2003	30/06/2008
Henry Gilles	29, rue du Général-de-Gaulle	27400	Louviers	X	14/09/2005	18/07/2010
Herouin Philippe	Rue des Fouillées	72500	Saint-Georges-du-Bois	X	17/03/1998	16/03/2008
Hgh Systemes Infrarouges	10, rue Maryse-Bastie	91430	Igny	X	14/01/2005	17/01/2007
Hidondo Jean-Paul	8, rue Révol	64400	Oloron-Sainte-Marie	X	29/07/2004	29/07/2009
Higounet Sarl	2, rue Ingres	82000	Montauban	X	29/06/2005	27/06/2010
Hilaire Marcel	3, avenue Camille-Rousset	69500	Bron	X	27/02/2002	22/02/2007
Humbert Cts Sa	45, avenue Paccard	42340	Veauche	X	01/07/2002	30/06/2007
Humbert Sarl	24, avenue Jean-Jaurès	01100	Oyonnax	X	24/10/2005	23/10/2010
Humbert Sarl	2, boulevard Edouard-Herriot	01000	Bourg-en-Bresse	X	10/10/2000	23/10/2005
Intraven	23, rue du Départ	75014	Paris	X	04/07/2001	04/07/2006
J Blassel Sarl	145, place Carnot	59500	Douai	X	18/07/2005	18/07/2010
J.P. Arbez	« la sucrerie »	60190	La Neuville-Roy	X	25/11/2002	20/11/2007
Januel Distribution	50, rue de Molina	42000	Saint-Etienne	X	17/08/2004	17/08/2009
Jardin et Loisirs Puel Sarl	22, route de Castres	81500	Lavaur	X	02/04/2001	11/04/2006
Jardin Jean-Louis	146, avenue Jean-Jaurès	72100	Le Mans	X	27/09/2004	25/09/2009
Jean-François	Place Martial-Sicard	04300	Forcalquier	X	19/06/2001	04/07/2006
Jeauneau Lucien	6/8, rue des Ponts	89120	Charny	X	14/03/2006	14/03/2011
Jenoptec	12, rue Jean-Baptiste-Huet	78350	Jouy-en-Josas	X	16/02/2006	12/02/2011
Jeunet Daniel	77, rue de la République	39110	Salins-les-Bains	X	18/08/2003	17/08/2008
Jm Arms	La Tuilerie	30340	Salindres	X	26/08/2002	05/08/2007
Judeau Loisirs S.A.S.	22 et 24, boulevard de la République	58200	Cosne-Cours-sur-Loire	X	16/01/2006	15/01/2011
Kriegoff France	9, avenue de la Gare	67140	Barr	X	20/06/2005	06/10/2008
L Bourhis Sarl	33 <i>bis</i> , avenue de la Gare	29000	Quimper	X	16/04/2002	16/04/2007
La Billebaude	39, rue du Temple	89000	Auxerre	X	06/01/2006	02/01/2011
La Détente	Résidence. du Grand-Rodez – Bâtiment B	12850	Onet-le-Château	X	11/10/2004	09/08/2005
La Mordoree	46, boulevard Albert-Buisson	63500	Issoire	X	07/07/2005	04/07/2010
Lacourte Michel	8, levée Jeanne-de-Laval	49250	Saint-Mathurin-sur Loire	X	31/01/2005	29/01/2010
L'affut Sarl	56, rue Villefranche	09200	Saint-Girons	X	30/04/2002	30/04/2007
Laforest Anne-Marie	38, rue de la Liberté	71130	Gueugnon	X	31/03/2005	31/03/2010
Lamiot Jean-Michel	6 et 8, rue d'Hesdin	62270	Frevent	X	11/09/2002	11/09/2007
Large Patrick	3, rue des Limousins	82400	Valence-d'Agen	X	07/08/2003	04/08/2008
L'armurerie de France et Delaroche	59, rue du Faubourg-Bannier	45000	Orléans	X	05/04/2005	05/04/2010
L'armurerie Du Champ	Centre commercial Val-Sologne	45500	Gien	X	22/02/2006	20/02/2011
L'armurier	Zac de Valentin	25870	Châtillon-le-Duc	X	13/10/2003	09/10/2008
Larrey Jean-Pierre	Au bourg	40360	Bastennes	X	03/03/2003	15/02/2008
Larrievre Sports	Combe brune	26140	Anneyron	X	09/01/2002	07/01/2007
Latour et Fils Sarl	22, rue de Lyon	42150	Boën	X	15/07/2003	11/07/2008
Latraye Jean-Pierre	19, rue de Besançon	25410	Saint-Vit	X	02/09/2005	10/07/2010
Laudat Patrick	Les Simonets	81600	Cadalen	X	03/11/2003	02/11/2008
Lavaux Hubert	32, rue de France	88300	Neufchâteau	X	30/06/2005	30/06/2010
Le Dissez Patrick	2, avenue du Général-Leclerc	94360	Bry-sur-Marne	X	10/01/2005	08/01/2010

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Le Gall Bernard	15, rue de Siam	29200	Brest	X	26/08/2002	21/08/2007
Le Hussard	6, rue du Portail-de-Ville	38110	La Tour-du-Pin	X	13/12/2004	04/12/2009
Le Hussard	8, rue du Portail-de-Ville	38110	La Tour-du-Pin	X	13/12/2004	04/12/2009
Le Men C.T.P.	25, rue des Ponts-Saint-Michel	22200	Guingamp	X	09/05/2003	04/05/2008
Le Pistolier	6, place Gambetta	83000	Toulon	X	24/12/2002	24/12/2007
Le Protecteur	1, rue Nicolas-Appert	26100	Romans-sur-Isère	X	03/01/2005	02/01/2008
Lebrun Roger	9, rue Georges-Ville	06300	Nice	X	04/10/2004	04/10/2006
Legrand Didier	26, boulevard de Strasbourg	93600	Aulnay-sous-Bois	X	17/05/2001	21/05/2006
Lelievre Gérard	17, rue de Verdun	54490	Piennes	X	24/02/2003	22/02/2008
Lemardelet Sylvain	Route de Lesparre	33990	Hourtin	X	29/10/2001	31/10/2006
L'epervier	90, rue Nationale	10200	Bar-sur-Aube	X	16/07/2003	13/07/2008
Leroux Jean-Paul	29, rue Basse-Ville	80700	Roye	X	24/10/2005	24/10/2010
Leroy Alain	25, avenue Jean-Jaurès	54800	Jarny	X	19/09/2005	19/09/2010
Levalois Racing	70, rue Ernest-Deproge	97200	Fort-de-France	X	23/01/2006	10/01/2008
Levalois Services	Immeuble Futura	97122	Jarry	X	21/06/2005	23/05/2007
Levasseur Éric	20, rue Jean-Guyon	80300	Albert	X	18/09/2001	18/09/2006
Lipski Roger	22, avenue Patton	57800	Folschviller	X	26/07/2004	12/07/2009
Loeuillet Jérôme	491, avenue de Reims	02200	Villeneuve-Saint-Germain	X	13/12/2004	07/12/2009
Loge 10	10, rue de Troyes	10700	Arcis-sur-Aube	X	09/02/2004	08/02/2009
Lohr Industrie	29, rue du 14-Juillet	67980	Hangenbieten	X	09/02/2005	08/02/2010
Lohr Industrie	Zone Industrielle	67120	Duppigheim	X	09/02/2005	08/02/2010
Loisirs-Passions Sarl	18, avenue du Jai-Alaï	64220	Saint-Jean-Pied-de-Port	X	08/11/2004	08/11/2009
Lou Cassaire	7, rue Guilhempiere	04100	Manosque	X	19/12/2005	18/12/2010
Loustalot Jean-Marie	Lieu dit « La Gravière »	47200	Marmande	X	02/07/2004	02/07/2009
Luchaire Defense Sa	13, route de la Minière	78000	Versailles	X	06/07/2001	11/07/2006
Luchaire Defense Sa	Route de Villeneuve	18570	La Chapelle-Saint-Ursin	X	06/07/2001	11/07/2006
Lutgen Yves	2, rue de la Gravière	58500	Clamecy	X	04/01/2005	04/01/2010
Lyonnard Jean-Michel	2, faubourg de la Baratte	58000	Nevers	X	01/02/2005	03/01/2010
Machenaud Jeannine	6, rue de la République	74000	Annecy	X	09/02/2004	08/02/2009
Maigret Daniel	96, route de Corbeil	91360	Villemoisson-sur-Orge	X	24/02/2004	24/02/2009
Maison Ivain	18, rue Chaudronnerie	21000	Dijon	X	13/07/2004	09/07/2009
Maison Martin	28-30, rue de Paris	57100	Thionville	X	07/05/2001	07/08/2006
Maison R. Malgat	18, rue Sainte-Catherine	24100	Bergerac	X	28/10/2002	28/10/2007
Maison Reynaud	Route d'Uzès	30500	Saint-Ambroix	X	08/03/2004	01/03/2009
Maisse Nicolas	28, rue Molé	10000	Troyes	X	26/08/2002	19/08/2007
Makridi Jacqueline	35, place du Marché	77580	Crécy-la-Chapelle	X	21/02/2005	21/02/2010
Malaval Francis	11, rue du Grand-Saint-Jean	34000	Montpellier	X	13/12/2004	12/12/2009
Mallet Jean-Baptiste	Centre commercial du Bois-Cany	76120	Grand-Quevilly	X	18/12/2003	17/12/2008
Malves Annie	7, boulevard Victor-Hugo	19200	Ussel	X	21/11/2002	20/11/2007
Manenc Serge	Avenue de la Myre-Mory	47140	Saint-Sylvestre-sur-Lot	X	03/06/2002	30/05/2007
Mangin Roger	6, rue Colbert	10000	Troyes	X	25/02/2002	24/02/2007
Manufacture d'armes de Tir Chappuis	Z.I. La Gravoux	42380	Saint-Bonnet-le-Château	X	15/04/2004	18/12/2009
Manufacture d'armes Goutte	75, La Canebière	13001	Marseille	X	01/12/2003	20/11/2008
Manufacture Spéciale d'armes fines et Cycles Rivoir Père et Fils	Z.I des Collonges	42170	Saint-Just-Saint-Rambert	X	04/11/2004	20/01/2008
Manurhin Défense	13, route de la Minière	78034	Versailles	X	11/12/2001	20/11/2006
Manurhin Défense	Usine de Cusset	03300	Cusset	X	11/12/2001	20/11/2006
Maratier Auto Télé Cinéma	6, place de la Madeleine	75008	Paris	X	06/06/2005	04/06/2010
Maratier Auto Télé Cinéma	119, rue Alexandre-Prachay	95590	Presles	X	06/06/2005	04/06/2010
Maratier Auto Télé Cinéma	19, rue Claude-Bernard	93120	La Courneuve	X	06/06/2005	04/06/2010
Marsili Jean	Immeuble Semidei	20213	Penta-di-Casencia	X	12/04/2005	22/07/2007
Marsili Jean	11, avenue Maréchal-Sébastien	20200	Bastia	X	12/04/2005	22/07/2007
Martin Didier	21 bis, rue Saint-Jacques	58200	Cosne-Cours-sur-Loire	X	13/12/2004	07/12/2009
Martin Philippe	7, rue des Sabots	23000	Guéret	X	21/10/2002	11/10/2007
Marty Gérard	37, rue Malaveille	82200	Moissac	X	26/09/2001	26/09/2006
Masson Marc	6, rue de la Fontaine	57000	Metz	X	27/06/2001	07/07/2006
Matéx	10, rue Notre-Dame	91100	Corbeil-Essonnes	X	04/08/2004	04/08/2009

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Matra Défense	37, avenue Louis-Bréguet	78140	Vélizy-Villacoublay	X	26/08/2002	19/08/2007
Mauraud Sarl	32, rue Taillefer	24000	Périgueux	X	14/08/2001	14/08/2006
Maurin Roger	22, cours Carnot	84300	Cavaillon	X	27/10/2005	27/10/2010
Maury Claude	Les Pins du Vert Bois	19330	Saint-Germain-les-Ver-gnes	X	05/06/2003	20/06/2008
Mbda	37, boulevard de Montmorency	75016	Paris	X	05/02/2003	30/01/2008
Mbda France	37, boulevard de Montmorency	75016	Paris	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda France	Base d'essais de Cazaux	33630	Cazaux	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda France	37, avenue Louis-Breguet	78140	Vélizy-Villacoublay	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda France	20-22, rue Grange Dame Rose	78140	Vélizy-Villacoublay	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda France	24, rue de la Convention	41300	Salbris	X	17/06/2002	24/06/2007
Mbda France	RD 75 – la Chaudronne	41000	Selles-Saint-Denis	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda France	2, rue Béranger	92323	Châtillon	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda France	8, rue Le Brix	18020	Bourges	X	15/11/2005	24/06/2007
Mbda Holdings	37, boulevard de Montmorency	75016	Paris	X	05/02/2003	30/01/2008
Mbdam	2 à 18, rue Béranger	92320	Châtillon-sous-Bagneux	X	05/02/2003	30/01/2008
Mbdam	37, boulevard de Montmorency	75016	Paris	X	05/02/2003	30/01/2008
Mbdam	8, rue le Brix	18000	Bourges	X	05/02/2003	30/01/2008
Mellot Odette	24 bis, boulevard Clemenceau	66000	Perpignan	X	24/10/2001	24/10/2006
Mercier	14, rue Nogué	64000	Pau	X	02/01/2003	29/12/2007
Mercier	Route de Nay	64510	Narcastet	X	02/01/2003	29/12/2007
Merle Olivier	Place au Blé	48500	La Canourgue	X	13/12/2004	12/12/2009
Merle Robert	74, rue Nationale	69400	Villefranche-sur-Saône	X	26/11/2004	24/11/2009
Meunier Francis	48, rue du Shah-de-Perse	88140	Contrexéville	X	03/06/2004	02/06/2009
Michel Fontaine	3, boulevard Fabert	08200	Sedan	X	31/05/2001	31/05/2006
Milas	20/22, rue Grange-Dame-Rose	78141	Vélizy-Villacoublay	X	01/10/2002	30/09/2007
Milas	37, avenue Louis-Breguet	78141	Vélizy-Villacoublay	X	01/10/2002	30/09/2007
Millon Fils Sarl	14, rue du Colonel-Roux	05000	Gap	X	21/12/2005	21/12/2010
Molinier Dominique	10, rue des Cygnes	31270	Villeneuve-Tolosane	X	08/10/2001	07/10/2006
Mondial Chasse	3041, route de Vitarelle	82000	Montauban	X	23/02/2005	22/02/2010
Montage et Assemblage Mécanique Sarl	Parc d'activité Maignon	64100	Bayonne	X	11/02/2005	09/02/2010
Montbarbon Bernard	1, rue Gabriel-Péri	83630	Aups	X	03/08/2004	31/07/2009
Montsort Armurerie	20-22, rue du Mans	61000	Alençon	X	15/12/2003	07/12/2008
Morlotti Bernard	225, rue des Sardes	73200	Grignon	X	12/11/2003	10/10/2008
Mouilleron Jean-Noël	36 bis, rue de Lauzières	17137	Nieul-sur-Mer	X	07/02/2005	14/01/2010
Moulet Bernard	8, place Mercadial	81300	Graulhet	X	16/04/2002	15/04/2007
Mr Équipement	15, rue de Quimper	68060	Mulhouse	X	02/08/2001	11/07/2006
Msa Gallet	Zone Industrielle Sud	01400	Châtillon-sur-Chalaronne	X	16/01/2006	28/04/2009
Mtm	20, avenue Kennedy	26200	Montélimar	X	14/08/2002	05/08/2007
Mtm	54, route Nationale	07200	Labégude	X	14/08/2002	05/08/2007
Mtm	Rue du Lieutenant-Prunet	26400	Crest	X	14/08/2002	05/08/2007
Muccia Nathalie	16, avenue Ernest-Ferroul	11160	Peyrac-Minervois	X	08/11/2005	04/11/2010
Muller Frédéric	2, place Jacques-Bailieux	55300	Saint-Mihiel	X	15/10/2002	03/10/2007
Muller Marc Eurl	8, route de Sélestat	68000	Colmar	X	30/12/2004	30/12/2009
Munitique	893, rue Gabriel-Debacq	45770	Saran	X	24/02/2004	20/02/2009
Nantes Armes	8, allée Duquesne	44000	Nantes	X	15/11/2004	14/11/2009
Ncs Pyrotechnie Et Technologies	Rue de la Cartoucherie	95470	Fosses	X	02/09/2005	20/07/2010
Nemrod Frankonia	18, rue du Château	68190	Ensisheim	X	28/07/2005	28/07/2010
Nemrod Frankonia	4, rue Transversale-C	67550	Vendenheim	X	28/07/2005	28/07/2010
Nobel Sport	Quartier de Mantaille	26140	Anneyron	X	08/03/2004	18/11/2008
Nobel Sport	2, rue du Squiriou	29590	Pont-de-Buis	X	08/03/2004	18/11/2008
Nobel Sport	57, rue Pierre-Charron	75008	Paris	X	08/03/2004	18/11/2008
Nobel Sport	B.P. 15	31850	Mondouzil	X	08/03/2004	18/11/2009
Nolasco	427, rue Elie-Gruyelle	62110	Hénin-Beaumont	X	02/07/2004	30/07/2007
Nouailles Colette	55, avenue Victor-Hugo	19000	Tulle	X	21/08/2003	05/08/2008
Noyon Chasse Tir	26, rue de Paris	60400	Noyon	X	06/02/2006	05/02/2011
Nse Integrations	Rue de l'Ambène	63200	Riom	X	13/12/2004	06/12/2009

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Ocea	Quai de la Cabaude	85100	Les Sables-d'Olonne	X	13/12/2004	27/07/2008
Ocea Transport	Quai de Méan	44600	Saint-Nazaire	X	31/03/2005	01/08/2006
Olagnon Bernard	12, Grande-Rue	07300	Tournon	X	28/08/2002	29/08/2007
Oliva Angèle	3, cheminement de la Frayère	06530	Peymeinade	X	09/02/2005	09/02/2010
Otto Sports	1, avenue Corniglion-Molinier	06450	Roquebillière	X	15/01/2004	09/01/2009
P.A.M.	Aréna Vescovato	20215	Vescovato	X	07/07/2005	29/06/2010
Paci Alain	Le Clos de la Madeleine	34800	Clermont-l'Hérault	X	01/06/2005	01/06/2010
Pain Dominique	Les Cailliers	86140	Saint-Genest-d'Ambières	X	26/08/2002	26/08/2007
Panhard Général Défense	18, avenue d'Ivry	75013	Paris	X	13/02/2006	30/09/2006
Panhard Général Défense	2, rue Panhard-et-Levassor	91630	Marolles-en-Hurepoix	X	13/02/2006	30/09/2006
Panhard Général Défense	Le Pralong	42260	Saint-Germain-Laval	X	13/02/2006	30/09/2006
Partenaire Service à l'industrie	5, rue d'Aguessau	75008	Paris	X	30/11/2005	11/12/2007
Patrick Arachequesne	Parc de Breuil	27930	Miserey	X	04/07/2005	03/07/2010
Paulien Patrick	Avenue des Parcs	70100	Gray	X	09/06/2005	09/06/2010
Pêche-Chasse Établissements Pascal	168, boulevard Mortier	75020	Paris	X	19/12/2001	16/12/2006
Pêche-Chasse-Loisirs Sarl	15, rue de la Gare/place Pierre-Semard	15000	Aurillac	X	23/01/2002	23/01/2007
Pêche-Chasse-Loisirs Sarl	Avenue du Général-Guédin/Avenue Kennedy	19100	Brive	X	23/01/2002	23/01/2007
Pecqueur Christophe	39, rue de la Gare	62300	Lens	X	28/03/2001	27/04/2006
Perez et Fils	4, place Laissac	34000	Montpellier	X	15/12/2003	12/10/2008
Perrin Luc	108, rue du Général-Leclerc	57790	Lorquin	X	27/07/2001	27/07/2006
Perrin Philippe	2, rue Nationale	45320	Courtenay	X	04/11/2004	29/10/2009
Perrot-Audet Yvette	68, rue de Beaulieu	25350	Beaulieu-Mandeure	X	05/09/2005	04/09/2010
Petit Claude	5, avenue des Etangs-Prés	78250	Hardricourt	X	26/11/2004	24/11/2009
Pgm Precision Sarl	20, chemin des Poses	74330	Poisy	X	12/10/2001	11/10/2006
Philip Aline	17, rue Lafayette	47600	Nérac	X	08/12/2005	30/03/2006
Pierre Lucien	10/12, rue des Tanneurs	27200	Vernon	X	09/08/2005	02/08/2010
Pierret Sylvain	4, place d'Armes	51300	Vitry-le-François	X	11/02/2005	09/02/2010
Pillon Sarl	13/15, chaussée Marcadé	80100	Abbeville	X	12/07/2000	28/07/2005
Pouil Michel	103, avenue de la République	40600	Biscarosse	X	01/03/2006	28/02/2011
Pouzy Jean-Pierre	167, route de Bordeaux	16000	Angoulême	X	07/02/2002	06/02/2007
Prevital Jean-Claude	65, rue du Pré	39200	Saint-Claude	X	04/09/2002	04/09/2007
Prevost André	37, rue du Bas	76113	Sahurs	X	28/02/2006	10/02/2011
Proix Régis	51, rue des Poilus	59153	Grand-Fort-Philippe	X	13/02/2003	13/02/2008
Prot Hubert	41, rue de Lazenay	18000	Bourges	X	20/06/2005	19/06/2010
Protac	Route d'Ardon	45240	La Ferté-Saint-Aubin	X	12/11/2001	04/11/2006
Protecop	5, rue Thomas-Lindet	27300	Bernay	X	05/12/2001	30/11/2006
Provence Tir	23, boulevard de la République	13100	Aix-en-Provence	X	04/11/2004	23/10/2009
Pruche Alain	19, rue de Beauvais	60130	Saint-Just-en-Chaussée	X	10/10/2001	10/10/2006
Quincaillerie Empereur	4, rue des Récollettes	13001	Marseille	X	01/06/2004	29/05/2009
Raidco Marine International	32, rue Ingénieur-Verrière	56100	Lorient	X	17/03/2005	10/03/2010
Ramaget Jérôme	76, Victoire-de-la-Marne	52000	Chaumont	X	07/08/2003	04/08/2008
Raytheon Systems France	Centre d'affaires la Boursidière	92357	Le Plessis-Robinson	X	02/08/2004	31/07/2009
Réalisations et Conseils Hyperbares	46-48, boulevard Barbès	13014	Marseille	X	25/02/2005	14/02/2010
Réalisations et Conseils Hyperbares	33, rue des Molléons	95230	Soisy-sous-Montmorency	X	25/02/2005	14/02/2010
Regifilm	60, rue Amelot	75011	Paris	X	23/01/2006	23/01/2011
Renault Trucks	99, route de Lyon	69800	Saint-Priest	X	07/07/2005	11/09/2009
Renault Trucks	17, rue Paul-Dautier	78451	Vélizy-Villacoublay	X	07/07/2005	11/09/2009
Renault Trucks	Route du Palais	87011	Limoges	X	07/07/2005	11/09/2009
Renault Trucks	Allée des Marronniers	78022	Versailles	X	07/07/2005	11/09/2009
Repi	7, rue du Sablon	57000	Metz	X	30/11/2005	30/11/2010
Retro 2000	Domaine de Sainte Eugénie	66270	Le Soler	X	27/02/2006	26/02/2011
Rey André	12, rue des Terreaux	38500	Voiron	X	30/04/2002	30/04/2007
Richter Lutz	2, rue San-Lazaro	20000	Ajaccio	X	22/06/2004	14/05/2007
Rm Environnement	Route de Foëcy	18102	Vierzon Cedex	X	25/05/2004	15/05/2006
Robin Francis	20, route d'Aubusson	23150	Lavaveix-les-Mines	X	27/01/2004	27/01/2009

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Rogean Luc	51, rue de la Plage	62600	Berck-sur-Mer	X	06/01/2006	02/01/2011
Rolly Pierre	« La Barbetière »	61110	Coulonges-les-Sablons	X	27/06/2003	27/06/2008
Rousseau Jacky	33, place de Belgique	86100	Châtellerauld	X	03/08/2001	03/08/2006
Roussel Sports	10, rue du Pré-Contal	54300	Lunéville	X	25/10/2004	20/10/2009
Roxel	12, quai Henri-IV	75181	Paris Cedex 04	X	13/10/2003	08/10/2008
Royer Josette	1, place des Mets	15100	Saint-Flour	X	12/11/2001	07/11/2006
Royet Sarl	1, place du Général-de-Gaulle	71100	Chalon-sur-Saône	X	19/04/2001	19/04/2006
Ruag Ammotec France	47, avenue des Genottes – Bâtiment Le Cerame	95800	Cergy-Pontoise	X	20/11/2003	20/11/2008
Ruag Ammotec France	Chemin Bar-les-Mottes	60680	Grandfresnoy	X	20/11/2003	20/11/2008
S.A.R.L. Beraud	77, rue de la République	69220	Belleville-sur-Saône	X	29/01/2004	29/01/2009
Sa Rocade Loisirs	47, avenue du Général-de-Gaulle	72400	La Ferté-Bernard	X	16/02/2006	16/02/2011
Sab Intersport Gamm Vert	RN 197	20260	Calvi	X	06/12/2001	30/11/2006
Sacaze Jean-Charles	8, avenue Jean-Jaurès	51200	Epernay	X	16/11/2005	12/02/2009
Sacaze Jean-Charles	8, place Auban-Moët	51200	Epernay	X	16/11/2005	12/02/2009
Safari Sport	196, quai de la Liberté	84400	Apt	X	08/12/2003	08/12/2008
Safran	2, boulevard du Général-Martial-Valin	75015	Paris	X	16/01/2006	27/05/2008
Sagem Défense Sécurité	Le Ponant de Paris	75512	Paris	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	72/74, rue de la Tour-Billy	95101	Argenteuil	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	180, avenue de Paris	91344	Massy	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	11, rue Ampère	91344	Massy	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	Route de Châteauroux	03410	Domérat	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	Avenue du Gros-Chêne	95610	Eragny	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	26, avenue des Hauts-de-la-Chaume	86280	Saint-Benoît	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	Boulevard Lénine	76805	Saint-Etienne-du-Rouvray	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	Rue de la Tour-Maury	91280	Saint-Pierre-du-Perray	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	65, rue des Alliés	91120	Palaiseau	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	45, avenue de Stalingrad	21059	Dijon	X	01/09/2005	03/01/2007
Sagem Défense Sécurité	16/19, rue Louise-Michel	78200	Mantes-la-Ville	X	01/09/2005	03/01/2007
Saget Jean-Pierre	48, rue de Paris	78100	Saint-Germain-en-Laye	X	13/10/2005	13/10/2010
Saillard Paris Sarl	8, rue de Richelieu	75001	Paris	X	15/07/2003	09/07/2008
Saint-Hubert	Clos de la Cristole	84000	Avignon	X	25/06/2004	25/06/2009
Sallandre Nicole	22, rue Hugues-le-Grand	77160	Provins	X	12/08/2002	12/08/2007
Salle Lionel	22, boulevard Jean-Jaurès	92100	Boulogne-Billancourt	X	15/07/2003	12/07/2008
Sampic Père Et Fils	Z.I. la Sucrierie	60190	La Neuville-Roy	X	26/08/2002	26/08/2007
Sarl Arme 34	6, boulevard Montalange	34700	Lodève	X	25/10/2002	09/09/2007
Sarl Armurerie Callod	85, rue des Salines	39570	Montmorot	X	25/08/2003	23/08/2008
Sarl Armurerie Des 7 Rivières	71, rue Charles-de-Gaulle	70190	Rioz	X	04/10/2004	02/10/2009
Sarl Armurerie Fleury	49, route de Chauny	02700	Condren	X	28/11/2005	28/11/2010
Sarl Balleurope	Z.A. des Deux-Vallées	69670	Vaugneray	X	10/01/2003	09/01/2008
Sarl Bernillon	21, avenue des Gorges-du-Tarn	48000	Mende	X	23/08/2004	20/08/2009
Sarl Gaffet de La Pigeonnière	2000, rue d'Estrées	80680	Grattepanche	X	28/02/2003	26/01/2008
Sarl Gilles	Z.I. du Champ-de-Course	61100	Flers	X	10/12/2003	10/12/2008
Sarl Guyennon	4, avenue du Régiment-de-Bigorre	65000	Tarbes	X	11/10/2004	09/10/2009
Sarl Jean-Paul-Ridon Sarl	2, rue Charles-Maudry	18240	Léré	X	08/03/2004	04/03/2009
Sarl la Détente	2, rue du Général-Leclerc	39300	Champagnole	X	31/03/2004	02/04/2009
Sarl Panzer-Kampf Wagen	Long Puech	15600	Saint-Santin-de-Maurs	X	07/07/2005	29/06/2007
Sarl Paul Salles	41 bis, avenue Joseph-Claussat	63400	Chamalières	X	07/03/2006	28/02/2011
Sarl Rep'arme 89	32, route de Chichery	89380	Appoigny	X	14/03/2005	08/03/2010
Sarrat Michel	56, rue Victor-Hugo	64130	Mauléon	X	15/09/2003	14/09/2008
Satge René	14, le Patio-de-Houelbourg	97122	Baie-Mahault	X	16/01/2004	07/12/2008
Saury Gérard	Rue Augustin-Tardieu	13200	Arles	X	18/01/2005	18/01/2010
Schwartz Daniel	65 A, rue Nationale	57650	Stiring-Wendel	X	13/10/2003	06/10/2008
Sea	Carrefour Dillon	97200	Fort-de-France	X	12/01/2004	05/01/2009
Seals	56, rue Jules-Séraphin	97376	Kourou	X	02/09/2005	28/08/2010

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Secamic	75, rue de Lourmel	75015	Paris	X	16/01/2006	04/01/2011
Secamic	153, rue de Fourny	78533	Buc	X	16/01/2006	04/01/2011
Secondi Daniel	8, rue des Minimes	63000	Clermont-Ferrand	X	13/10/2003	10/10/2008
Securite Tir Equipement	477, chemin de l'Avenir	13300	Salon-de-Provence	X	31/03/2005	30/03/2008
Seje And Partners	18, rue Antoine-Fratacci	92170	Vanves	X	13/01/2003	17/09/2006
Serre Jean-Marie	22, rue Perrod	69004	Lyon	X	03/08/2005	03/08/2010
Services Internationaux & Consultance	27, rue Emile-Fontanier	78320	Le Mesnil-Saint-Denis	X	05/01/2005	16/12/2009
Setforge Extrusion	Route de Paris	02650	Crézancy	X	29/09/2004	13/09/2009
Setforge Extrusion	33, avenue Berthelot	42152	L'Horme	X	29/09/2004	13/09/2009
Setforge IL'Horme	41, avenue Berthelot	42152	L'Horme	X	31/01/2005	27/01/2010
Sevestre	15, rue Saint-Etienne	77100	Meaux	X	26/04/2002	13/04/2007
Sevestre	29 et 31, rue de la Pêcherie	77120	Coulommiers	X	26/04/2002	13/04/2007
Sfcs Sas	Z.I. Toulon Est	83078	Toulon	X	13/02/2003	12/02/2008
Simac Sa	ZAC d'Argenson	86100	Châtellerault	X	28/01/2005	25/01/2010
Simeoni Philippe	31, avenue de la Bourdonnais	75007	Paris	X	14/05/2001	19/05/2006
Sisco	4, rue Niepce	60200	Compiègne	X	06/05/2003	27/08/2007
Sisco	459, rue Victor-Hugo	60750	Choisy-au-Bac	X	09/05/2003	27/08/2007
Siso Sarl	Espace Saint-Jacques	03100	Montluçon	X	06/07/2001	06/07/2006
Snpe Ingénierie Défense	6-8, allée de l'Arche	92400	Courbevoie	X	01/07/2004	30/06/2009
Snpe Matériaux Énergétiques	12, quai Henri-IV	75004	Paris	X	30/09/2004	30/09/2009
Snpe Matériaux Énergétiques	Avenue Gay-Lussac	33167	Saint-Médard-en-Jalles	X	30/09/2004	30/09/2009
Snpe Matériaux Énergétiques	Centre de recherches du Bouchet	91710	Vert-le-Petit	X	30/09/2004	30/09/2009
Société anonyme d'explosifs et de produits chimiques	61, rue de Galilée	75008	Paris	X	08/11/2004	06/11/2009
Société anonyme d'explosifs et de produits chimiques	Lieudit les Pernes	13310	Saint-Martin-de-Crau	X	08/11/2004	06/11/2009
Société Bretonne de construction navale	Hent Croas	29125	Loctudy	X	10/07/2002	04/06/2007
Société d'application des procédés Lefebvre	Le Biot – Gauville	61550	La Ferté-Fresnel	X	16/07/2002	16/07/2007
Société d'armement et d'études Alsetex	Usine de Malpaire	72300	Précigné	X	14/12/2004	14/12/2009
Société de tir Indra Saint-Astier	L'Eperon	24110	Saint-Astier	X	03/10/2005	01/10/2010
Société des ateliers mécaniques de Pont-sur-Sambre	37, Grande-Rue	59138	Pont-sur-Sambre	X	17/01/2006	20/07/2010
Société des ateliers mécaniques de Pont-sur-Sambre	32, rue Gambetta	59620	Aulnoye-Aymeries	X	17/01/2006	20/07/2010
Société d'études de réalisations et d'applications techniques	Route nationale 151	18570	Le Subdray	X	16/03/2001	16/03/2006
Société d'exploitation de l'armurerie Fiesinger et Fils	5, rue du Château	68130	Altkirch	X	16/11/2001	14/11/2006
Société d'exploitation de l'armurerie Garnier	Impasse des Bleuets	84100	Orange	X	16/05/2001	12/06/2006
Société d'exploitation de l'armurerie Prevost	18, rue Allart	80000	Amiens	X	13/02/2004	13/02/2009
Société d'exploitation des armes et munitions R Meisberger	23, rue des Hallebardes	67000	Strasbourg	X	08/07/2005	08/07/2010
Société d'exploitation des établissements Alain Macaire	7, avenue des Allobroges	26100	Romans	X	25/10/2002	06/10/2007
Société d'exploitation des établissements Daniel	43, rue Saint-Guillaume	22000	Saint-Brieuc	X	10/03/2006	10/03/2011
Société d'exploitation des établissements Fabry	6, avenue de Beauregard	38700	Corenc-Montfleury	X	21/06/2001	01/07/2006
Société d'exploitation des établissements Fantin Pierre	34, avenue des Pugets	06700	Saint-Laurent-du-Var	X	02/05/2005	30/04/2010
Société d'exploitation des établissements Perron	19, boulevard de la Liberté	83300	Draguignan	X	04/04/2005	03/04/2010
Société d'exploitation des Ets Henry-Huret	49, rue de Paris	59800	Lille	X	30/07/2002	28/07/2007
Société d'exploitation Lebeau	48, Grande-Rue	21700	Nuits-Saint-Georges	X	24/02/2004	26/01/2009
Société d'importation et distribution d'armes et munitions	Z.A.C de la Petite-Camargue	30600	Vauvert	X	06/08/2003	26/07/2008
Société Européenne d'armes de tir	37, rue Vivienne	75002	Paris	X	04/10/2004	03/10/2009
Société Française d'étude et de fabrication de matériels d'armement	109, rue du Président-François-Mitterrand	91160	Longjumeau	X	25/10/2002	24/10/2007

ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Société Française d'exportation de fournitures industrielles	145, rue Michel-Carré	95100	Argenteuil	X	01/02/2006	31/05/2008
Société Française d'exportation de matériels systèmes et services relevant des ministères de l'intérieur	4, rue Quentin-Bauchart	75008	Paris	X	06/03/2006	15/02/2009
Société Française d'exportation de systèmes avancés	307, bureaux de la Colline	92213	Saint-Cloud	X	18/11/2004	26/08/2008
Société industrielle de munitions et de travaux		13310	Saint-Martin-de-Crau	X	31/01/2006	31/01/2010
Société métallurgique de Gerzat	Rue de l'Industrie	63360	Gerzat	X	08/12/2003	01/12/2008
Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation	2, boulevard du Général-Martial-Valin	75724	Paris Cedex 15	X	27/05/2003	27/05/2008
Société René Bonnamy	9, rue Charbonnerie	22000	Saint-Brieuc	X	17/11/2005	16/11/2010
Société Varoise d'armes et de munitions Sovarm	Quartier du Pousset	83400	Hyères	X	16/11/2001	16/11/2006
Sodisfom	75, rue Condorcet	92140	Clamart	X	05/01/2005	10/10/2006
Sofema	58, avenue Marceau	75008	Paris	X	13/09/2005	13/01/2009
Sofinfra-Société Française pour les infrastructures	102, bureaux de la Colline	92213	Saint-Cloud	X	04/09/2003	26/08/2008
Soframe Société Française de matériel	29, rue du 14-Juillet	67980	Hangenbieten	X	12/12/2005	11/12/2010
Soframe Société Française de matériel	Zone Industrielle	67120	Duppigheim	X	12/12/2005	11/12/2010
Sofravex	310, Bureaux de la Colline	92213	Saint-Cloud	X	30/11/2005	17/02/2007
Sotradex	66, avenue des Champs-Élysées	75008	Paris	X	16/11/2005	06/11/2007
Sotradex	Route de Saint-Ouen	10700	Lhuitre	X	16/11/2005	06/11/2007
Soulinac Philippe	53, allées Victor-Hugo	46100	Figeac	X	06/08/2003	22/07/2008
Sport Détente Loisirs	1, avenue Léon-Harmel	92160	Antony	X	02/09/2005	10/07/2010
Ste Émile Lebœuf et Cie	8, rue de l'Hôtel-de-Ville	95300	Pontoise	X	04/09/2002	04/09/2007
Stopson Tfm	La ferme Saint-Benoît	78121	Cresprières	X	20/08/2004	09/05/2006
Stopson Tfm	56-60, avenue du Vieux-Chemin-Saint-Denis	92230	Gennevilliers	X	20/08/2004	09/05/2006
Surax Trussart Sarl	28/30, rue Porte-Lucas	51200	Epernay	X	18/06/2001	05/06/2006
T. Gatault Eurl	2, Grande-Rue	37290	Preuilly-sur-Claise	X	26/08/2002	26/08/2007
Tabor Anne-Marie	1146, Grande-Rue	01700	Miribel	X	27/06/2001	11/07/2006
Taillandier Jean	8, rue de la République	86130	Jaunay-Clan	X	31/10/2003	28/10/2008
Talabot Sarl	7, rue de la République	37600	Loches	X	08/08/2002	08/08/2007
Taulou Alain	Avenue René-Char	64000	Pau	X	23/02/2005	31/05/2007
Tda Armements Sas	Route d'Ardon	45240	La Ferté-Saint-Aubin	X	07/02/2002	04/11/2006
Tec Loisirs Sarl	2 bis, rue A.-Fresnel	11000	Carcassonne	X	12/04/2002	27/07/2006
Teillet Denis	88, rue de Périgueux	16000	Angoulême	X	26/10/2001	22/10/2006
Teissier Technique	76, chemin des Poses	74330	Poisy	X	15/01/2004	14/01/2009
Thales	45, rue de Villiers	92200	Neuilly-sur-Seine	X	30/08/2004	01/09/2009
Thales Air Defense Sa	7-9, rue des Mathurins	92223	Bagneux	X	09/01/2002	03/01/2007
Thales Air Defense Sa	29, rue de Montaran	45401	Fleury-les-Aubrais	X	09/01/2002	03/01/2007
Thales Air Defense Sa	Z.I. du Mont-Jarret	76520	Boos	X	09/01/2002	03/01/2007
Thales Air Defense Sa	Base d'antenne de Limours	91470	Limours	X	09/01/2002	03/01/2007
Thales Air Defense Sa	Z.I. les Boutries	78700	Conflans-Sainte-Honorine	X	09/01/2002	03/01/2007
Thales Communications Sa	160, boulevard de Valmy	92704	Colombes	X	14/09/2004	13/09/2009
Thales Communications Sa	110, avenue du Maréchal-Leclerc	49309	Cholet	X	14/09/2004	13/09/2009
Thales Communications Sa	6, rue du Colonel-Laporte	19211	Brive-la-Gaillarde	X	14/09/2004	13/09/2009
Thales Communications Sa	83-85, rue Emile-Brault	53005	Laval	X	14/09/2004	13/09/2009
Thales Communications Sa	165, avenue Carnot	91883	Massy	X	14/09/2004	13/09/2009
Thales Communications Sa	251, avenue du Bois	59832	Lambersart	X	14/09/2004	13/09/2009
Thales Naval	7/9, rue des Mathurins	92220	Bagneux	X	10/03/2003	01/03/2008
Thales Optronique Sa	Rue Guynemer	78280	Guyancourt	X	08/04/2004	22/04/2007
Thales Systemes Aeroportes	Centre René-Mouchotte	78990	Elancourt Cedex	X	30/06/2005	25/01/2010
Thales Systemes Aeroportes	2, avenue Gay-Lussac	78990	Elancourt	X	30/06/2005	25/01/2010
Thales Systemes Aeroportes	Centre Jacqueline-Auriol	33605	Pessac	X	30/06/2005	25/01/2010
Thales Systemes Aeroportes	Centre Amiral-Nomy	29283	Brest Cedex	X	30/06/2005	25/01/2010
Thales Underwater Systems Sas	525, route des Dolines	06903	Sophia Antipolis Cedex	X	05/07/2004	30/06/2009



ENTREPRISES	ADRESSE	CODE postal	VILLE	1 <sup>re</sup> cat.	DÉLIVRANCE de l'AFC	FIN de validité de l'AFC
Thales Underwater Systems Sas	Route de Sainte-Anne-du-Portzic	29601	Brest Cedex	X	05/07/2004	30/06/2009
Thibault Daniel	63, rue Porte-de-Chinon	86200	Loudun	X	17/10/2005	13/07/2010
Thifan Industrie	275, rue de Malitorne	18230	Saint-Doulchard	X	06/12/2001	03/12/2006
Thomas Patrick	8, rue du Président-Wilson	13200	Arles	X	24/08/2001	19/08/2006
Titanite Sa		21270	Pontailleur-sur-Saône	X	18/01/2005	17/01/2010
Touraine Chasse	5, place du Grand-Marché	37000	Tours	X	13/03/2003	13/03/2008
Tr Equipement	1, route de la Confluence	49000	Ecouflant	X	18/05/2005	10/11/2007
Trayser Sa	23, rue Porte-Mutin	18200	Saint-Amand-Montrond	X	11/12/2001	07/11/2006
Tricqueneaux Thibault	65, rue d'Isle	02100	Saint-Quentin	X	12/01/2006	10/01/2008
Troncy Françoise	3, rue de Bourgogne	03000	Moulins	X	09/02/2004	01/02/2009
Tronel Armes	2, rue Bouche	33140	Villeneuve-d'Ornon	X	26/08/2004	26/08/2009
Trouillet Michel	17, quai de l'Ouvèze	84370	Bedarides	X	08/12/2003	07/12/2008
Turbomeca	Usine de Tarnos	40220	Tarnos	X	11/09/2002	11/09/2007
Turbomeca	Rue Georges-Deschamps	78970	Mézières-sur-Seine	X	11/09/2002	11/09/2007
Turbomeca		64511	Bordes	X	11/09/2002	11/09/2007
Turpin Franck	1, rue des Frères-Garnier	52000	Chaumont	X	14/12/2005	10/12/2010
Unifrance	Zone de Recoux	16800	Soyaux	X	14/03/2005	08/03/2010
Vaillant Jérôme	1 bis, rue Antoinette-Cadéot	32500	Fleurance	X	23/06/2003	04/06/2008
Vallat Jean-Claude	16/18, rue du Docteur-Barbaroux	83170	Brignoles	X	04/01/2006	04/01/2011
Van Der Linden Jacques	8, rue de la Friperie	77160	Provins	X	30/10/2002	30/10/2007
Verney Carron Sa	54, boulevard Thiers	42002	Saint-Etienne Cedex	X	01/12/2003	18/11/2008
Villasante Patrick	Sainte-Radegonde	47300	Villeneuve-sur-Lot	X	09/01/2002	29/12/2006
Vitalosport	53, rue Saint-Thomas	27000	Evreux	X	02/05/2002	30/04/2007
Vittel Chastir Sarl	152, rue Division-Leclerc	88800	Vittel	X	09/12/2002	04/12/2007
Wilco International	Z.A.C les Playes Jean-Monet-Nord	83500	La Seyne-sur-Mer	X	25/06/2004	17/12/2008
Willems Sarl	R.N.3	77410	Chamentray	X	08/10/2001	08/10/2006
Zimmermann Régis	R.N. 86	07800	La Voulte-sur-Rhône	X	02/02/2004	29/01/2009
Zodiac International	2, rue Maurice-Mallet	92130	Issy-les-Moulineaux	X	11/05/2001	11/05/2006
Zodiac International	Z.I. de l'Arsenal	17300	Rochefort-sur-Mer	X	11/05/2001	11/05/2006
Zuljan Jean-Pierre	4, boulevard d'Auribeau	40000	Mont-de-Marsan	X	30/07/2002	29/07/2007

ANNEXE II  
[LIBELLÉ DU SITE]

**Arrêté préfectoral autorisant l'acquisition et la détention de matériel de guerre de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie**

[Emetteur]

[Lieu et date d'émission]

[Titre de l'autorité]

Vu le code de la défense dans sa partie législative relative aux matériels de guerre, armes et munitions, notamment son article L. 2336-1,

Vu le décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à la l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre armes et munitions, notamment ses articles 32, 38, 39, 55-1,

Considérant que [Monsieur, Madame, Mademoiselle] [prénom du détenteur] [nom du détenteur], né[e] le [date de naissance du détenteur], à [lieu de naissance du détenteur], demeurant [lieu de résidence du détenteur] détient les matériels de guerre suivants :

Matériels

- [catégorie, section, paragraphe].
- [numéro d'immatriculation et description du matériel divers]

Considérant que lesdits matériels sont détenus dans un lieu dont les accès sont parfaitement sécurisés et que le demandeur a donc satisfait à son obligation de sécurisation du lieu de détention.

Considérant que les systèmes d'armes et armes embarqués sont neutralisés et que le demandeur a fourni le certificat de neutralisation du banc d'épreuve de Saint-Etienne attestant de la neutralisation.

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

[Monsieur, Madame, Mademoiselle] [prénom du détenteur] [nom du détenteur] est autorisé à détenir, pour une durée indéterminée, les matériels précités,

Article 2

[Monsieur, Madame, Mademoiselle] [prénom du détenteur] [nom du détenteur] doit signaler tout changement du lieu de détention aux préfets du département de l'ancien lieu et du nouveau lieu de détention.

Article 3

[Article d'exécution].

[Signataire]



## PERSONNELS

### PERSONNELS D'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

Sous-direction de l'action sociale

Bureau des moyens, de l'évaluation,  
et de la prospective

Direction générale de la police nationale

Direction de l'administration  
de la police nationale

Sous-direction de l'action sociale

Bureau de l'accompagnement  
social des personnels

**Circulaire du 5 mai 2006 relative à l'attribution de secours  
aux personnels relevant du ministère de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire**

NOR : INTA0600049C

*Pièces jointes :*

Annexe 1 : dossier-type de demande de secours à utiliser par les assistants de service social ;

Annexe 2 : imprimé de secours suite au décès d'un agent décédé en activité ;

Annexe 3 : document sur les régies d'avances.

*Résumé :*

La présente circulaire porte sur les secours, aides financières non remboursables, destinés aux personnels, relevant du Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, qui ont à faire face à des situations financières difficiles qu'il leur est impossible de surmonter seul.

Elle énonce les principes généraux d'attribution des secours, présente le rôle des assistants de service social et détermine les bénéficiaires.

Dans le cadre des dispositions générales, la circulaire indique la composition de la commission de secours, son fonctionnement et les règles de confidentialité associées ; elle explicite la procédure d'attribution des secours, y compris en cas d'extrême urgence, fixe le montant maximal du secours pouvant être attribué par la commission, par an et par agent, et les modalités de paiement des secours.

Dans le cadre des dispositions particulières, la circulaire indique la procédure d'attribution de secours suite au décès de policier ou aux agents ayant à faire face à des catastrophes naturelles ou à des situations exceptionnelles entraînant des dommages graves aux personnes ou aux biens.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Monsieur le préfet de police ; Madame et Messieurs les préfets de région ; Mesdames et Messieurs les préfets de département ; Mesdames et Messieurs les directeurs généraux, directeurs et chefs de service.*

#### SOMMAIRE

#### *Principes*

#### I. – RÔLE DU SERVICE SOCIAL

#### II. – BÉNÉFICIAIRES DES SECOURS

#### III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### III.1. Commission d'attribution des secours

III.1.1. Composition de la commission

III.1.2. Fonctionnement de la commission

III.1.3. Règles de confidentialité

##### III.2. Procédure d'attribution des secours

III.2.1. Constitution du dossier

III.2.2. Instruction du dossier

III.2.3. Décision d'attribution des secours et notification au bénéficiaire

III.2.4. Attribution de secours en cas d'extrême urgence

##### III.3. Montant et paiement des secours

III.3.1. Montant des secours

III.3.2. Modalités de versement

##### III.4. Archivage

##### III.5. Contentieux

#### IV. – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

##### IV.1. Secours suite au décès de policier

IV.1.1. Cas du policier décédé en opération de police ou en service commandé

IV.1.2. Cas du policier décédé en service ou hors service

##### IV.2. Secours en cas de catastrophes naturelles

##### IV.3. Situation exceptionnelle

ANNEXE 1. – Dossier type de demande de secours financier

ANNEXE 2. – Imprimé utilisé pour le secours au décès d'un agent décédé en activité

ANNEXE 3. – Fiche sur les régies d'avances

L'action sociale du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, partie intégrante des directions des ressources humaines, a pour mission prioritaire d'assurer le soutien social de ses personnels et de veiller, plus particulièrement, à épauler ceux qui se trouvent, au cours de leur vie professionnelle ou lors de leur retraite, dans une situation difficile ayant des conséquences sur le plan personnel, familial ou professionnel.

#### *Principes*

Le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire dispose de crédits permettant de verser des secours à des agents éprouvant des difficultés financières qu'il leur est impossible de surmonter seul.

Tout élément imprévisible contribuant à déséquilibrer le budget de l'agent, peut être de nature à justifier l'attribution d'un secours.

Des mesures exceptionnelles peuvent également être prises pour pallier les aléas liés à des catastrophes naturelles, des situations sociales graves (voir point IV).

En revanche, des ressources modestes ou une situation de surendettement ne sauraient constituer à elles seules un motif d'attribution de secours.

## I. – RÔLE DU SERVICE SOCIAL

Le réseau des assistants de service social, intervenants spécialisés, est organisé pour apporter une réponse adaptée aux difficultés sociales auxquelles peuvent être confrontés les personnels relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Dans l'instruction des dossiers de secours le rôle de l'assistant de service social est essentiel.

En effet, l'assistant de service social appréciera l'ensemble de la situation sociale de l'agent et notamment, le caractère d'urgence des difficultés rencontrées.

Il est important de rappeler ici que l'assistant de service social est tenu au secret professionnel :

- en vertu des dispositions du code de l'aide sociale et des familles : article L-411.
- ainsi que dans les conditions et sous les réserves énoncées aux articles 226-13 et 226-14 du nouveau code pénal.

A cet égard, l'examen des dossiers des demandes de secours doit être rapporté sous une forme garantissant aux bénéficiaires un anonymat absolu. De même après la commission, l'ensemble de la procédure doit préserver la confidentialité de l'identité du demandeur.

Une fois la décision prise d'accorder un secours, la rapidité de son attribution à l'agent est essentielle, c'est pourquoi le secours peut être réglé sous forme d'un paiement en espèces, par chèque ou par virement bancaire en régie d'avances.

Il est conseillé aux départements qui n'ont pas encore mis en place de régie d'avances de réexaminer cette possibilité qui leur est offerte (voir annexe 2)

## II. – BÉNÉFICIAIRES DES SECOURS

Pour faire face à une situation difficile et imprévisible ou à un événement exceptionnel, peuvent demander une aide financière :

- les fonctionnaires et les agents non titulaires de l'Etat employés à temps partiel, complet ou incomplet à raison d'un minimum de travail de 20 % équivalent temps plein en position d'activité (1), rémunérés par le ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ou titulaires d'une bourse d'études du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;
- les pensionnés du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;
- les ayants-droit de fonctionnaires décédés ;
- les orphelins mineurs qu'ils soient légitimes, naturels, reconnus, adoptifs ou recueillis, qu'ils aient été à charge ou non de l'agent ouvrant droit au sens de la législation fiscale.

Il est important de rappeler ici que le montant du secours attribué est décidé en fonction de la situation sociale du demandeur indépendamment du grade, de la fonction exercée, de l'ancienneté ou du temps de travail.

## III. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### III.1. Commission d'attribution des secours

La commission d'attribution des secours mise en place dans chaque préfecture, à l'administration centrale et à la préfecture de police, pour l'ensemble du personnel relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, émet un avis consultatif.

La fréquence des réunions de la commission est à adapter au nombre de demandes et à l'urgence des situations rencontrées.

#### III.1.1. Composition de la commission

En préfecture, la commission d'attribution des secours est présidée par le préfet ou son représentant dûment habilité à signer les décisions individuelles d'attribution.

Outre le président de la commission, la commission est constituée exclusivement des membres suivants :

- le secrétaire général de la préfecture ou son représentant ;
- le secrétaire général du secrétariat général pour l'administration de la police ou son représentant ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant ;
- le chef du service départemental d'action sociale ;
- le conseiller technique régional ;
- un assistant de service social.

Lorsque les membres titulaires désignés dans la composition de la commission ci-dessus ne peuvent s'y rendre, ils veillent à se faire représenter par un agent ayant des fonctions d'encadrement.

En cas d'absence du conseiller technique, l'avis d'un conseiller technique qui assure le remplacement est requis. Si le service social comporte plusieurs assistants sociaux ceux-ci peuvent participer alternativement à la commission.

En administration centrale, la commission est constituée comme suit :

- une présidence alternée assurée,
- soit par le sous-directeur de l'action sociale du secrétariat général ;
- soit par le sous-directeur de l'action sociale de la police nationale ou leurs représentants. Les deux sous-directeurs ou leurs représentants, assistent à chaque commission.
- un représentant de la DAPN/SDRH ;
- un représentant du secrétariat général DRH/SDP ;
- le conseiller technique national ou son adjoint ;
- un assistant de service social en poste en administration centrale.

#### III.1.2. Fonctionnement de la commission

En préfecture, la commission d'attribution compétente et le paiement du secours relèvent :

- du département d'affectation pour les agents en activité ;
- du département du domicile pour les pensionnés et les ayants-droit ;
- du département où est implantée l'école pour les élèves ;
- du département où a été signé le contrat pour les adjoints de sécurité et les cadets.

Le chef du service départemental d'action sociale assure le secrétariat de la commission.

L'examen des dossiers en commission est fait à partir d'un rapport social écrit conforme au dossier type de demande de secours annexé à la présente circulaire.

Le dossier de demande de secours comporte l'identification professionnelle de l'agent, les éléments familiaux d'état civil et les éléments budgétaires, une évaluation de la situation sociale par l'assistant de service social qui justifie la demande et détermine le projet d'aide globale envisagé dans lequel s'insère le secours, complété des justificatifs de ressources, de charges et de tous autres éléments nécessaires à l'examen de la demande.

L'assistant de service social émet un avis sur la demande ainsi formulée. Le dossier est transmis au conseiller technique régional pour avis.

Toutes les demandes doivent être portées à la connaissance de la commission y compris celles pour lesquelles l'assistant (e) de service social émet un avis défavorable.

Le dossier, constitué comme précisé ci-dessus mais sans les justificatifs, est transmis à chaque membre de la commission au minimum 48 h avant la réunion de la commission, sous forme anonyme et sous pli confidentiel.

Le dossier est rapporté par un assistant de service social ou un conseiller technique de service social, sous forme anonyme, lors du passage en commission d'attribution du secours.

Le président de la commission d'attribution des secours, a voix prépondérante et la décision d'attribution d'un secours relève de sa responsabilité.

(1) Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, articles 33 et 34.

Pour l'administration centrale, la procédure suivie est identique. Le dossier est transmis au conseiller technique national ou à son adjoint pour avis. Le secrétariat de la commission est assuré par chacune des sous-directions pour les personnels relevant de leur compétence.

### III.1.3. Règles de confidentialité

Les membres de la commission sont astreints au secret des délibérations. Il en va de même pour tous les agents ayant à connaître, dans le cadre de leurs fonctions, des décisions de la commission et de leur mise en œuvre.

## III.2. Procédure d'attribution des secours

### III.2.1. Constitution du dossier

La demande de secours doit être présentée par l'agent ou son ayant-droit auprès de l'assistant de service social du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Le dossier de demande de secours est constitué par un assistant de service social du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ou du ministère de l'économie et des finances.

L'assistant de service social veillera à disposer lors de la commission des pièces justificatives rendues anonymes qui seront communiquées en tant que de besoin.

### III.2.2. Instruction du dossier

L'instruction du dossier sera effectuée :

- par l'assistant de service social du département du service d'affectation pour les actifs ;
- par l'assistant de service social du département dans lequel réside le demandeur en cas de congé maladie prolongé, en congé longue maladie, congé longue durée, accident du travail, disponibilité, et pensionné ;
- par l'assistant de service social chargé des centres de formation pour les élèves ;
- par l'assistant de service social chargé des centres de formation des adjoints de sécurité et des cadets.

L'assistant de service social veillera à analyser la demande au regard de la situation financière de la cellule familiale au sens économique du terme, et établira le rapport social en prenant soin de resituer l'attribution d'un secours éventuel dans le plan d'intervention social global arrêté avec le demandeur.

### III.2.3. Décision d'attribution des secours et notification au bénéficiaire

A l'issue de la commission, les décisions individuelles d'attribution des secours, doivent être signées par le président de la commission.

La décision d'accorder ou de refuser un secours fait l'objet d'une notification écrite, établie par le chef de service départemental d'action sociale pour le bénéficiaire.

En cas de refus, l'agent pourra solliciter un nouvel examen de son dossier si sa situation comporte des éléments nouveaux.

Le suivi de la mise en paiement des secours relève du service départemental d'action sociale et ne relève pas de la compétence du service des assistants de service social.

### III.2.4. Attribution de secours en cas d'extrême urgence

En cas d'extrême urgence, le président de la commission peut prendre la décision d'attribution d'un secours, au vu du seul dossier établi par un assistant de service social du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, visé par le conseiller technique national ou régional du service social.

Les dossiers présentés en procédure d'urgence font l'objet d'une communication aux membres de la commission lors de la séance suivante.

## III.3. Montant et paiement des secours

### III.3.1. Montant des secours

Le montant maximal du secours attribué ne peut excéder 763 € par agent et par an en une seule fois ou fractionné dans l'année selon le besoin. Ce montant pourrait être réévalué ultérieurement en fonction des disponibilités budgétaires accordées à l'action sociale.

### III.3.2. Modalités de versement

Le secours est versé directement à l'agent en difficulté ou à son ayant-droit ; il peut, très exceptionnellement, être versé à un ou plusieurs créanciers, quand la situation l'impose, et sous réserve d'un accord explicite de l'agent.

Le secours devra être versé dans les meilleurs délais possibles.

Le paiement des secours sera effectué, en fonction de la situation du demandeur, et selon les modalités retenues par le président de la commission d'attribution des secours :

- soit par l'intermédiaire de la régie d'avances de la préfecture ou de l'administration centrale, en espèces, par chèque ou par virement,
- soit par ordonnancement ou par mandatement sur le compte du bénéficiaire.

Le paiement à un tiers doit avoir un caractère exceptionnel pour éviter une déresponsabilisation de l'agent. Cette procédure doit être strictement limitée aux organismes publics tels que les bailleurs sociaux.

Le secours ne peut en aucun cas être versé à des sociétés de crédit ou à des particuliers.

## III.4. Archivage

Le dossier de demande de secours est archivé pendant trois ans par le service des assistants de service social à l'issue de la commission avec l'ensemble des documents justificatifs des ressources et des charges ayant motivé la demande.

## III.5. Contentieux

Les secours sont des prestations facultatives, il ne saurait y avoir de recours contentieux recevable auprès du tribunal administratif.

Les décisions de secours pourront faire l'objet de recours gracieux auprès du président de la commission.

# IV. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

## IV.1. Secours suite au décès de policier

Un secours d'urgence est attribué aux familles de policiers décédés en service (opération de police, service commandé ou imputable au service) ou hors service.

### IV.1.1. Cas du policier décédé en opération de police ou en service commandé

La sous-direction de l'action sociale de la police nationale – bureau de l'accompagnement social des personnels –, suite à décès de policier en opération de police ou en service commandé, met en place un secours exceptionnel sur saisine du cabinet du directeur général de la police nationale.

Ce secours s'élève à :

- 7 625 € dans le cas d'un décès en opération de police ;
- 1 500 € dans le cas d'un décès en service commandé.

### IV.1.2. Cas du policier décédé en service ou hors service

Dans les autres cas de décès survenant pendant les heures de service (y compris sur le trajet domicile-travail) avec reconnaissance d'imputabilité au service, ou hors service (maladies, accidents divers...), le secours exceptionnel au décès peut aller jusqu'à 763 €. Le dépôt de la demande doit s'effectuer auprès de l'assistant de service social qui instruit et transmet le dossier accompagné d'un descriptif de la situation familiale et des ressources conformément à l'imprimé joint en annexe 2, au bureau de l'accompagnement des personnels de la police nationale pour mise en œuvre, sans passage en commission de secours. Les secours sont généralement attribués à la personne qui a assuré les frais d'obsèques.

Le versement de ces secours est effectué par l'intermédiaire de la régie d'avances du cabinet du directeur général de la police nationale.

#### IV.2. Secours en cas de catastrophes naturelles

Des secours exceptionnels sont attribués aux agents du ministère victimes de catastrophes naturelles. Dans ces circonstances, le plafond maximal du secours attribué peut être porté à 2 289 € au bénéfice d'agents très gravement sinistrés sur autorisation de l'administration centrale et selon une procédure spécifique établie au moment précis et adaptée à la situation à laquelle il faut faire face.

Ainsi à titre d'exemple, un secours exceptionnel pourra être accordé, d'un montant pouvant aller :

- jusqu'à 2 289 € aux agents ayant subis un dommage grave à leur habitation principale nécessitant un relogement provisoire ou définitif ;
- allant de 763 € à 1 526 €, aux agents ayant à faire face à des dégâts dans l'habitation principale ou dans les garages, et, ou sous-sol, utilisés comme annexe de l'habitation ;
- dans la limite de 763 € pour les dégâts de moindre importance non pris en charge par les assurances.

#### IV.3. Situation exceptionnelle

En cas d'extrême urgence suite à un accident ou un événement ayant entraîné des dommages graves aux personnes ou aux biens, plusieurs secours peuvent être octroyés au même agent, en une seule fois ou de façon fractionnée, au cours d'une même année civile, sur autorisation de l'administration centrale, sans excéder le montant maximal de 2 289 €.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire NOR INTA9100017C du 16 janvier 1991.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application de la présente circulaire

Pour le ministre et par délégation :  
*Le préfet, directeur de l'administration  
de la police nationale,*  
J. Fily

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines,*  
B. SCHMELTZ

ANNEXE I  
DEMANDE DE SECOURS FINANCIER

Je soussigné(e)

Nom, prénom :

Grade :

Service d'affectation :

déclare solliciter un secours financier d'un montant de :

pour les motifs suivants:

SPECIMEN

J'accepte de fournir dans les meilleurs délais tous les justificatifs qui seront sollicités.

A , le

Signature du demandeur :

Je soussigné(e), M. (Mme) , assistant(e) de service social, accuse réception d'une demande de secours et m'engage à instruire le dossier dès production de l'ensemble des justificatifs nécessaires.

Date approximative de passage en commission :

A , le

Signature de l'assistant(e) de service social :



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DEMANDE DE SECOURS FINANCIER

ANNÉE \_\_\_\_\_

N° de dossier \_\_\_\_\_

PRÉFECTURE DE \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_

NOM de JEUNE FILLE \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

SERVICE D'AFFECTATION \_\_\_\_\_

ADRESSE PERSONNELLE \_\_\_\_\_

N° téléphone professionnel \_\_\_\_\_

N° téléphone privé \_\_\_\_\_

adresse mél \_\_\_\_\_

Nom de l'assistant social \_\_\_\_\_

AVIS DE LA COMMISSION DE SECOURS

DATE	PROPOSITION
Signature du président de la commission de secours	



## DEMANDE DE SECOURS FINANCIER

ANNÉE \_\_\_\_\_ 0

N° de dossier \_\_\_\_\_ 0

Nom de l'assistant social

0

## IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

## SITUATION ADMINISTRATIVE

DIRECTION DE GESTION SG  DGPN

POSITION ADMINISTRATIVE Activité  Retraité(e)  Elève

GRADE

CATÉGORIE A  B  C

Encadrement et application  Conception et direction

Commandement  Contractuel

TEMPS DE TRAVAIL Temps plein  Temps partiel

## SITUATION FAMILIALE

Célibataire  Vie marital  Marié(e)

Veuf(ve)  Divorcé(e)  Pacé(e)

## PERSONNES VIVANT AU FOYER

Nombre de personnes au foyer

Parenté	Age	Situation professionnelle, scolaire ou autre
Agent		

## AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Date	Montant	Objet

SITUATION FINANCIÈRE - Arrêtée au	
-----------------------------------	--

RESSOURCES MENSUELLES			
RESSOURCES	DEMANDEUR	CONJOINT	AUTRES
Salaire net imposable			
Prestations familiales			
Allocation temporaire d'invalidité (ATI)			
Indemnités complément salaire Mutuelle			
Indemnités journalières d'assurance maladie			
Indemnités journalières chômage			
Pension d'invalidité			
Pensions, retraites			
Part de redevance de débit de tabac			
Rente accident du travail			
Pension(s) alimentaire(s)			
Bourse(s) d'études			
Autres revenus (à préciser)			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL RESSOURCES			

Quotient familial journalier 1	$\frac{\text{Total des ressources}}{\text{Nombre de personnes au foyer} \times 30}$	#DIV/0!
--------------------------------	---	---------

CHARGES MENSUELLES			
CHARGES PRINCIPALES	Montant théorique	Montant réel du mois	Montant des arriérés
Loyer(cc) APL ou AL déduite			
Crédit pour accession à la propriété APL ou AL déduite			
Impôt sur le revenu			
Taxe foncière			
Taxe d'habitation			
Pension(s) alimentaire(s)			
Assurance habitation			
Gaz - électricité			
Eau			
Autres dépenses de chauffage			
Frais de garde des enfants			
Mutuelle ou assurance santé			
Assurance voiture			
Total			

Quotient familial journalier réel 2	$\frac{\text{Total Ressources} - \text{total des charges principales}}{\text{Nombre de personnes au foyer} \times 30}$	#DIV/0!
-------------------------------------	--	---------

AUTRES CHARGES	Montant théorique	Montant réel du mois	Arriérés
Montant global de remboursements des crédits à la consommation			
Prélèvement et saisie sur salaire			
Montant de remboursement prévu dans un plan de surendettement			
Remboursement de dettes hors plan de surendettement			
Téléphone fixe et portable			
Frais de transport			
Total	- €	- €	- €
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	- €	- €	- €

Reste à vivre mensuel	Total des ressources - total général des charges	- €
-----------------------	--	-----

Reste à vivre par jour et par personne	$\frac{\text{Total des ressources} - \text{total général des charges}}{\text{nombre de personnes} \times 30}$	#DIV/0!
--	---	---------

Etat des dettes du demandeur			
Nature des dettes	Montant total pour les prêts montants restant à payer	Montant des mensualités	Observations
Crédits immobiliers			
Crédits à la consommation			
Découvert bancaire			
Autres			
Total			

Epargne constituée	Montant
Livrets d'épargne	- €
Assurance vie	- €
Chèques vacances	- €

ÉVALUATION DE LA SITUATION ET  
PROPOSITION DE L'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL

SPECIMEN

Signature de  
l'assistant social

le

AVIS DU CONSEILLER TECHNIQUE RÉGIONAL

Justificatifs à joindre obligatoirement à la demande :

- bulletin de salaire ou de pension de l'agent,
- document justifiant l'ouverture du droit au titre d'ayant droit ou d'ayant cause,
- justificatifs des ressources, des charges et des dettes évoquées dans la demande ou des motifs pour lesquels le secours est demandé.

ANNEXE II  
SECOURS AU DÉCÈS D'UN AGENT DÉCÉDÉ EN ACTIVITÉ

**Fiche de renseignements**

**NOM** : ..... **PRÉNOM** : .....

**GRADE** : ..... **DATE DE NAISSANCE** : .. / .. / ....

**MATRICULE** : ..... **AFFECTATION** : .....

**Date du décès** : .. / .. / ....

**Circonstance du décès** : .....

**SITUATION DE FAMILLE :**

Célibataire      Marié(e)      Concubinage      Divorcé      PACS

**Nom du conjoint (e)** : ..... **Prénom** : .....

**Profession** : .....

**Adresse** : .....

**Nombre d'enfant à charge** : .....

NOM	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	SCOLARITÉ

**RESSOURCES MENSUELLES**

**Salaire conjoint** : .....

**Montant allocations familiales** : .....

**CHARGES MENSUELLES**

**LOYER - Montant du Loyer** : .....

**ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ – Montant des mensualités** : .....

Indiquer si prise en charge par l'assurance      OUI      NON

**Montant des crédits divers** : .....

**Montant des frais d'obsèques** : .....

**Montant du ou des secours par les mutuelles ou autres** : .....

**NOM DE L'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL** : ..... **Téléphone** : .. . . . .

---

*NB* : ce formulaire doit être accompagné du télégramme de décès établi par le service d'affectation.

## ANNEXE 3

## LA RÉGIE D'AVANCES

C'est un mode d'organisation permettant à une personne désignée par l'ordonnateur de procéder à certains types de dépenses.

Tout service peut être doté d'une régie d'avances lorsque la nécessité en est reconnue, conformément à l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (1).

Le régisseur est le prolongement de l'action du comptable public pour le compte duquel il effectue certaines opérations de dépenses. On appelle ce comptable le comptable « assignataire » de la régie (plus concrètement des opérations de la régie).

La régie d'avances donne la possibilité d'utiliser des modes de règlements performants et rapides, universellement reconnus : espèces, chèque, virement et carte bancaire.

Les régies d'avances sont créées par arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé. Elles sont gérées par des agents appelés régisseurs d'avances, qui doivent rendre compte de leurs opérations auprès du comptable public assignataire.

Les régies d'avances disposent d'une avance de fonds (2) qui leur est allouée par le comptable public afin de régler des dépenses pour lesquelles elles ont été instituées. Les opérations effectuées par les régisseurs d'avances sont ensuite intégrées dans la comptabilité des comptables.

## A. — LA CRÉATION D'UNE RÉGIE D'AVANCES

L'autorité habilitée à créer une régie, conformément à l'article 2 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics :

1. Le ministre concerné :
  - soit par arrêté interministériel contresigné par le ministre chargé du budget ;
  - soit par arrêté ministériel simple après habilitation reçue par un arrêté interministériel contresigné du ministre chargé du budget.
2. Le préfet après habilitation reçue par un arrêté interministériel du ministre concerné et du ministre chargé du budget.

L'acte constitutif de la régie : un arrêté.

Cet arrêté est pris par l'autorité compétente (arrêté interministériel, ministériel ou préfectoral selon le cas). L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture lorsque la régie est créée par arrêté préfectoral, publié au Journal officiel de la République française pour les régies créées par arrêté interministériel ou ministériel, que ce soit auprès d'une administration centrale ou d'un service déconcentré. Une ampliation doit être adressée au ministre de l'intérieur (DEPAFI/SDAF/BCCOF) ; à la TG (comptable assignataire) et au régisseur.

L'arrêté de création de la régie doit comporter les mentions obligatoires suivantes :

1. les visas des textes généraux obligatoires (3) et des textes particuliers (4) à chaque ministère ou service ;
2. l'avis du trésorier-payeur-général, comptable assignataire, pour les régies créées par arrêté préfectoral, le service auprès duquel est instituée la régie, l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds

(1) « Art. 18 – Des régisseurs peuvent être chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement ou de paiement. »

(2) Cette avance de fonds représente au maximum le quart des dépenses annuelles conformément à l'article 11 du décret n° 92 681 du 20 juillet 1992.

(3) Textes généraux :

— l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

— le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

— le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

— l'arrêté du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs et du montant de cautionnement imposé à ces agents ;

— l'arrêté du 4 juin 1996, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 et l'arrêté du 28 janvier 2002, relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

— l'arrêté du 13 janvier 1997, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif au montant par opération des dépenses d'intervention et subventions payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

— l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et de recettes.

(4) Textes particuliers au MIAT :

— l'arrêté du 29 juillet 1993 pour les régies de préfectures, SGAP, CRS et police municipale modifié par l'arrêté du 20 mai 2003 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'état auprès des services régionaux et départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;

— l'arrêté du 9 novembre 2001 fixant le montant maximum de l'encaisse des régisseurs de préfectures et sous-préfectures.

au trésor, la dispense éventuelle de cautionnement, la nature des dépenses (5) payables par la régie, le montant maximum de l'avance allouée au régisseur, les délais de production des pièces justificatives (au minimum une fois par mois) et le destinataire de ces pièces (comptable assignataire ou ordonnateur).

3. l'arrêté de création de la régie peut également comporter d'autres mentions.

## B. — L'OBJET D'UNE RÉGIE D'AVANCES

Un régisseur d'avances a pour fonction de payer certains types de dépenses. L'article 10 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, modifié, prévoit expressément, parmi une liste exhaustive de dépenses (annexe 1), les secours urgents et exceptionnels. Ces derniers sont limités à un montant maximum de 1 500 € par opération (6).

## C. — LE FONCTIONNEMENT DE LA RÉGIE D'AVANCES

Le régisseur d'avances se voit accorder, par le comptable assignataire, des avances de fonds (annexe 2) au moyen desquelles il règle les créanciers dès que leur créance est définitivement justifiée (annexe 3).

Les opérations sont ensuite intégrées dans la comptabilité du comptable assignataire (voir point E).

Le régisseur ne peut payer que les dépenses prévues dans l'acte constitutif de la régie.

Les dépenses que le régisseur est autorisé à payer sont explicitement énumérées dans l'acte constitutif de la régie. Tout paiement non autorisé par cet acte constituera une gestion de fait.

## D. — L'INSTALLATION ET LE CHANGEMENT DU RÉGISSEUR

La nomination du régisseur intervient par arrêté signé de la personne ayant créé la régie (ministre ou préfet selon les cas).

L'installation d'un régisseur est subordonnée à l'accomplissement d'un certain nombre de formalités.

Le régisseur doit justifier, avant d'être installé dans ses fonctions, de la réalisation d'un cautionnement (7). Le comptable ainsi que l'ordonnateur (s'il n'est pas le préfet mais un directeur départemental d'administration déconcentrée par exemple) doivent recevoir une ampliation de l'arrêté de nomination. Le régisseur dépose un spécimen de sa signature chez le comptable assignataire et chez l'ordonnateur.

Il doit également se rapprocher de la TG (comptable assignataire) afin de se faire ouvrir un compte de dépôts de fonds au Trésor à des qualités.

L'installation proprement dite du nouveau régisseur s'appelle la remise de service, lorsqu'elle a lieu dans une régie préalablement en fonctionnement. Elle consiste à remettre au nouveau régisseur :

- le numéraire et des effets bancaires ;
- des pièces de dépenses payées non encore adressées à l'ordonnateur ou devant faire l'objet d'une régularisation ;
- des registres à souches ;
- et tous les autres documents et pièces relatifs au fonctionnement de la régie.

La remise de service est faite en présence du chef de service et éventuellement du comptable assignataire. A son terme, un procès-verbal en 4 exemplaires est signé par le chef du service, le régisseur sortant, le nouveau régisseur et éventuellement le comptable assignataire. Si la remise de service intervient sans le régisseur sortant et qu'il n'a pas désigné de mandataire, elle doit obligatoirement se faire en présence de l'ordonnateur.

## E. — LA COMPTABILITÉ DU RÉGISSEUR D'AVANCES

Le régisseur d'avances doit tenir une comptabilité permettant de dégager facilement à tout moment la situation de l'avance reçue. La comptabilité est retracée en fonction des modes de règlement des dépenses prévus par l'acte de création de la régie. Dans les conditions fixées par l'acte constitutif de la régie et au minimum à la fin de chaque mois, le régisseur remet les pièces justificatives de dépenses à l'ordonnateur qui émet un mandat de régularisation pour le montant des pièces reconnues régulières.

(5) Article 10 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, modifié. L'arrêté du 29 juillet 1993 prévoit la liste exhaustive des dépenses que peut effectuer un régisseur pour les régies d'avances de préfectures (art. 10), des SGAP (art. 13) et des groupements des CRS (art. 16 et 17).

(6) Arrêté du 20 mai 2003 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur.

(7) L'article 4 de l'arrêté du 3 septembre 2001, concernant la réglementation comptable, présente le barème en euros du montant du cautionnement en fonction du montant maximum de l'avance pouvant être consentie, il n'y a pas de cautionnement pour un montant inférieur à 1 220 euros.

La comptabilité du régisseur doit être servie au jour le jour selon la méthode de la partie double.

#### F. – LE CONTRÔLE DES RÉGIES

Les régies font l'objet de contrôles :

- contrôle administratif par l'ordonnateur, le comptable assignataire et le ministère de tutelle ;
- contrôle comptable sur pièces par l'ordonnateur et le comptable assignataire ;
- contrôle sur place par l'ordonnateur, le comptable assignataire, l'inspection générale des finances et les autorités habilitées à contrôler sur place le comptable assignataire et l'ordonnateur.

#### ANNEXE 1

##### LA NATURE DES DÉPENSES À PAYER

- Les dépenses de matériel et de fonctionnement, dans la limite de 2 000 €, excepté pour les dépenses EDF/GDF/Télécom pour lesquelles ce seuil ne s'applique pas ;
- les rémunérations des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, lorsqu'elles n'entrent pas dans le champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 ;
- les frais de mission et de stage et les avances sur frais de mission ;
- les secours urgents et exceptionnels (l'acte constitutif de la régie devra spécifier la nature et le montant du secours) ;
- les opérations à l'étranger (la régie doit être explicitement prévue pour ce type de dépenses) ;
- les dépenses d'intervention et de subvention, dans la limite de 1 500 €.

#### ANNEXE 2

##### L'AVANCE AU RÉGISSEUR

Principe :

Les régies d'avances fonctionnent sur le principe de l'avance permanente versée et contrôlée par le comptable assignataire à chaque demande de reconstitution. Le montant de l'avance à consentir au régisseur est déterminé par l'acte constitutif de la régie et en fonction des besoins réels de celle-ci. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est égal au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur. En cas de paiement occasionnel d'une dépense supérieure à l'avance fixée, l'acte constitutif peut prévoir l'octroi au régisseur d'une avance exceptionnelle.

Versement de l'avance initiale au régisseur :

Le régisseur établit une demande d'avance, en double exemplaire, qu'il transmet à l'ordonnateur. Après s'être assuré de la régularité de la demande, l'ordonnateur la signe et la transmet au comptable assignataire. Dès réception de la demande et après vérification, le comptable établit un ordre de paiement au nom du régisseur et verse au régisseur le montant de l'avance initiale.

Reconstitution de l'avance :

Dans le délai maximum fixé par l'acte constitutif de la régie d'avances et, au minimum à la fin de chaque mois, le régisseur d'avances inscrit les pièces justificatives des paiements qu'il a effectués portées sur un bordereau récapitulatif de dépenses établi en double exemplaire et transmis à l'ordonnateur pour vérification. L'ordonnateur établit ensuite un mandat (ou une ordonnance) au nom du régisseur en qualité, pour le montant des justifications admises et le transmet au comptable assignataire, accompagné des deux exemplaires du bordereau récapitulatif et des pièces justificatives. Le comptable vérifie la régularité du mandat et des pièces justificatives et procède à la reconstitution de l'avance.

En cas de rejet de pièces justificatives, par l'ordonnateur ou le comptable assignataire, les pièces sont déduites du bordereau récapitulatif. L'avance est reconstituée pour le montant des pièces régulièrement admises. Le régisseur doit poursuivre, dans les meilleurs délais, la régularisation des pièces de dépenses rejetées. La dépense qui n'a pas pu être mandatée sera de nouveau répertoriée sur le prochain bordereau récapitulatif, accompagnée des pièces régularisées.

#### ANNEXE 3

##### LES CONTRÔLES À EFFECTUER

Qualité de l'ordonnateur :

Le régisseur doit être en possession de la liste nominative des personnes ayant qualité pour lui donner l'ordre de payer une dépense, avec un exemplaire de leur signature.

Conformité de la dépense :

Le régisseur s'assure que le type de dépense à payer est prévu dans l'acte constitutif de la régie.

La validité de la créance :

1. Justification du service fait :

Le paiement de la dépense n'est effectué qu'après service fait ou en contrepartie d'un droit acquis. La preuve de l'exécution du service fait résulte d'une attestation de l'ordonnateur ou de son délégué.

2. Calcul de liquidation :

Le régisseur doit s'assurer de l'exactitude matérielle des décomptes et des calculs de liquidation (nécessité de vérifier et de recalculer toutes les opérations).

3. Production des justifications :

Les paiements ne peuvent être effectués par le régisseur que sur production des pièces justificatives prévues par les règlements ou les nomenclatures. Le contrôle sur les justifications porte également sur les signatures et les arrêtés en chiffres et en lettres.

Caractère libératoire du règlement :

Le règlement d'une dépense est libératoire lorsqu'il intervient selon l'un des modes de règlement prévus par la réglementation (décret du 4 février 1965), au profit du créancier ou de son représentant qualifié. Lorsque tous les contrôles ci-dessus ont été effectués, le régisseur est en mesure de déterminer si le paiement peut être effectué. En présence d'erreurs, omissions ou irrégularités, le régisseur sursoit au paiement et renvoie les pièces à l'ordonnateur pour régularisation.

#### ANNEXE 4

##### LES MODES DE RÈGLEMENT À LA DISPOSITION DU RÉGISSEUR ET LE PAIEMENT

##### 1. Les modes de règlement

En espèces :

Ce mode de paiement ne concerne que des dépenses inférieures à 750 €. Le régisseur doit obtenir un acquit ne contenant ni restrictions, ni réserves. L'acquit est porté sur la facture ou tout autre titre de créance et comporte la date et la signature de la partie prenante.

Par chèques :

Ce mode de paiement ne concerne que des dépenses inférieures à 750 €. Le régisseur émet un chèque tiré du carnet de formules de chèques remis par le comptable du trésor chargé de la tenue du compte de dépôt de fonds du régisseur. Les références du chèque sont inscrites sur les pièces justificatives. Le régisseur doit suivre le règlement des chèques qu'il a émis à l'aide des relevés de compte fournis par le comptable teneur du compte.

Par carte bancaire :

La carte est établie au nom du porteur avec mention de la régie. Elle est strictement personnelle et ne doit être utilisée que par son titulaire, qui est responsable de son utilisation et de sa conservation. Le plafond est de 2 300 € (1) pour des opérations effectuées en France et de 3 500 €\* pour des opérations effectuées à l'étranger sur trente jours glissants. Ce plafond est modulable sur décision du teneur de compte à la hausse ou à la baisse par tranche de 800 €. Le plafond des retraits en numéraire au DAB est de 300 € par période de sept jours glissants.

Les factures remises par les commerçants constituent une preuve de paiement, mais ne sont pas des pièces justificatives. Le régisseur doit donc produire, dans les conditions habituelles, les pièces justificatives prévues par la réglementation en vigueur. Le régisseur suit le débit des paiements par carte, à partir du justificatif de paiement délivré par le bénéficiaire du paiement et du relevé de compte reçu du comptable teneur de compte.

(1) Sachant que les dépenses de matériel et de fonctionnement doivent être inférieures à 2 000 euros par opération, quelque soit le mode de règlement utilisé.

Par virement :

Ce mode de paiement est obligatoire pour toute dépense supérieure à 750 €. Le paiement est effectué sur le compte du créancier, au vu du RIB ou RIP qu'il aura remis au régisseur. Le régisseur transmet au comptable teneur de compte les ordres de virement comportant un avis de crédit appuyé d'un bordereau des règlements à effectuer, établi en double exemplaire, avec un chèque tiré sur son compte de dépôt de fonds. Il porte sur les pièces justificatives de dépenses la référence du chèque tiré. Cette mention, signée, tient lieu d'acquit. Le comptable teneur de compte débite le compte de dépôt du régisseur et lui renvoie un exemplaire du bordereau revêtu de la mention d'exécution des virements. Le régisseur conserve les bordereaux retournés, classés dans l'ordre chronologique.

## 2. Le paiement

Au créancier :

Le régisseur contrôle l'identité de la partie et sa validité à donner un acquit juridiquement valable.

A un mandataire :

Le créancier peut se faire représenter par un mandataire. Dans ce cas, le régisseur devra s'assurer de la régularité des pouvoirs qui lui sont présentés. Les règlements nécessitant l'acquit d'un tiers autre qu'un mandataire et tous ceux exigeant une étude contentieuse sont exclus de la compétence du régisseur (incapables, mineurs, créanciers décédés, créanciers en liquidation ou redressement judiciaire, etc.).



## RÈGLEMENTATION GÉNÉRALE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique

Bureau du financement des transferts  
de compétences

MINISTÈRE DE LA CULTURE  
ET DE LA COMMUNICATION

*Direction du livre et de la lecture*

Département des bibliothèques publiques  
et du développement de la lecture

Bureau des bibliothèques territoriales

**Circulaire du 9 mai 2006 relative à la préparation de la répartition du concours particulier des bibliothèques départementales de prêt et au recensement des dépenses d'investissement réalisées en 2005 par les départements au profit de la lecture publique. – Exercice 2006**

NOR : MTCB0600047C

*Référence : circulaire interministérielle n° NOR : INT/B0/20/0010/C du 21 janvier 2002.*

*Pièces jointes : trois annexes et quatre tableaux*

**Résumé :** la présente circulaire a pour objet de recenser les dépenses d'investissement réalisées par les départements en 2005 dans le domaine de la lecture publique. Chaque département est invité à adresser en retour au préfet les formulaires annuels de dépenses, au plus tard le 12 mai 2006. Après vérification et validation, les directions régionales des affaires culturelles devront en faire parvenir un exemplaire au ministère de la culture et de la communication avant le 15 juin 2006. L'attention est appelée sur le fait que les crédits ne peuvent être délégués avant le retour des dossiers de l'ensemble des départements.

L'article 141 de la loi de finances pour 2006 prévoit la création d'un concours particulier unique, issu de la fusion des anciennes première et deuxième parts du concours particulier relatif aux bibliothèques municipales. En outre, les crédits consacrés aux bibliothèques départementales de prêt basculent également dans le concours particulier, afin d'obtenir un concours unique de 76,85 M € destiné au financement de l'investissement des bibliothèques municipales et départementales de prêt.

*Le ministre de la culture et de la communication, Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et messieurs les préfets de département (métropole et DOM) ; Monsieur le préfet, représentant du Gouvernement à Mayotte ; Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et correspondants permanents des affaires culturelles (pour information).*

Le projet de décret qui vise à préciser les conditions d'application de l'article 141 de la loi de finances pour 2006 a reçu, le 7 février 2006, un avis favorable du CFL. Avant sa publication au *Journal officiel*, ce projet de décret sera examiné par le Conseil d'Etat dans le courant du premier semestre 2006 et pourra donc être amendé à cette occasion.

A compter de 2006, le nouveau concours particulier, ciblé sur l'aide à l'investissement, comprend deux fractions :

- une première fraction dédiée aux projets courants d'équipement des bibliothèques municipales et départementales de prêt ;
- une seconde fraction, plafonnée à 15 % du montant du concours particulier, mobilisable pour les projets structurants d'intérêt national ou régional.

Néanmoins, conformément au souhait du comité des finances locales, le projet de décret prévoit un dispositif transitoire qui assure une mise en œuvre progressive de cette réforme. A ce titre, le mon-

tant des deux nouvelles fractions du concours particulier est calculé à compter de 2006 et jusqu'en 2008, après constitution d'un préciput destiné aux communes et établissements publics de coopération intercommunale éligibles en 2005 à l'ancienne première part du concours particulier, et aux départements éligibles en 2006 à l'ancien concours particulier relatif aux bibliothèques départementales de prêt.

En conséquence, les départements bénéficieront en 2006, des crédits de la première fraction du nouveau concours particulier, sous réserve de remplir les conditions d'éligibilité, mais également d'une attribution égale au montant de l'ancien concours particulier relatif aux bibliothèques départementales de prêt dû au titre de l'exercice 2006, afin de prendre en compte leurs dépenses d'investissement 2005.

### I. – DÉPENSES PRISES EN COMPTE

Sont prises en compte pour l'attribution en 2006 de la part du préciput correspondant à l'ancien concours particulier les dépenses d'investissement (constructions ou extensions, équipements et aménagements) réalisées par le département en 2005 au profit :

Pour les investissements directs :

- des bibliothèques départementales de prêt (BDP), ex-bibliothèques centrales de prêt, et de leurs annexes (art. R. 1614-106-1°) ;

Pour les subventions ou affectations de biens :

- des bibliothèques publiques des communes ou groupements de communes de moins de 10 000 habitants situés dans le département (art. R. 1614-106-2°).

### II. – CONSTITUTION DES DOSSIERS

Pour bénéficier de la dotation, les départements devront renseigner et faire viser par le comptable départemental les formulaires joints en annexe. La demande qu'ils vous transmettront devra, en outre, être accompagnée :

1. pour les communes de moins de 10 000 habitants, de la délibération du conseil général fixant les modalités de l'intervention départementale dans le développement de ces bibliothèques ;
2. pour la bibliothèque départementale de prêt, des pièces justificatives (factures, devis...) relatives aux investissements réalisés à son profit.

### III. – DÉPENSES ÉLIGIBLES

Il est rappelé que sont éligibles, et elles seules, les dépenses d'investissement qui s'imputent sur les articles mentionnés sur le formulaire I, pour l'ensemble des départements qui appliquent l'instruction budgétaire et comptable « M 52 » depuis sa généralisation intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Pour ce qui concerne les dépenses d'investissement réalisées au profit des bibliothèques des communes, ne sont prises en compte que celles qui sont exposées par les communes ou les groupements de moins de 10 000 habitants (recensement 1999) situés dans le département.

En outre, seules les acquisitions de terrains ou constructions de bâtiments réalisées au profit d'une bibliothèque départementale de prêt (sur terrains propriété du département ou mis à sa disposition) bénéficient d'une participation de l'Etat, non celles qui concernent une bibliothèque municipale.

Il est rappelé que pour être considérée comme publique, une bibliothèque municipale doit respecter les trois conditions suivantes :

- être ouverte à l'ensemble du public, et non réservée à une catégorie particulière de lecteurs ;
- être gérée, soit directement par la commune, soit par un autre organisme ayant passé convention avec la commune ;
- disposer de locaux exclusivement réservés à son usage, qu'ils appartiennent à la commune, soient loués par elle, ou mis à sa disposition (celle-ci ayant chaque fois la possibilité de mettre les locaux à disposition de l'organisme gérant la bibliothèque).

Sont exclues du bénéfice du concours particulier les dépenses d'équipement réalisées au profit des bibliothèques-centres de documentation (ou bibliothèques scolaires) et des bibliothèques privées pratiquant la location des ouvrages.

Il est enfin précisé que les données chiffrées du formulaire I doivent correspondre au total de celles qui sont portées sur les formulaires II, III et IV pour les dépenses de même nature.

#### IV. – DÉLAIS DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

La procédure à suivre, mise en place depuis 1995, se déroule en deux temps :

Un premier délai est fixé au 12 mai 2006 :

1. Les formulaires annuels des dépenses de chaque département seront adressés, dès réception, au président du conseil général qui devra les compléter pour vous les adresser en retour début mai 2006, accompagnés des pièces justificatives requises (factures, devis).
2. Dès réception de ces documents dans vos services, vous les adresserez, pour vérification et validation, à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) qui est habilitée à solliciter la production de pièces justificatives qu'elle jugera utiles.

Le second délai est fixé au 15 juin 2006 :

A l'issue de ces contrôles, vous ferez parvenir un exemplaire de chacun des quatre formulaires au service du ministère de la culture et de la communication – direction du livre et de la lecture – département des bibliothèques publiques et du développement de la lecture-bureau des bibliothèques territoriales pour la centralisation des renseignements relatifs à la lecture publique.

Le ministère de la culture et de la communication se chargera de la transmission des données utiles à la répartition des crédits au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Nous vous serions obligés de bien vouloir être attentifs au respect de l'ensemble de cette procédure et en particulier de veiller à ce que les données requises puissent bien parvenir pour le 15 juin 2006 à l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication. En conséquence, il est souligné que les états parvenant au-delà de ce délai impératif ne pourront pas être pris en compte pour le calcul de la dotation de l'année.

En effet, la part revenant à chaque département ne peut être calculée que lorsque l'administration centrale a reçu les dossiers de l'ensemble des départements.

Nous vous demandons enfin de bien vouloir porter à la connaissance des départements toutes précisions relatives aux modalités d'attribution de ce concours particulier.

Nous vous rappelons que vous pouvez vous adresser :

- pour toute question liée à la répartition des crédits : ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau du financement des transferts de compétences – Tél. : 01.49.27.43.97, 2, place des Saussaies, 75008 Paris, SDFLAE-FL.5. DGCL@interieur.gouv.fr
- pour toute question liée à l'éligibilité des dépenses : ministère de la culture et de la communication, direction du livre et de la lecture, département des bibliothèques publiques et du développement de la lecture, bureau des bibliothèques territoriales – Tél. : 01.40.15.73.74, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris cedex 01

Pour le ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire  
et par délégation :

*Le directeur général  
des collectivités locales,*  
D. SCHMITT

Pour le ministre de la culture  
et de la communication,  
et par délégation :

*Le directeur du livre  
et de la lecture,*  
B. YVERT

#### ANNEXE 1

#### CONCOURS PARTICULIER DES DÉPARTEMENTS POUR LA LECTURE PUBLIQUE

#### Remarques importantes

Tous les formulaires doivent être renseignés et retournés, même s'il s'agit d'un état néant. Il est rappelé que l'ensemble des montants, en euros TTC, mentionnés sur le formulaire I doit correspondre au total de ceux qui figurent, pour les dépenses de même nature, sur les formulaires II, III et IV.

#### Achats d'ouvrages

Les achats de documents doivent, en principe, être inscrits en section de fonctionnement. Ils ne sont donc pas pris en compte dans le concours particulier. Les dépenses liées aux acquisitions de documents divers ne doivent pas apparaître dans les formulaires joints.

Toutefois, les dépenses concernant :

1. des documents anciens ou précieux ;
2. la création d'un fonds documentaire ;
3. l'acquisition d'ouvrages nouveaux ayant pour objet de compléter le fonds documentaire dans le cadre :
  - d'une extension physique de la bibliothèque (nouveaux rayonnages, extension des locaux) ;
  - d'un accroissement du nombre d'ouvrages,

s'analysent, conformément aux dispositions de la circulaire NORINTB0200059C du 26 février 2002 (-III.12 – cas particulier des bibliothèques) dont un extrait est joint en annexe 1 bis, comme des dépenses d'investissement.

Elles s'imputent sur l'article 216 « Collections et œuvres d'art ».

#### Aides du département aux communes

Les aides du département aux communes, sous forme de dépôts ou subventions, ne sont prises en compte que lorsqu'elles concernent les bibliothèques publiques des communes ou groupements de moins de 10 000 habitants. Ces bibliothèques doivent disposer d'un local municipal (possédé ou loué par la commune, ou mis à disposition de la commune) spécifique, être ouvertes à tous les publics, être gérées directement par la commune ou bien par un organisme auquel la commune délègue par convention la gestion de la bibliothèque. Sont donc notamment exclues les bibliothèques privées, ressortissant à des réseaux privés ou pratiquant la location des documents, et les bibliothèques réservées à une catégorie particulière de public (par exemple, bibliothèques scolaires à usage uniquement des élèves).

Dans le cas où une subvention est attribuée à une commune pour la construction ou l'aménagement d'un bâtiment comprenant à la fois la bibliothèque et un autre équipement, seule la part correspondant à la bibliothèque doit être indiquée dans les formulaires.

Pour que les aides du département aux communes soient prises en compte, il convient de joindre les conventions de dépôt de mobilier et matériel passées avec les communes ainsi que les délibérations concernant l'attribution de subventions aux communes pour les bibliothèques publiques.

#### EXTRAIT DE LA CIRCULAIRE N° NOR : IN/TB/02/00059/C DU 26 FÉVRIER 2002

#### ANNEXE 1 BIS

#### III. – CAS PARTICULIER

#### III.1. Certains biens, présentant la nature de charges (éléments consommables), peuvent être immobilisés dans le cadre d'un premier équipement

##### III.1.1. Présentation générale

Certains biens nécessaires à l'exercice d'une activité, dont la valeur unitaire est inférieure à 500 € TTC à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, (antérieurement 4000 francs TTC), et qui sont constamment renouvelés, peuvent être conservés à l'actif pour une quantité et une valeur fixes, si leur valeur et leur composition ne varient pas sensiblement.

Il s'agit de biens de même nature et ayant une même imputation comptable, faisant l'objet d'une acquisition dans le cadre d'un équipement initial ou d'un complément d'équipement dans le cadre d'une extension de l'activité, significatif par la quantité.

La valeur d'achat de l'équipement initial ou du complément d'équipement est immobilisée sans être amortie ;

Les renouvellements isolés sont enregistrés en charge.

A titre d'exemple, il est précisé que répondent à la notion de premier équipement la constitution d'un fonds documentaire lors de la création d'une bibliothèque ou l'équipement en vaisselle d'une cantine lors de sa création.

### III.1.2. *Cas particulier des bibliothèques*

Les dépenses de renouvellement des ouvrages qui visent à maintenir le fonds documentaire dans son état normal de fonctionnement (renouvellement des ouvrages endommagés) s'analysent comme des renouvellements isolés et sont enregistrés en charges.

En revanche, les acquisitions d'ouvrages nouveaux ayant pour objet de compléter le fonds documentaire soit dans le cadre d'une extension physique de la bibliothèque (nouveaux rayonnages, extension des locaux), soit dans le cadre d'un accroissement du nombre d'ouvrages, s'analysent comme des dépenses d'investissement. A ce titre, elles viennent augmenter la valeur initiale du premier équipement.

Dans cette deuxième hypothèse, le mandat proposant l'imputation comptable à la section d'investissement devra être appuyé d'un certificat administratif de l'ordonnateur précisant que l'acquisition des ouvrages concernés s'inscrit dans le cadre d'un complément d'équipement.

### ANNEXE 2

#### FICHE D'INFORMATION SUR L'UTILISATION DE L'INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M 52

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, l'instruction budgétaire et comptable M 52 est entrée en vigueur. A cette date, la « M 52 » s'est donc substituée à l'instruction budgétaire et comptable M 51 pour l'ensemble des départements.

Le calcul des dépenses éligibles au concours particulier en faveur de la lecture publique, pour 2005, s'effectuant sur la base des données 2004, les opérations recensées et visées dans la présente circulaire devront, pour être déterminées, tenir compte de la seule nomenclature M 52 et la comptabilisation diffère selon le choix du mode de vote retenu par l'assemblée, soit par nature, soit par fonction.

Les correspondances des comptes sont mentionnées sur le formulaire I.

INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DES DÉPARTEMENTS

« M 52 »

MODE DE VOTE DU BUDGET

☐

☐

Par nature  
Par fonction

FORMULAIRE I  
MONTANTS DES INVESTISSEMENTS MANDATÉS

COMPTES PAR NATURE		COMPTES PAR FONCTIONS					
Articles	Libellés	Equipements départementaux			Equipements non départementaux		
	Montants	903	908	Totaux	913	918	Totaux
		Action culturelle 312	Bibliothèques Médiathèques 313	Transports	Action culturelle 312	Bibliothèques Médiathèques 313	Transports
211	<i>Terrains</i>						
2111	Acquisition de terrains nus) collectivité.....						
2115	Acquisition de terrains bâtis) propriétaire.....						
213	<i>Constructions</i>						
21311	Bâtiments administratifs.....						
21314	Construction de bâtiments culturels et sportifs.....						
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions. Bâtiments publics.....						
2135							
218	<i>Autres immobilisations corporelles</i>						
2182	Matériel de transport.....						
2183	Matériel informatique.....						
2184	Matériel de bureau et mobilier.....						
2188	Autres.....						
216	216 Collections et œuvres d'art.....						
20	<i>Immobilisations incorporelles</i>						
2041	Subventions d'équipement aux organismes publics.....						
2042	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé.....						
	Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement.....						
2043							
2044	Subventions d'équipement en nature.....						
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences (logiciels).....						
23	<i>Immobilisations corporelles en cours</i>						
231							
2312	Terrains.....						
2313	Constructions.....						
2314	Constructions sur sol d'autrui.....						
2315	Installations, matériel et outillage technique.....						
2316	Restauration des collections et d'œuvres d'art.....						
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition.....						
2318	Autres immobilisations corporelles.....						
Autres	A justifier						
	TOTAUX						

EN M 52

La collectivité vote son budget soit par nature soit par fonction.  
Si le budget est voté par nature, l'extraction des données pourra nécessiter un retraitement pour isoler sur certains comptes seules dépenses concernant les bibliothèques (211,213, etc.)

## FORMULAIRE II

**Investissements mandates  
pour la bibliothèque départementale de prêt**

**DÉPARTEMENT :****EXERCICE :**

(en euros)

OPÉRATIONS	MONTANTS
Dépenses pour le bâtiment principal de la B.D.P.  <ul style="list-style-type: none"> <li>• création d'un nouveau bâtiment:</li> <li>• extension du bâtiment existant :</li> <li>• rénovation du bâtiment existant :</li> </ul>	  <div>_____</div> <div>_____</div> <div>_____</div>
Dépenses pour les bâtiments annexes de la B.D.P.  <ul style="list-style-type: none"> <li>• création d'un nouveau bâtiment :</li> <li>• extension du bâtiment existant :</li> <li>• rénovation du bâtiment existant :</li> </ul>	  <div>_____</div> <div>_____</div> <div>_____</div>
Dépenses pour achat de véhicules : <i>(à l'exclusion des véhicules de fonction)</i>	<div>_____</div>
Dépenses pour équipement mobilier : (pour la B.D.P. et ses annexes)	<div>_____</div>
Dépenses pour équipement informatique : (pour la B.D.P. et ses annexes)	<div>_____</div>
<b>TOTAL.....</b>	<div>_____</div>

*N.B. :* Pour les opérations concernant le bâtiment :

- Création d'un nouveau bâtiment  
= *construction d'un nouveau local ou bien récupération d'un local pour y aménager la bibliothèque (y compris frais éventuels d'achat du terrain ou du bâtiment)*
- Extension du bâtiment  
= *construction d'une extension au bâtiment de la bibliothèque*
- Rénovation du bâtiment  
= *rénovation ou réaménagement du bâtiment de la bibliothèque*

**Investissements mandatés pour le dépôt d'équipements  
dans les bibliothèques des communes de moins de 10 000 habitants**

### EXERCICE :

[illegible]

### Subventions d'investissement versées par le département aux communes de moins de 10 000 habitants

### EXERCICE :

[illegible]

- Création d'un nouveau bâtiment  
= *construction d'un nouveau local ou bien récupération d'un local pour y aménager la bibliothèque*
- Extension du bâtiment  
= *construction d'une extension au bâtiment de la bibliothèque*
- Rénovation  
= *rénovation ou réaménagement du bâtiment de la bibliothèque*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique

Bureau du financement  
des transferts de compétence

**Circulaire du 11 mai 2006 relative au reversement  
au titre des ex-CCAS**

NOR : MCTB0600050C

*Le ministre délégué aux collectivités territoriales,  
à Mesdames et messieurs les préfets de département.*

La présente circulaire vise à vous rappeler :

- les principes régissant le reversement aux communes par les EPCI des ex contingents communaux d'aide sociale (CCAS) ;
- les modalités de leur indexation.

Les IV à XII de l'article 13 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) a prévu la suppression, à compter de 2000, des CCAS. Cette réforme, mise en œuvre sur les exercices 2000 et 2001, se traduit par un transfert financier de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes vers celle des départements.

En contrepartie de la suppression du CCAS et afin d'assurer la neutralité financière du dispositif, l'article L. 2334-7-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit, dans son paragraphe I, que la dotation forfaitaire des communes est diminuée, à compter de 2000, d'un montant égal à la participation de chacune d'elles aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 et revalorisé comme la DGF mise en répartition en 2000 et 2001. Dans l'hypothèse où le montant du CCAS est supérieur à la dotation forfaitaire de la commune, le paragraphe III du même article dispose que la différence est prélevée sur le produit de la fiscalité directe locale.

Aux termes de l'article L. 5211-27-1 du CGCT, « lorsque la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 est acquittée par l'établissement public de coopération intercommunale au lieu et place de la commune membre, celui-ci procède, à compter de 2000, à un reversement au profit de la commune ». Ce reversement évolue pour les années ultérieures comme la dotation forfaitaire des communes et constitue, pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), une dépense à caractère obligatoire. L'article L. 5722-2-1 du CGCT prévoit également l'application de ce dispositif pour les syndicats de communes.

Cette disposition a été introduite afin de prendre en compte les cas où la charge du CCAS avait fait l'objet d'un transfert au profit d'une structure intercommunale. En effet, dans cette hypothèse, le groupement reverse le montant du contingent mis à la charge de chaque commune membre dans le ressort du département au profit de ce département.

Il convient également de préciser que bien que la loi ne détermine pas quel doit être le taux à prendre en compte s'agissant de l'évolution du reversement aux communes, par souci de méthode et de cohérence, il est proposé de retenir le taux d'évolution de la dotation forfaitaire, tel que défini à l'article L. 2334-7 du CGCT, soit 1,688267 % pour 2006.

Je vous rappelle que la réforme mise en œuvre par la loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle est fondée sur un principe de stricte neutralité financière. Ainsi, la reconnaissance par le législateur de la prise en charge, par des groupements, des participations communales aux dépenses d'aide sociale du département n'avait pour autre finalité que d'assurer la neutralité financière du dispositif. L'article L. 5211-27-1 du CGCT, introduit par amendement lors de la discussion parlementaire, a donc été rédigé en conséquence.

La mise en œuvre de cet objectif implique une interprétation combinée des articles L. 2334-7-2 et L. 5211-27-1 du CGCT en adéquation avec l'esprit de la loi. Cette interprétation conduit à distinguer des solutions différentes selon les cas susceptibles d'être rencontrés.

En effet, si la suppression des CCAS s'est effectuée sur une photographie de la participation des communes aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999, et si le caractère pérenne du reversement ne souffre d'aucune exception lorsque le périmètre du groupement ne supporte aucune modification, il n'en va pas de même dans certains autres cas. Or, les structures intercommunales ont fortement évolué, sous l'effet notamment de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale. Deux situations doivent en conséquence être distinguées.

1. Le reversement est pérenne en cas :

- de transformation de groupement de communes ;
- d'adhésion d'une commune, ultérieurement à la loi du 27 juillet 1999, à un groupement qui prenait en charge le contingent ;
- de fusion de groupements de communes dont l'un opérait un reversement auprès de ses communes membres ;
- de retrait de la compétence « action sociale ».

Tout d'abord, dans le cas de transformation d'un groupement sans modification de son périmètre, les règles générales prévues notamment aux articles L. 5211-41 et L. 5211-41-1, L. 5212-33 et L. 5212-34 du CGCT s'appliquent. Ainsi, le caractère continu de la personnalité juridique du groupement a pour conséquence le maintien du reversement.

Ensuite, en cas d'adhésion d'une commune, ultérieurement à la loi du 27 juillet 1999, à un groupement qui prenait en charge le contingent, je vous rappelle que l'article L. 5211-27-1 du CGCT prévoit un reversement au profit de la commune membre uniquement « lorsque la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 est acquittée par l'établissement public de coopération intercommunale ». Dans la mesure où, en 1999, la commune considérée n'était pas membre du groupement, celle-ci ne peut bénéficier du reversement. Les autres communes continuent quant à elles de percevoir ce reversement.

S'agissant des conséquences financières de cette solution, il peut être soulevé la différence de situation entre d'une part, l'ensemble des contribuables qui supportent une fiscalité communautaire identique en termes de taux – dont on peut considérer qu'elle sert, en partie, au reversement opéré au profit des communes membres du groupement en 1999 – et, d'autre part, la commune adhérente qui ne bénéficie pas de ce reversement. Ces implications financières ne sont cependant que le reflet des principes mêmes de la coopération intercommunale fondée sur une logique de mutualisation des charges.

Cette situation peut néanmoins faire l'objet d'aménagements conventionnels entre le groupement et la commune concernée. La convention pourra porter notamment sur les termes de la participation communale au financement du groupement, qu'elle soit fiscale pour les EPCI à fiscalité propre ou budgétaire, dans le cas des syndicats de communes.

Également, par cohérence et par extension, la fusion de groupements de communes dont l'un opérait un reversement auprès de ses communes membres au sein d'un nouveau groupement peut être assimilée à une adhésion à un nouveau groupement de communes, pour les communes issues du groupement qui n'opérait pas le reversement. Dès lors, il convient d'appliquer les règles susmentionnées relatives au cas d'adhésion d'une commune, ultérieurement à la loi du 27 juillet 1999, à un groupement qui prenait en charge le contingent.

Enfin, dans l'hypothèse où il serait envisagé de retirer la compétence action sociale des statuts du groupement, ce retrait serait dépourvu de conséquences sur la pérennité du reversement.

En effet, le versement des CCAS du groupement au profit du département ne résultait pas d'un transfert de compétence mais du transfert de la charge du contingent. Or, la loi du 27 juillet 1999 suscitée a supprimé le CCAS et, par conséquent, celui-ci ne peut être fictivement remis à la charge des communes.

2. Le reversement n'a plus lieu d'être en cas de :

- dissolution de groupement de communes,
- retrait d'une commune d'un groupement qui prenait en charge le contingent.

La dissolution d'un groupement qui prenait en charge le versement du contingent implique, en application des règles de l'article L. 5214-28 du CGCT, une cessation du reversement. Les communes concernées se retrouvent dans le champ d'application du dispositif de droit commun prévu par l'article L. 2334-7-2 du CGCT.

En outre, dès lors qu'une commune se retire d'un groupement qui prenait en charge le versement du CCAS au profit du département, le reversement perd son fondement puisque la condition essentielle au bénéfice de celui-ci était la qualité de membre de la structure intercommunale.

Comme dans le cas de dissolution, le retrait d'une commune a pour conséquence de faire entrer cette dernière dans le dispositif de droit commun prévu par l'article L. 2334-7-2 du CGCT. Le groupement n'a donc plus à reverser à cette commune une subvention égale au montant prélevé sur la dotation forfaitaire de cette dernière.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général  
des collectivités locales,*

D. SCHMITT



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Circulaire du 19 mai 2006 relative à la mise en place du projet de services publics et de services au public en milieu rural**

NOR : INTK0600053C

*Pièces jointes :*

Synthèse des rapports des préfets sur la concertation menée au second semestre 2005

Projet de charte sur l'organisation territoriale des services publics en milieu rural

Cahier des charges pour la labellisation des Relais services publics.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ; le ministre délégué à l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les préfets de département.*

Comme suite à ma circulaire du 2 août 2005, vous avez conduit au deuxième semestre 2005 une large concertation sur l'organisation des services publics en milieu rural. Vous trouverez ci-joint une synthèse des comptes-rendus de cette démarche.

A cette phase de diagnostic territorial partagé des services doit aujourd'hui succéder la mise en œuvre des mesures adaptées. Je vous ai demandé d'élaborer pour le 31 mai un projet d'organisation territoriale et de mutualisation, visant l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services. Pour faciliter la poursuite de cette démarche, la présente circulaire vous apporte des précisions en matière de méthode, de construction de projets, d'outils et de financements.

- I. Une nouvelle étape : la définition d'une stratégie des services publics et des services au public dans les territoires ;
- II. Des outils rénovés d'aide à la définition d'une stratégie des services publics et des services au public dans les territoires ;
- III. Dispositions financières.

**I. – UNE NOUVELLE ÉTAPE : LA DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE DES SERVICES PUBLICS ET DES SERVICES AU PUBLIC DANS LES TERRITOIRES**

Le CIADT du 3 septembre 2003 a rappelé à quel point la ruralité a changé de visage. Depuis cette date, différents processus ont été mis en place afin de tenir compte des nouvelles attentes au titre des services aux populations dans ces territoires.

a) En 2005, la Conférence nationale des services publics en milieu rural a suscité la préparation d'une charte sur l'organisation territoriale des services publics et au public dans ces territoires. Ce texte, qui conforte votre rôle dans l'organisation territoriale des services publics, sera signé très prochainement par l'Etat, l'association des maires de France et les présidents d'organismes de services publics : vous en trouverez ci-joint la dernière version. Il rappelle l'importance de mettre en œuvre une démarche intégrée en matière de services sur le territoire associant l'ensemble des autorités concernées et notamment les collectivités territoriales qui disposent de compétences étendues dans ce domaine. Comme vous le savez, la Conférence de la ruralité installée le 6 mars dernier, conformément aux dispositions de la loi no 2005-153 du 23 février 2005 a pris la suite des travaux de la Conférence nationale des services publics en milieu rural.

b) La poursuite de votre démarche prendra la forme de l'élaboration d'un projet territorial de services. Un tel projet pourrait prévoir un schéma d'organisation des services, voire dans le meilleur des cas déboucher sur un contrat couvrant tout ou partie du territoire rural. En fonction du contexte de votre département, vous vous efforcerez à tout le moins de prévoir la définition d'une stratégie territoriale de services conduisant à une mise en œuvre de réalisations effectives, les premières devant intervenir dès 2006.

Comme je vous l'ai demandé lors de la réunion des préfets du 23 janvier dernier, vous me rendrez compte de l'avancement de vos travaux pour le 31 mai prochain.

Votre démarche intégrera les projets de réorganisation portés à votre connaissance par les différents opérateurs. Ces projets doivent s'intégrer à la démarche globale d'amélioration de l'accessibilité et de la qualité du service que vous pilotez. A cet égard, vous devez vous appuyer sur les nouvelles dispositions prévues à l'art. 29-II de la loi du

4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (modifiées par la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005).

Dans un certain nombre de départements, le diagnostic spécifique des besoins des entreprises en matière de services a été peu ou pas traité en 2005. Il convient donc de compléter le diagnostic des services destinés aux personnes par celui des services demandés par les PME pour préparer vos propositions de projet, ou de contrat territorial de services.

c) Le financement d'un projet ou d'un contrat d'organisation territoriale des services pourra s'inscrire dans le cadre du volet territorial des prochains contrats de projets Etat-Région. Le CIICT du 6 mars 2006 a en effet approuvé le principe d'un volet territorial consacré notamment à l'adaptation des services au public et l'accompagnement des initiatives innovantes en matière de services à la personne. La préparation d'un tel volet territorial peut vous permettre de finaliser la démarche de projet mentionnée ci-dessus.

**II. – DES OUTILS RÉNOVÉS D'AIDE À LA DÉFINITION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE DES SERVICES PUBLICS ET DES SERVICES AU PUBLIC DANS LES TERRITOIRES**

**1. De nouveaux outils dans le domaine de la santé**

Je vous demande de dynamiser résolument les initiatives dans ce secteur qui se situe au premier rang des préoccupations de la population.

En ce qui concerne l'offre de santé, vous disposerez au travers de la loi L. 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux de mesures particulières en faveur des implantations médicales en zones de revitalisation rurale. Le délégué à l'aménagement et à la compétitivité des territoires vous a adressé récemment une circulaire de présentation du dispositif.

Par ailleurs, le décret N° 2005-1728 du 30 décembre 2005 pris en application de cette même loi définit les indemnités attribuées aux étudiants en médecine pour faciliter leurs stages dans ces zones et celles liées à leur choix d'y exercer au moins cinq années.

Les aides fournies par l'assurance maladie, mises en œuvre par les URCAM, concernent notamment :

- la majoration forfaitaire de 20 % des rémunérations des médecins (toutefois, un avenant à la convention médicale signée en 2006, est nécessaire pour sa mise en œuvre dans les zones reconnues déficitaires. Il devrait être adopté dans les mois qui viennent) ;
- les contrats de pratique professionnelle prévus aux articles L. 162-12-18 et L. 183-1-2 du code de sécurité sociale qui permettent d'apporter un ensemble d'aides pour certaines situations individuelles (rémunération et aides à l'installation) ;
- les aides au remplacement ;
- et l'incitation aux formes d'exercice en groupe. Celles-ci concernent notamment l'exercice dans le cadre des maisons médicales de garde ou pluridisciplinaires.

Sur ce dernier point de l'exercice en groupe et en réseau, il convient en particulier de poursuivre le soutien aux initiatives touchant à la télé-médecine et à la télésanté, qui contribuent à sortir les professionnels de santé de leur isolement, à les rapprocher des centres médicaux de référence et à enrichir les pratiques professionnelles.

Il est à noter que l'art. R. 1511-46 du code général des collectivités territoriales (créé par le décret N° 2005-1724 du 30 décembre 2005) prévoit que la mission régionale de santé donne son avis sur la cohérence des aides fournies par les collectivités territoriales et celles fournies par les organismes d'assurance maladie.

Enfin, le ministère de la santé, par la circulaire du 28 mai 2003 a redonné toute sa place à l'hôpital local généralement rural et soutient via les ARH l'enrichissement justifié de ses activités de proximité, en médecine, moyen et long séjour, prévention ou consultations spécialisées avancées.

**2. Le dispositif de relais services publics**

Les besoins en services administratifs apparaissent moins essentiels que ceux qui se sont exprimés sur la santé, l'aide à la personne, la Poste ou l'école. Néanmoins, un service de proximité conciliant aide aux démarches, prise en charge de dossiers et familiarisation aux nouvelles technologies apparaîtra souvent utile.

Le développement par la mutualisation de l'accueil du public donc par des solutions partenariales. Ces mutualisations peuvent concerner des opérateurs du public et des opérateurs du privé. Le projet de Charte sur l'organisation territoriale des services publics en milieu rural pose le principe que sont recherchées « toutes les formules de mutualisation,

de regroupement et de dématérialisation des relations avec les gestionnaires de service public ou au public – notamment sous la forme de l'offre d'un bouquet de services et de Relais services publics ».

Une mission de l'Inspection générale de l'administration conduite en lien avec la DIACT vient de préfigurer la labellisation de ces Relais services publics. Les Relais seront des guichets de proximité polyvalents reposant sur un ou deux agents, qui assureront des fonctions généralistes d'accueil du public pour le compte d'un grand nombre de partenaires publics, comprenant en principe au moins, outre la mairie, la caisse d'allocation familiale, la mutualité sociale agricole, l'agence nationale pour l'emploi, le conseil général et l'Etat à travers la préfecture et le ministère des finances. Il ne s'agit pas de permanences spécialisées successives mais d'une présence permanente sur des horaires d'ouverture substantiels. Le dispositif reposera sur un engagement de qualité, garanti par une enseigne et une politique de qualité nationales. Un financement par l'ensemble des partenaires est recherché (cf. infra, III).

Un jeu de planches et un cahier des charges sommaire joints à la présente circulaire présentent les grandes lignes du dispositif. Ils ont un caractère encore approximatif et purement indicatif mais vous sont communiqués pour vous permettre de prendre contact avec les partenaires locaux et de cerner 1) les lieux où pourraient éventuellement s'implanter ces relais et/ou 2) les points polyvalents existants qui pourraient prétendre au label. L'implantation des relais sera particulièrement opportune pour compenser l'éventuelle réduction de la présence d'un service spécialisé, dont le réseau devra alors être incité à faire passer son service par le relais et à contribuer de manière pérenne au financement et à l'activité de celui-ci, dans l'esprit de l'action menée dans son domaine par La Poste.

Le dispositif définitif vous sera communiqué courant juin, avec un jeu de conventions type avec les organismes locaux partenaires et les critères précis de qualité et de service qui permettront à un point polyvalent de revendiquer le label de « relais services publics », ainsi qu'un schéma de financement finalisé. Une cellule nationale de coordination est mise en place auprès de la DIACT. Elle aura notamment dans ses attributions d'assurer la coordination des « relais de services publics ». Je vous demande de désigner à la DIACT un correspondant départemental sur ce sujet, qui puisse jouer un rôle de relais entre les niveaux central et déconcentré.

### 3. La simplification des organes de concertation et des maisons de services publics

La commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics (CDOMSP) est apparue à l'ensemble des préfets comme une instance utile, mais dont le fonctionnement nécessitait d'être revu pour une meilleure réactivité. Un décret est en instance de publication pour alléger sa composition et assouplir son fonctionnement. Il sera notamment possible de constituer des commissions territoriales ou thématiques pour préparer et réduire le travail en commission plénière.

Vous pouvez désormais inscrire dans les travaux des CDOMSP des sujets spécifiques. Vous avez donc la possibilité de traiter dans ce cadre de la qualité et d'exploiter les travaux réalisés par les observatoires territoriaux de la qualité.

La commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) sera également simplifiée. Un décret est également en cours de préparation. Les travaux de la CDPPT devront être bien articulés avec ceux de la CDOMSP.

## III. – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

a) En ce qui concerne l'aide à l'investissement, l'appel à projets relatif aux « pôles d'excellence rurale » constitue une opportunité pour faire converger des sources de financement qu'il serait plus difficile de réunir autrement. Il vous appartient donc de susciter la présentation de projets à la seconde vague de l'appel à projets (pour le 1er septembre), notamment en ce qui concerne l'offre de services et l'accueil de nouvelles populations qui constituent une des quatre thématiques retenues. Une enveloppe de 20 M € de FNADT section nationale est réservée à cet appel à projets en 2006, en plus des crédits spécialisés dont vous disposez, notamment à travers le FNADT section locale, la DGE, ou la DDR.

b) En ce qui concerne l'investissement et le fonctionnement, la dotation de développement rural (120 M €) comporte en 2006 une enveloppe dédiée à l'amélioration de l'accès aux services à hauteur de 20 M €. La circulaire que vous adresse le ministre délégué aux collectivités locales le 16 mars 2006 précise les conditions d'emploi de la seconde part de la DDR destinée à financer les opérations de maintien et de développement des services publics en milieu rural. Pour mémoire je vous rappelle que sont éligibles à cette seconde part toutes les communes, qu'elles soient ou non membres d'un EPCI. Les communes éli-

gibles à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale sont également éligibles à la seconde part de DDR. La DDR peut donc répondre à des besoins des Relais services publics au titre de leur installation initiale. Par ailleurs, toute installation d'un relais devra s'accompagner d'un financement pérenne en fonctionnement, sur un engagement minimal de 3 à 5 ans. Pour les RSP lancés en 2006, ce financement pourra venir du FNADT jusqu'à concurrence de 10 000 € annuels. Les autres financements récurrents pourront venir des autres partenaires, y compris le ministère des finances. Des orientations nationales vous seront communiquées courant juin avec les autres précisions sur le dispositif de relais services publics.

c) Un appui complémentaire auprès des opérateurs de services publics est recherché actuellement, dans un cadre conventionnel.

d) Pour le moyen terme, votre action pourra s'appuyer sur la mobilisation de crédits dans le cadre des volets territoriaux des contrats de projets Etat – région (CIACT du 6 mars dernier). L'outil du volet territorial ne devra bien entendu être utilisé que là où il apportera une plus-value significative à votre action, notamment par la mobilisation de crédits qu'il pourra faciliter.

\*  
\* \*

L'ensemble de ces outils vous permettra de renforcer encore votre action en matière de services publics en milieu rural dans le sens de la visibilité, de la qualité et de l'efficacité du service.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,*

N. SARKOZY

*Le ministre délégué  
à l'aménagement du territoire,*

C. ESTROSI

## ANNEXE 1

### ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS DANS LES TERRITOIRES RURAUX SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS DES PRÉFETS

La circulaire du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et du ministre délégué à l'aménagement du territoire en date du 2 août 2005 demandait aux préfets de département de s'impliquer personnellement dans un travail de définition des besoins en matière de services dans les territoires ruraux, reposant sur une concertation locale large et directe.

Les rapports des préfets ont été reçus par la DATAR d'octobre à novembre 2005. Ces rapports ont été d'abord analysés sur la base de la grille de questions figurant dans le schéma de cadrage indicatif remis aux préfets lors de la réunion du vendredi 9 septembre 2005, présidée par le secrétaire général du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Dans un second temps la DATAR, avec l'appui de la DGCL et de la DMAT, a procédé à une synthèse générale. C'est cette synthèse qui est présentée ci-dessous. L'annexe jointe à la présente note donne quelques exemples de réalisations concrètes mis en lumière par le processus de concertation.

### 1. Un processus de concertation réalisé dans un climat serein, qui s'affranchit des cadres institués et souligne certaines limites de la CDOMSP

#### 1.1. Une concertation largement médiatisée, revêtant des formes diverses

Bien qu'il n'y ait pas de séquence type, la concertation s'est le plus souvent déroulée sous la forme de rencontres bilatérales avec les principaux acteurs (élus, opérateurs, chambres consulaires, ordres professionnels), généralement complétées par des réunions publiques, auxquelles ont été invités les élus, les représentants des usagers, les syndicats, les ordres professionnels, les chambres consulaires, les services déconcentrés et les principaux opérateurs de services. La CDOMSP n'a été sollicitée que dans un tiers des départements.

Un diagnostic de la présence territoriale des services a souvent été établi et a généralement fait l'objet d'une communication publique. La presse locale et la presse radiodiffusée ont présenté des communiqués et ont généralement accueilli favorablement l'ensemble de la démarche. Dans certains départements, cette démarche a fait l'objet d'une médiatisation plus spécifique (reportages sur les services publics, interview du préfet, appel aux contributions des usagers). Les préfetures ont généralement eu également recours au vecteur internet pour communiquer.

### 1.2. *Un accueil plutôt favorable, mais qui reste circonspect quant au caractère réaliste des démarches engagées*

Les élus se sont engagés, parfois de façon active, parfois avec prudence, mais ont fait preuve d'un certain scepticisme quant aux résultats concrets de la démarche. Le climat de la concertation a été à de rares exceptions près serein. La concertation est apparue comme un processus important pour les participants. Cette affirmation est plus vraie encore pour les élus de terrain, notamment les maires, qui se sont impliqués dans la mobilisation des usagers. Ils ont cependant souligné que le résultat de ces travaux ne doit pas être « un transfert de charges vers les collectivités locales ».

Les sous-préfets, les chefs de services et les opérateurs du service public ont réalisé un fort travail préalable de diagnostic. L'implication de la SNCF semble avoir été inégale ; celle de France Télécom très épisodique.

Les particuliers ont été associés à la concertation selon plusieurs formes complémentaires : la participation de leurs représentants à la CDOMSP, les questionnaires diffusés par la préfecture, les réunions publiques ou bien encore le courrier des lecteurs de la presse quotidienne régionale. Cependant, au-delà d'une réelle volonté de les intégrer, les usagers et leurs représentants sont intervenus dans le processus de concertation de façon inégale. Ainsi le taux de réponses aux questionnaires a été très variable d'un département à l'autre, et souvent médiocre. Il conviendrait de renforcer et de formaliser les outils de connaissance objective des attentes des usagers.

Les entreprises n'ont été spécifiquement consultées qu'à de rares occasions. La concertation ne reflète donc pas vraiment les besoins des entreprises. Cette carence serait à pallier pour étoffer d'éventuelles recommandations portant sur l'activité économique. Il est à noter que, lorsque des consultations d'entreprises ont eu lieu, les taux de réponse se sont avérés très élevés.

Dans l'ensemble, les politiques menées par les pouvoirs publics et les pratiques des différents opérateurs manquent de lisibilité. Certainement intéressé par une information plus complète, le public a apprécié d'être associé à la concertation à l'occasion de rencontres avec le représentant de l'Etat dans le département et avec les principaux chefs de services. Néanmoins, au-delà de ces réponses à des demandes de dialogue et de communication, les bénéfices qui résulteront des démarches engagées, ne serait-ce que pour exprimer de façon précise les niveaux de service attendus dans les territoires, ne sont pas encore certains.

### 1.3. *Difficultés et facteurs de succès de la concertation*

#### a) Les facteurs de succès de la concertation

Parmi les facteurs clef du succès il faut citer la présence personnelle du préfet et des chefs de service dans les différentes réunions de concertation et la capacité pour le préfet à faire émerger une définition des niveaux de services acceptables et adaptés au milieu rural. Le déroulement de la concertation a confirmé l'importance de la fonction médiatrice préfectorale, qui apparaît comme nécessaire, naturelle et légitime.

Le fort développement de l'intercommunalité dans les départements constitue une assise potentielle pour la mise en place de services coopératifs et un facteur de succès pour la concertation. L'engagement des structures de Pays est également essentiel.

#### b) Les difficultés de la concertation

Les difficultés tiennent notamment à l'interférence de la démarche de concertation engagée par les préfets, avec la mise en place de nouvelles organisations territoriales de services de l'état (ministère de l'équipement, gendarmeries,...). Pour certains départements, la principale difficulté fut le contournement du débat et la timidité des propositions. Contournement des débats par l'évocation lors des réunions locales de sujets éloignés des services publics et la place excessive des dossiers sensibles (La Poste) qui empêche toute démarche prospective. Timidité des propositions, par la peur que les solutions innovantes ne viennent favoriser de nouvelles fermetures de services, ou bien par le caractère trop ponctuel, voire « minimaliste », de certaines actions envisagées.

Un scepticisme latent s'est donc exprimé dans certaines circonstances, le processus étant alors critiqué comme uniquement formel. En outre, des interrogations fortes ont été exprimées quant à la réelle capacité d'arbitrage des représentants de l'Etat ou des élus en matière d'organisation du service public. Enfin de façon assez générale, les maires ruraux ont exprimé leur crainte d'un désengagement de l'Etat.

## 2. Les attentes exprimées

La concertation a fait apparaître deux familles distinctes d'attentes. D'une part les préoccupations exprimées par les élus, portant généralement sur les services publics stricto sensu, et particulièrement sur les services proposant des prestations spécifiques à l'intention des collectivités locales : réseau des trésoreries, réorganisation des services des DDE, réseau postal,... D'autre part, les attentes de la population, beau-

coup plus centrées sur les services au public. Dans les quelques cas où la demande des acteurs économiques a été recueillie, celle-ci s'est portée en particulier sur l'accès au haut débit et à la téléphonie mobile.

### 2.1. *Les attentes exprimées par les élus lors de la concertation*

Les maires ruraux ont plaidé pour qu'un rôle accru soit donné aux mairies en ce qui concerne l'accès de la population aux services. Il conviendrait ainsi de permettre aux petites communes d'assurer des horaires d'ouverture plus larges, avec du personnel qualifié et polyvalent, capable d'assurer une information de premier niveau dans de nombreux domaines, voire d'assister la population dans l'utilisation des TIC (téléprocédures, etc.).

A l'égard des services de l'Etat deux attentes sont apparues : d'une part, le renforcement des pouvoirs de l'autorité préfectorale en matière de coordination des opérations de réorganisation des services de l'Etat ; d'autre part, la mise en place d'outils légaux, réglementaires et financiers afin que les préfets puissent agir face à l'émiettement des acteurs et à la dispersion des leviers d'action (exemple des services relevant des collectivités territoriales, des services dont l'enjeu est de dimension régionale, des services faisant intervenir le secteur privé).

### 2.2. *Les demandes de services prioritaires pour les usagers*

Le tableau suivant classe les demandes jugées prioritaires par les usagers.

DOMAINE CONSIDÉRÉ comme très important	DOMAINE CONSIDÉRÉ comme important	DOMAINE CONSIDÉRÉ comme utile
Santé	Commerces de proximité	Accès aux services spécialisés dans l'emploi.
Accès aux services sanitaires	Guichets bancaires (DAB)	Culture : le recrutement de personnels qualifiés (bibliothèques, écoles de musique, salles de spectacle et de cinéma)
Services à la petite enfance	Bonne couverture téléphonique (mobiles)	
Transport		
Education		

Les différentes formes dans la délivrance des prestations ont été étudiées. En ce domaine, les attentes des usagers correspondent à un service « classique » dispensé au guichet par des personnes physiques, compétentes et formées. Les formes innovantes de service, et notamment la dématérialisation des procédures, font naître certaines réserves.

Plus généralement d'ailleurs les TIC ne constituent pas pour les usagers une façon efficace d'avoir accès aux services des administrations. Sur la base des questionnaires reçus, la dématérialisation de l'accès aux services semble peu prise en raison peut-être du moindre lien social qu'elle permet. Pour les personnes qui envisageraient favorablement ce mode de contact, l'insuffisance du réseau A.D.S.L est alors dénoncée. Il existe parfois des attentes en matière d'accès aux services publics via les TIC (mise en place de guichets électroniques interactifs, télémedecine, guichets mobiles) ; elles sont alors exprimées par les élus et les entreprises.

Le principe des partenariats public-privé est admis dans la plupart des départements où une expérience existe déjà (souvent dans le domaine postal). Toutefois, la crainte d'un service public « au rabais » est fréquemment exprimée. Ces partenariats public-privé, du type « relais poste », devraient faire l'objet d'un effort de pédagogie et de communication, pour faire connaître les structures et les services qu'elles proposent, les horaires d'ouverture (particulièrement importants),...

Les partenariats entre personnes publiques sont mieux admis, mais avec une certaine prudence, c'est-à-dire en les concevant comme solution de dernier recours, pour éviter la disparition du service.

Les formules de mutualisation, notamment en matière de services de l'emploi ou en matière médicale, font l'objet d'une réelle attente. Cependant pour les usagers, la confidentialité des dossiers doit être conservée. Pour certains, les regroupements ne doivent concerner que des services agissant dans des domaines thématiques proches.

Il apparaît prématuré de porter un jugement d'ensemble sur la capacité des différents opérateurs à mettre en place des stratégies générales de mutualisation. De même, le fonctionnement des maisons de services publics ne permet pas de dégager des procédures de collaboration inter-services et interopérateurs qui soient généralisables.

### 2.3. Des freins à la mise en place de nouveaux modes d'accès aux services

Différents obstacles d'ordre juridique, organisationnel et financier entravent le développement des nouveaux modes d'accès aux services.

En termes juridiques le manque de souplesse des réglementations et les obstacles liés par exemple au droit de la concurrence, sont assez souvent mentionnés.

En termes organisationnels, les rapports soulignent le manque de lisibilité et de rationalité dans l'organisation de l'offre de services : manque de cohérence dans les schémas d'organisation des services de l'Etat (cf. la carte judiciaire), manque de structuration cohérente du territoire départemental (notamment par faiblesse des intercommunalités), multiplicité des partenaires, cloisonnement excessif de l'offre de services (exemple de l'organisation de l'action sociale d'un département, cloisonnée en 14 unités d'action sociale).

En termes financiers, les difficultés proviennent des incertitudes liées à la pérennité des financements et donc des structures qui en dépendent.

Enfin, des questions plus techniques comme la compatibilité des fichiers informatiques en cas de gestion à distance peuvent être citées.

### 2.4. Les domaines où pourraient s'appliquer des innovations et sous quelles formes

Diverses formes de partenariats possibles ont été identifiées :

- maisons des services publics et points multiservices ;
- mise à disposition de locaux de La Poste pour le compte d'autres services, tels qu'EDF-GDF ;
- regroupements pédagogiques à l'échelon intercommunal pour les petites écoles ;
- recours aux TIC (visio-guichets ou dispositifs « visio » de France Télécom pour le maintien à domicile de personnes âgées),...

## 3. Les pistes d'action reposent sur une amélioration du processus de concertation et sur la création d'outils nouveaux partagés

### 3.1. Améliorer le processus de concertation

Une CDOMSP qui devrait être revitalisée et voir son fonctionnement renforcé par la constitution de commissions *ad hoc* thématiques ou territoriales plus légères.

La commission de modernisation des services publics est généralement considérée comme un cadre inadéquat du fait de sa lourdeur. Des comités *ad hoc* thématiques ou territoriaux lui sont préférés.

Cette instance devrait être recomposée et revitalisée pour une grande partie des observateurs.

La recherche du niveau territorial pertinent pour mener la réflexion

Dans les propositions d'amélioration du processus, un double niveau de concertation est privilégié : une instance départementale associant le préfet et le président du conseil général et un niveau infra départemental centré sur le bassin de vie. Les concertations devraient privilégier des réunions thématiques ou territoriales. Le maintien du dispositif de concertation passe par la conjugaison de plusieurs facteurs :

- un dialogue permanent entre les territoires et les services (il faut notamment mettre fin à des formes de consultation qui ne sont que des validations a posteriori des projets de réorganisation décidés par les services) ;
- la définition par le préfet, en lien avec le conseil général, les intercommunalités, l'association des maires et les opérateurs, d'orientations pluriannuelles portées à la connaissance de tous ;
- une mise en œuvre des projets à un niveau intercommunal (présupposant une appropriation des projets par les acteurs locaux) ;
- une évaluation chemin faisant, par les instances de concertation locales.

### 3.2. Un besoin d'outils nouveaux

Les propositions recueillies portent sur les modes de financement des services, sur les règles de gestion des personnels affectés en zone rurale et sur l'échange de bonnes pratiques.

Financements	Concentrer l'intervention du FISAC sur les secteurs en TRDP et assouplir ses règles de gestion. Création dans chaque département d'un « Fonds local pour les services au public ».
Gestion des ressources Humaines publiques	Modifier le statut de la fonction publique territoriale pour élargir le champ d'action des agents locaux. Il est difficile d'affecter des fonctionnaires de l'Etat en zone rurale. Les temps de séjour minimum dans ce type de poste pourraient être réévalués afin de favoriser l'attractivité de ces postes.

Déploiement de solutions télécoms	Création d'un service universel des télécommunications et du Haut débit. Incitation des opérateurs de télécommunications à fixer des objectifs de couverture en haut débit et en téléphone mobile, non en termes de pourcentage de la population desservi, mais en termes de superficie des territoires desservis. Partenariat entre Etat et les associations de maires pour élaborer une solution « clés en main » d'accès aux services Internet dans les mairies (bornes Internet + recrutement d'un contrat aidé pour assister les citoyens dans leurs démarches).
Optimisation des espaces publics disponibles	Elargissement de la gamme des services accessibles dans le réseau des sous-préfectures et des préfectures.
Consolidation réglementaire	Instauration d'un traitement réglementaire préférentiel pour les zones rurales (exemple-type de la garde des enfants ou de l'exercice de la profession de taxis, mais aussi réimplantation de « bistrot de pays »).

## ANNEXE

### LES BONNES PRATIQUES CONCRÈTES MISES EN LUMIÈRE LORS DE LA CONCERTATION

Au titre des réalisations concrètes mises en lumière par la concertation, on citera :

DOMAINE TRAITÉ	NATURE DU PROJET
Santé	Lozère : le projet de télé-médecine de l'hôpital de Langogne.
Services à la petite enfance	Ardèche : il existe une initiative intéressante dans le domaine de la petite enfance avec la création d'un réseau des assistantes maternelles. Isère : un bébé bus : équipé en halte garderie, fonctionnement itinérant, financé par la CAF.
Transports	Finistère : le conseil général a institué un système de transport par car au prix de 2 euros. Isère : le tacot Bièvre-Valloire-Mobilité : il vise à transporter les personnes à mobilité réduite (porté par l'association « tacot Bièvre-Valloire » en coopération avec l'ANPE, la communauté de communes,...).
Education	Isère : le dispositif EMALA (Équipe Mobile Académique de Liaison et d'Animation) porté par Education nationale en partenariat avec les communes et EPCI.
Accès aux services spécialisés dans l'emploi	Côte-d'Or : on peut citer par exemple « S@ti 21 ». C'est un dispositif couplant une web TV professionnelle interactive autorisant une diffusion sur environ 50 sites avec un réseau départemental de centres permettant d'accueillir et d'accompagner tout type de public. C'est un réseau au service des politiques de tous les acteurs locaux (chambres consulaires, services publics de l'emploi, CNFPT, associations, collectivités locales...). Lot : l'ANPE a lancé une expérience de « guichet virtuel » entre Figeac et Biars-sur-Cère, qui permet aux demandeurs d'emploi de consulter les offres et d'obtenir des conseils. Cette expérience a permis de faire passer de 50 % à 90 % le taux de réponse aux convocations de l'ANPE. La CPAM a installé des bornes Vitale dans l'ensemble des bassins de vie ; la CAF développe également des bornes interactives permettant aux assurés sociaux de consulter leurs dossiers à distance.
Réseaux de TIC	Ariège : dispositif cyber réseau au sein des établissements scolaires ; partenariat Poste/ E.D.F. – G. D.F. ; projet du conseil général du développement du réseau haut débit.
Réseaux multiservices	Aude : 7 points d'accueil multiservices (POM'S) . Ces sept points d'accueil s'appuient sur le réseau postal et proposent au public une gamme très diversifiée de services.

## ANNEXE 2

(24 février 2006)

### PROJET DE CHARTE PROPOSÉ PAR LA CONFÉRENCE NATIONALE DES SERVICES PUBLICS ET AU PUBLIC EN MILIEU RURAL

A l'issue des travaux de la Conférence nationale des services publics en milieu rural, l'Etat, les collectivités territoriales, et les opérateurs de service public, conscients des enjeux de la présence des services

publics en milieu rural en terme de cohésion sociale et territoriale, affirment la nécessité de promouvoir, une politique nouvelle de maintien, d'amélioration et de développement de l'accessibilité et de la qualité des services publics.

Le rôle de l'Etat est double : en tant que gestionnaire de ses propres services publics mais également en tant que garant de la cohésion nationale. A ce titre, sa mission d'organisation et de régulation d'ensemble, seule capable de garantir l'effectivité de cette nouvelle politique, doit être renforcée.

Les collectivités territoriales attendent d'autant plus de cette démarche qu'elles sont, comme la population et l'Etat, attachées au service public et qu'elles assument aussi depuis longtemps de nombreux services publics et au public. Elles sont déjà engagées, de par leurs compétences propres, dans un processus d'adaptation de leurs services aux attentes de la population.

Les opérateurs de service public, soucieux d'adapter leurs modalités d'accueil aux besoins des usagers, s'inscrivent également dans cette approche.

L'Etat, les collectivités territoriales et les opérateurs de services publics souhaitent dès lors concrétiser dans ce document la démarche à entreprendre pour améliorer les services publics et au public sur tout le territoire.

Elle suppose l'implication de tous les acteurs et une réelle concertation ainsi que la recherche de nouvelles formes d'organisation de l'offre des services publics et au public en milieu rural.

Ils affirment que l'organisation de l'offre des services publics et au public doit être conçue à partir des nouveaux besoins des usagers et se fonder sur un diagnostic partagé des demandes et des offres associant étroitement les régions, les départements, les communes et les intercommunalités. La satisfaction des besoins de la population doit aussi être obtenue par une approche globale des coûts générés et la recherche de solutions efficaces concertées.

Constatant de surcroît l'échec fréquent des approches ponctuelles et sectorielles, l'Etat, les collectivités territoriales et les opérateurs :

- s'engagent sur une approche plus globale, initiée à l'échelon territorial pertinent, et permettant la recherche de solutions adaptées et durables ;
- en respectant les principes suivants :
  - l'égalité entre les territoires et entre les citoyens qui suppose, de la part de l'Etat, la mise en œuvre d'une péréquation financière en faveur des collectivités situées dans les zones rurales et, en particulier, celles dont l'équilibre budgétaire est le plus fragile ;
  - la qualité, ce qui implique que toute réorganisation se traduise par une amélioration dans la qualité des services rendus aux collectivités ou à la population ;
  - la proximité et l'accessibilité aux services publics pour tous, dans les zones rurales.

Concrètement, l'Etat, les collectivités territoriales et les opérateurs s'engagent sur le processus suivant :

- participer dans chaque département à l'élaboration d'un diagnostic des besoins et des offres. Etabli sous la responsabilité conjointe de l'Etat, du conseil général et de l'association des maires, ce diagnostic partagé associe les élus régionaux, départementaux et communaux ainsi que tous les opérateurs, publics comme privés ;
- informer le préfet, le Président du conseil général et celui de l'association départementale des maires, en amont, de toute intention de réorganiser un service public ou au public.

Dans le cas de la carte scolaire et à compter de la rentrée 2007, les autorités académiques informeront en outre les exécutifs locaux concernés deux ans avant les projets d'ouvertures ou de fermetures de classes du 1<sup>er</sup> degré. A cette fin, les exécutifs locaux fourniront en temps utiles aux autorités académiques les données relatives aux effectifs des écoles.

En ce qui concerne les collèges, les autorités académiques transmettront annuellement à l'exécutif départemental les éléments permettant la confection de la carte scolaire des collèges publics.

Dans le cas particulier des transports ferroviaires intra-régionaux, l'information est délivrée au Préfet et au Président du conseil régional, la Région étant autorité organisatrice de transports.

- faire précéder toute réorganisation ou création d'une véritable concertation, animée par le préfet, avec les élus, les opérateurs de service public et les usagers, à un échelon territorial pertinent, départemental ou infra-départemental, notamment les intercommunalités ;
- intégrer dans tout projet de réorganisation d'une part des propositions pour améliorer la qualité ou l'accessibilité du service, et d'autre part des garanties ou engagements de résultats fondés sur des indicateurs de suivi et la satisfaction des usagers ;

- après examen attentif de l'organisation territoriale des services mise en œuvre par l'Etat et les collectivités, rechercher toutes les formules de mutualisation, de regroupement – notamment sous la forme de l'offre d'un bouquet de services et de relais de services publics – ou de dématérialisation des relations avec les gestionnaires de service public ou au public ;
- mettre en œuvre le projet retenu en définissant, sur une durée précise, les engagements de qualité de service de chacun des partenaires, assortis, pour les services mutualisés, d'engagements financiers pluriannuels.

L'Etat, les collectivités territoriales et les opérateurs reconnaissent le rôle du représentant de l'Etat comme garant de ce processus ainsi que, en l'absence de dispositions contraires sa mission d'organisation de la concertation, de recueil et de mise à disposition des informations pour l'ensemble des services publics. Le cas échéant, il mettra en œuvre les procédures d'appel des décisions prévues au II de l'article 29 de la loi no 95-115 du 4 février 1995 modifiée.

L'Etat, au nom de l'intérêt général, de l'aménagement du territoire et de la péréquation entre les territoires, accompagne cette politique d'amélioration de la qualité et de l'accessibilité – par des moyens financiers spécifiques – et des actions propres au développement du haut débit sur tout le territoire.

Ceci se traduit par la mise à disposition dès 2006 d'une dotation identifiée, lisible, distincte des moyens de fonctionnement normaux des services, destinée à financer les projets retenus.

Les collectivités territoriales s'engagent à concourir à cette démarche, dans le cadre de leurs compétences.

La conférence de la ruralité suivra l'application de ces engagements au niveau local.

### ANNEXE 3

#### PROJET DE CAHIER DES CHARGES

##### *Critères pour la labellisation des Relais services publics*

Après des années de politiques disparates en matière de maisons des services publics et assimilées, la labellisation de relais services publics est désormais une stratégie forte d'innovation et de convergence des structures existantes. Aussi, les critères suivants sont-ils cumulatifs. Ils s'appliquent tant à la création de nouveaux relais qu'à la labellisation d'institutions existantes.

#### **1. Portage par une collectivité territoriale ou un EPCI à fiscalité propre, avec possibilité de déléguer la gestion du Relais**

La demande de labellisation doit être présentée par une collectivité territoriale ou un EPCI à fiscalité propre.

La forme juridique du futur relais n'est pas un critère de labellisation.

La collectivité territoriale ou l'EPCI à fiscalité propre peut organiser le futur relais comme une de ses services ou en déléguer la gestion, par exemple à une association.

#### **2. Signature d'une convention-type locale, avec modalités de financement**

Une convention type conforme à un modèle communiqué par la DIACT et signée par l'ensemble des participants ou soutiens au Relais, doit être présentée.

#### **3. Liste minimale de services publics avec lesquels le Relais services publics va travailler**

Les signataires de la convention-type sont au minimum :

- Agence nationale pour l'emploi ;
- Assedic ;
- Caisse d'allocations familiales ;
- Caisse primaire et Caisse régionale d'assurance maladie ;
- Caisse de Mutualité sociale agricole ;
- Conseil général ;
- Préfet et trésorier-payeur général ;

Toutefois, un ou plusieurs de ces organismes peuvent ne pas participer au relais services publics s'ils disposent d'un guichet d'accueil du public dans la commune d'implantation du Relais.

#### **4. Liste minimale des prestations assurées**

Information du public sur les prestations des signataires  
Remise des dossiers à constituer

**5. Formation et encadrement du personnel**

Le personnel sera formé par des stages au sein des organismes publics avec lesquels le RSP sera en relation.

L'(es) animateur (s) d'accueil sera (ont) encadré (s) par un responsable expérimenté au moins à temps partiel.

**6. Adhésion à la charte nationale de qualité avec évaluation permanente**

La collectivité territoriale ou l'EPCI à fiscalité propre ou Etat, porteur ou délégataire du Relais, s'engage à appliquer ou à faire appliquer la charte nationale de qualité.

**7. Outils TIC minimaux**

Un ordinateur avec liaison Internet haut débit par animateur d'accueil,

Un ordinateur avec liaison Internet haut débit pour le public.

**8. Local**

Le relais services publics devrait comporter au minimum un point d'accueil, un point d'attente assise, un local confidentiel, et un point multi médias assurant la discrétion à l'utilisateur.

**9. Adoption obligatoire du nom « relais services publics » et respect de la signalétique nationale**

**SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction des libertés publiques  
et des affaires juridiques

Sous-direction de la circulation  
et de la sécurité routières

Bureau de la surveillance du réseau routier

**Circulaire du 31 mai 2006 relative à la réglementation concernant les « mini-motos », appelées encore « pocket-bikes » ou encore « dirt-bikes »**

NOR : INTD0600055C

*Le directeur du cabinet du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les préfets de département ; Monsieur le préfet de police.*

Les mini-motos, appelées également « pocket-bikes » ou encore « dirt-bikes » connaissent un succès commercial croissant et corrélativement leur usage est de plus en plus dévoyé, puisque la présence de ces engins sur la voie publique est très fréquemment constatée.

Ces engins, d'un prix modique sont d'un usage délicat car leur faible dimension, qui les rend instables et peu maniables, s'accompagne d'une puissance proportionnellement élevée qui leur permet d'atteindre des vitesses de plus de 80 km/h, étant précisé que ces mini-motos sont facilement et donc très souvent débridées.

Ces répliques de motos font l'objet d'un engouement croissant chez les jeunes, notamment dans des quartiers sensibles et constituent un risque majeur en cas d'utilisation en dehors de circuits ou de terrains privés.

Il me paraît donc essentiel que des mesures soient prises afin de rappeler la réglementation applicable en la matière.

Ainsi, les mini-motos sont des engins de loisir dont la destination n'est pas de circuler sur les voies ouvertes à la circulation publique puisqu'elles ne sont pas réceptionnées au titre du code de la route et de l'arrêté du 2 mai 2003 relatif à la réception et à la réglementation technique des véhicules à moteur à deux ou trois roues et des quadricycles à moteur et de leurs systèmes et équipements.

Dès lors, l'utilisation d'un engin non réceptionné dans les conditions précitées sur la voie publique, les parkings, ainsi que sur l'ensemble des voies privées ouvertes à la circulation publique, expose son utilisateur aux sanctions prévues par l'article R. 321-4 du code de la route, soit une contravention de la 4<sup>e</sup> classe. Par ailleurs, l'usage de ces engins, dès lors qu'ils sont motorisés n'est pas non plus autorisé sur les trottoirs en application de l'article R. 412-34 du même code.

Par ailleurs, toute information ou message publicitaire des fabricants et des distributeurs laissant croire aux consommateurs que ces produits peuvent être utilisés sur la voie publique, par le manque d'avertissement quant aux risques pris en cas d'usage sur la route est susceptible de constituer, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, une publicité mensongère au regard de l'article L. 121-1 du code de la consommation, voire une tromperie sur l'aptitude à l'emploi, les risques inhérents à l'utilisation du produit, les modes d'emploi ou les précautions à prendre conformément aux dispositions de l'article L. 213-1 du même code.

De plus, en ce qui concerne leur sécurité intrinsèque, ces produits doivent répondre à l'obligation générale de sécurité définie à l'article L. 221-1 du code de la consommation. Il appartient aux professionnels d'apprécier quels sont les risques présentés par ces produits et de définir les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir.

Je vous remercie de donner aux responsables des forces de l'ordre (police et gendarmerie) placés sous votre autorité toutes instructions utiles pour rappeler ces règles et en faire assurer le respect dans un souci de sécurité et de sauvegarde des personnes au titre de la sécurité routière.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

*Le préfet, directeur du cabinet,*

C. GUÉANT





## SÉCURITÉ CIVILE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction de la défense et de la sécurité civiles*

Sous-direction des sapeurs-pompiers  
et des acteurs du secours

Bureau du volontariat, des associations  
et des réserves communales

### **Circulaire du 12 mai 2006 relative à la procédure d'agrément de sécurité civile au bénéfice des associations**

NOR : INTE0600050C

#### *Références :*

- Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- Décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
- Décret n° 2006-237 du 27 février 2006 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile ;
- Arrêté du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours.

#### *Pièces jointes :*

- Modèle d'arrêté d'agrément délivré au plan départemental ;
- Modèle d'arrêté d'agrément délivré au plan national.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, à Mesdames et Messieurs les préfets de région, Mesdames et Messieurs les préfets de département (métropole et DOM), Messieurs les hauts-commissaires de la République en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, Monsieur le préfet, représentant le Gouvernement à Mayotte, Monsieur le préfet, représentant le Gouvernement à Saint-Pierre-et-Miquelon, Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, Monsieur le préfet de police de Paris, Messieurs les préfets de zones de défense (état-major de zone de défense « sécurité civile »), Monsieur le général, commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, Monsieur le contre-amiral, commandant le bataillon de marins-pompiers de Marseille, Monsieur le général, commandant les formations militaires de la sécurité civile, Messieurs les directeurs des services départementaux d'incendie et de secours.*

#### **PRÉAMBULE**

La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et son décret d'application n° 2006-237 du 27 février 2006 ont précisé le cadre dans lequel les associations, en fonction de leurs compétences et de leurs moyens, sont susceptibles d'apporter leur concours aux missions de sécurité civile, en leur donnant la possibilité d'être reconnues comme acteurs de la sécurité civile grâce à l'obtention d'un agrément délivré par l'Etat.

La nécessité d'apporter une réponse adaptée aux situations et aux besoins, face aux conséquences potentielles ou prévisibles des risques naturels et technologiques ou aux agressions de toute nature, ou aux rassemblements de personnes à caractère occasionnel, peut conduire les associations agréées à apporter, en complément des services publics d'urgence, leur concours sur le théâtre des opérations ou à contribuer au soutien et à l'assistance aux populations sinistrées ou à assurer des dispositifs prévisionnels de secours.

Cependant, seule l'autorité de police compétente a le pouvoir de solliciter la participation d'une association agréée de sécurité civile quelque soit le risque ou la nature des actions à mener.

La présente circulaire a pour objectif de préciser les modalités pratiques de procédure de demande d'agrément de sécurité civile, auxquelles doivent répondre les associations qui désirent obtenir l'autorisation de participer aux missions de sécurité civile dans les limites définies par la loi.

L'agrément de sécurité civile vise à certifier les qualifications et les compétences d'une association pour garantir la sécurité de ses intervenants et l'efficacité de ses actions. Il a une valeur de « label qualité-confiance » vis-à-vis des pouvoirs publics.

Les modalités de participation aux missions de sécurité civile des associations agréées doivent faire l'objet d'une convention conclue, selon la nature des missions, des moyens et des compétences de l'association prestataire, pour ce qui concerne :

- le concours aux opérations de secours, avec les services départementaux d'incendie et de secours, la brigade de sapeurs-pompiers de Paris ou le bataillon des marins-pompiers de Marseille ;
- le déclenchement du plan ORSEC ou les dispositifs de secours engagés par l'Etat à l'étranger, avec l'Etat ;
- le soutien et l'assistance aux populations ou l'encadrement des bénévoles, avec les communes ;
- les dispositifs prévisionnels de secours à personnes, avec les organisateurs de rassemblements de personnes ;
- les transports de victimes, dans le cadre des dispositifs prévisionnels de secours, avec le centre hospitalier, siège du service d'aide médicale urgente et le service départemental d'incendie et de secours, conformément à l'article 37 de la loi susvisée.

#### **1. Missions et champs géographiques d'action des associations agréées de « sécurité civile »**

Les missions de sécurité civile sont assurées principalement par les sapeurs-pompiers des services d'incendie et de secours ainsi que par les personnels des services de l'Etat et militaires des unités qui en sont investis à titre permanent. Par ailleurs, en complément de ce dispositif, certaines associations peuvent également concourir à l'accomplissement de ces missions.

L'agrément de sécurité civile détermine les types de missions et les champs géographiques d'action pour lesquels l'association est autorisée à intervenir.

##### *1.1. Les types de missions de sécurité civile*

Comme précisé dans la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 (titre II, chapitre V), et notamment dans son décret d'application précité (section 1), les associations sont agréées pour pouvoir répondre à tout ou partie des quatre types de missions de sécurité civile suivants :

a) Opérations de secours : apporter un concours, dans les conditions prévues par convention, à titre complémentaire des moyens des services de secours publics, dans le cadre de la distribution des secours motivés par des besoins spécifiques ou des circonstances exceptionnelles, impliquant, par exemple, la mise en place d'un dispositif de secours, d'une ampleur ou d'une nature particulières ou le déclenchement d'un plan ORSEC ;

b) Actions de soutien aux populations sinistrées : répondre à l'appel de mobilisation pour faire face aux détresses engendrées en situation de crise. Prendre en charge, assister et assurer la sauvegarde des populations sinistrées ;

c) Encadrement des bénévoles lors des actions de soutien aux populations sinistrées : aider les autorités de police et leurs services publics à coordonner et gérer l'action des bénévoles spontanés et des membres des réserves communales de sécurité civile dans le cadre de leurs actions de soutien aux populations sinistrées ;

d) Dispositifs prévisionnels de secours : concourir aux dispositifs prévisionnels de secours à personnes mis en place pour la couverture des risques à l'occasion des manifestations ou rassemblements de personnes.

Dans le cadre de la demande d'agrément de sécurité civile, les associations doivent exposer de manière précise quels types de missions elles sont susceptibles de mener au sein d'un dispositif de secours. L'agrément délivré n'autorisera l'association à intervenir que dans le seul cadre des missions précisées dans l'arrêté (voir annexes 1 et 2).

### 1.2. Champs géographiques d'action

Pour participer aux missions de sécurité civile susvisées, les associations peuvent œuvrer indifféremment sur plusieurs zones territoriales. Toutefois, l'association qui postule pour un agrément de sécurité civile doit déterminer son champ géographique d'action par rapport à ses compétences et ses moyens humains et matériels. A cet effet, elle dispose de plusieurs possibilités qui sont déclinées dans le paragraphe 2.1.

Lors de la demande d'agrément, l'association précisera le choix du (des) champ (s) géographique (s) d'action sollicité (s).

Si le champ géographique reste à l'intérieur d'un département, la demande d'agrément devra être faite auprès du préfet du département concerné. Si le champ géographique est plus étendu, la demande devra être faite auprès du ministre de l'intérieur.

## 2. Procédure d'agrément

La demande d'agrément de sécurité civile est présentée par la personne mandatée à cet effet par une association qui justifie :

a) D'un fonctionnement conforme aux lois et règlements en vigueur ;

b) De l'aptitude à exercer des activités consacrées à la sécurité civile au sens des articles 36, 37 et 40 de la loi susvisée ;

c) De garanties en matière de formation, de compétences, d'organisation et de moyens appropriés à la nature des missions de sécurité civile pour lesquelles l'agrément est sollicité ;

d) De la possession en pleine propriété ou en jouissance permanente des matériels requis pour l'exercice des missions pour lesquelles elle sollicite un agrément ;

e) De la disponibilité effective des personnels requis pour l'exercice des missions pour lesquelles elle sollicite un agrément.

### 2.1. Types d'agrément de sécurité civile

Plusieurs types d'agrément de sécurité civile existent en fonction du champ géographique d'action et du type des missions de sécurité civile. La sélection du champ géographique d'action des missions de sécurité civile détermine l'autorité compétente en matière de délivrance de cet agrément. Part ailleurs, l'association qui sollicite un agrément de sécurité civile doit identifier, dans sa demande, le type des missions auxquelles elle souhaite participer, tel que défini dans le paragraphe 1.1. Le tableau ci-dessous détermine les différents types d'agréments selon les modalités énoncées :

TYPE D' AGRÉMENT	CHAMPS GÉOGRAPHIQUES d'action des missions	TYPE DE MISSIONS de sécurité civile	AUTORITÉ COMPÉTENTE
N° 1 : « Départemental »	Département	A – B – C – D	Préfet de département
N° 2 : « Interdépartemental »	< 20 départements de proximité immédiate et contiguë et/ou en bassin de risques homogène	A – B – C – D	Ministre de l'intérieur
N° 3 : « National »	20 départements	A – B – C – D	Ministre de l'intérieur
N° 4 : « International »	International	A – B – C	Ministre de l'intérieur

Cependant, il peut y avoir une mutualisation des moyens humains et/ou matériels au niveau régional, zonal ou national. Dans ce cas, il convient de le mentionner de manière précise dans la demande d'agrément.

Exemple :

Lors de sa demande d'agrément de sécurité civile, l'association nationale ou interdépartementale inscrit dans sa demande d'agrément de sécurité civile les types de missions souhaités pour chaque délégation départementale ou pour chaque association départementale affiliée :

- délégation (x) ou association (x) du département de = type de mission : A ;
- délégation (y) ou association (y) du département de = type de mission : A et B ;
- délégation (z) ou association (z) du département de = type de mission : A, B et C, etc.

### 2.2. Demande d'agrément au niveau départemental

La demande d'agrément au niveau départemental est sollicitée auprès du préfet de département siège de l'association. A ce niveau, un seul type d'agrément peut être attribué : n° 1 « départemental ». Le préfet de département délivre uniquement l'agrément à l'engagement opérationnel dans les limites de son département.

L'association départementale postulante choisit le type d'agrément qu'elle désire obtenir, conformément aux missions décrites au paragraphe 1.1, qu'elle a la capacité à assurer, et au tableau du paragraphe 2.1 ci-dessus.

Une association départementale qui obtient un agrément de type n° 1 « départemental » peut également postuler pour un agrément de type n° 4 « international », sous réserve de répondre aux conditions énoncées dans la présente circulaire. Dans ce cas, la demande devra être effectuée conformément au paragraphe 2.4 et en répondant aux critères du paragraphe 3.5, ci-dessous.

Pour solliciter l'agrément de type n° 1 « départemental », l'association départementale (qui n'est pas une émanation d'une association ou fédération nationale, conformément aux paragraphes 3.3 et 3.4) doit répondre aux conditions suivantes :

a) Posséder l'aptitude à exercer une activité relative aux missions de sécurité civile dans le département concerné ;

b) Être dotée de moyens adaptés aux missions de sécurité civile sollicitées ;

c) Disposer d'une équipe départementale permanente de responsables (techniciens du secours, formateurs et experts) opérationnels (à jour de leur obligation de formations continues, notamment en ce qui concerne les missions de secours) et mobilisable à tout instant ;

d) Disposer de moyens de contrôle et d'évaluation des actions conduites ;

e) Disposer d'un système de gestion d'alerte de ses membres ainsi que d'un dispositif d'identification individuel (badge, carte...).

### 2.3. Demande d'agrément au niveau national

La demande d'agrément au niveau national est sollicitée auprès du ministre de l'intérieur. A ce niveau, deux types d'agrément peuvent être attribués : n° 2, « interdépartemental », et n° 3, « national ».

Les associations ou les fédérations – interdépartementales ou nationales – postulantes choisissent le type d'agrément qu'elles désirent obtenir, conformément aux missions décrites au paragraphe 1.1 qu'elles ont la capacité à assurer et au tableau du paragraphe 2.1 ci-dessus.

Pour solliciter un de ces agréments, l'association ou la fédération qui le souhaite doit répondre aux conditions suivantes :

a) Posséder l'aptitude à exercer des activités relatives aux missions de sécurité civile dans plusieurs départements de France ;

b) Être dotée, de moyens adaptés aux missions de sécurité civile sollicitées ;

c) Disposer d'une équipe nationale permanente de responsables (techniciens du secours, formateurs et experts) opérationnels (à jour de leurs obligations de formations continues, notamment en ce qui concerne les missions de secours) et mobilisable à tout instant ;

d) Disposer de moyens de contrôle et d'évaluation des actions conduites par les associations ou délégations départementales qui leur sont rattachées ;

e) Disposer d'un système de gestion d'alerte de ses membres ainsi que d'un dispositif d'identification individuel (badge, carte...).

### 2.4. Demande d'agrément au niveau national pour des missions à l'international

La demande d'agrément de type n° 4 « international », est sollicitée au niveau national, auprès du ministre de l'intérieur.

L'association postulante choisit le type d'agrément qu'elle désire obtenir, conformément aux missions décrites au paragraphe 1.1 qu'elle a la capacité à assurer et au tableau du paragraphe 2.1 ci-après.

Les associations qui désirent l'agrément de type n° 4 « international » doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) Posséder l'aptitude à exercer des activités relatives aux missions de sécurité civile au plan international ;
- b) Être dotée, de moyens adaptés aux missions de sécurité civile sollicitées ;
- c) Disposer d'une équipe nationale permanente de responsables (techniciens du secours, formateurs et experts) opérationnels (à jour de leurs obligations de formations continues, notamment en ce qui concerne les missions de secours) et mobilisable à tout instant ;
- d) Disposer de moyens de contrôle et d'évaluation des actions conduites par l'association ;
- e) Disposer d'un système de gestion d'alerte de ses membres ainsi que d'un dispositif d'identification individuel (badge, carte...).

### 3. Dossier de demande d'agrément

Le ministre chargé de la sécurité civile veille à la cohérence et à l'homogénéité des critères retenus pour la délivrance des agréments au plan départemental avec ceux retenus au plan national.

#### 3.1. Pièces communes à communiquer pour la composition du dossier

La demande d'agrément de sécurité civile diffère selon le type d'agrément sollicité par l'association. Néanmoins, certaines pièces à fournir pour composer le dossier de demande d'agrément demeurent communes pour l'ensemble des différents types d'agrément. De ce fait, quel que soit le type d'agrément sollicité, l'association doit inclure dans son dossier de candidature :

- a) Le nom et les coordonnées (adresse, téléphone, télécopie, courriel...) de l'association ;
- b) Une demande précisant la nature des missions et le champ géographique d'action pour lesquels l'agrément est sollicité ;
- c) Une note descriptive sur l'association postulante indiquant : l'objet social, les objectifs poursuivis, les moyens réels dont elle dispose et ses principales activités ;
- d) Une liste d'aptitude à l'emploi des personnels susceptibles de participer aux missions de sécurité civile (indiquant le nombre, les qualités et les compétences de ces personnels) ;
- e) Un exemplaire ou une copie certifiée conforme de l'insertion au Journal officiel mentionnée à l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ou une copie certifiée conforme de la décision du tribunal d'instance ou de la juridiction supérieure inscrivant l'association, pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;
- f) Un exemplaire des statuts de l'association postulante ayant pour objet social des missions et un champ géographique d'action conformes à l'agrément de sécurité civile demandé ;
- g) La liste des membres chargés de l'administration et/ou de la direction de l'association postulante précisant leurs qualités et attributions ;
- h) Les rapports moraux, d'activités et financiers, des deux derniers exercices approuvés par l'assemblée générale (pour les associations existant depuis plus de deux ans), ainsi que le budget prévisionnel de l'année en cours ;
- i) Une note descriptive sur les modalités de contrôle et d'évaluation des actions conduites ;
- j) Une note descriptive du système de gestion de l'alerte de ses membres ainsi que du dispositif d'identification individuel.

#### 3.2. Critères permettant la délivrance de l'agrément départemental

Pour solliciter un agrément de type n° 1 : « Départemental », l'association départementale doit inclure dans son dossier de candidature les éléments permettant d'apprécier les critères définis ci-dessous, afin de concourir aux missions précisées au paragraphe 1.1 :

- Type (A) :
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.
- Type (B) et/ou (C) :
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'une équipe d'experts ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;

- pour la mission (C), disposer d'un nombre suffisant de personnels compétents pour « encadrer les bénévoles spontanés et les membres des réserves communales de sécurité civile » qui sont mis à disposition de l'association ;
- disposer d'une capacité de mise en place de structures (fixe ou mobile) d'accueil ;
- disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
- disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.
- Type (D) :
  - disposer d'une capacité de mise en place de dispositifs prévisionnels de secours ;
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.

#### 3.3. Critères permettant la délivrance de l'agrément interdépartemental

Pour solliciter un agrément de type n° 2 : « interdépartemental » (moins de vingt départements qui sont de proximité immédiate et contiguë et/ou dont le bassin de risques est homogène), l'association ou la fédération interdépartementale doit inclure dans son dossier de candidature les éléments permettant d'apprécier les critères définis ci-dessous, afin de concourir aux missions précisées au paragraphe 1.1 :

- Type (A) :
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.
- Type (B) et/ou (C) :
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'une équipe d'experts ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;
  - pour la mission (C), disposer d'un nombre suffisant de personnels compétents pour « encadrer les bénévoles spontanés et les membres des réserves communales de sécurité civile » qui sont mis à disposition de l'association ;
  - disposer d'une capacité de mise en place de structures (fixe ou mobile) d'accueil ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.
- Type (D) :
  - disposer d'une capacité de mise en place de dispositifs prévisionnels de secours ;
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.

Pour solliciter un agrément de type n° 2, l'association doit inclure dans son dossier de candidature, en plus des pièces communes citées aux paragraphes précédents, la liste des délégations départementales ou des associations départementales affiliées pour lesquels l'agrément est sollicité. Ces dernières ne disposent pas d'un agrément départemental, mais d'un certificat original d'affiliation délivré par l'association ou la fédération, agréée au niveau national, dans le champ d'action de leur département ou en renfort des structures interdépartementales ou nationales dans le cadre de la mutualisation des compétences et moyens.

Il est précisé qu'une délégation ou une association départementale ou de tout autre mode de représentation territoriale, qui exerce des missions de sécurité civile, à la date du 2 mars 2006, date de publication du décret n° 2006-237 du 27 février 2006, au travers d'une association ou fédération, interdépartementale ou nationale, ne peut solliciter un agrément départemental pour quelque action que ce soit. Dorénavant, leurs possibilités de participer à des missions de sécurité civile dépendent exclusivement de l'agrément de type n° 2 ou n° 3 au niveau national de leur association ou fédération, interdépartementale ou nationale. Ainsi, le préfet de département ne peut délivrer en aucun cas un agrément de sécurité civile à une délégation ou une association départementale ou de tout autre mode de représentation territoriale, affiliée à une association ou fédération, interdépartementale ou nationale.

### 3.4. Critères permettant la délivrance de l'agrément national

Pour solliciter un agrément de type n° 3 : « national » (vingt départements et plus), l'association ou la fédération nationale doit inclure dans son dossier de candidature les éléments permettant d'apprécier les critères définis ci-dessous, afin de concourir aux missions précisées au paragraphe 1.1 :

- Type (A) :
  - disposer de moyens d'alerte et d'activation ;
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.
- Type (B) et/ou (C) :
  - disposer de moyens d'alerte et d'activation ;
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'une équipe d'experts ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;
- pour la mission (C), disposer d'un nombre suffisant de personnels compétents pour « encadrer les bénévoles spontanés et les membres des réserves communales de sécurité civile » qui sont mis à disposition de l'association ;
- disposer d'une capacité de mise en place de structures (fixe ou mobile) d'accueil ;
- disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
- disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.
- Type (D) :
  - disposer d'une capacité de mise en place de dispositifs prévisionnels de secours ;
  - disposer d'un encadrement opérationnel ;
  - disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;
  - disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
  - disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.

Pour solliciter un agrément de type n° 3, l'association doit inclure dans son dossier de candidature, en plus des pièces communes citées aux paragraphes précédents, la liste des délégations départementales ou des associations départementales affiliées pour lesquelles l'agrément est sollicité. Ces dernières ne disposent pas d'un agrément départemental mais d'un certificat original d'affiliation délivré par l'association ou la fédération, agréée au niveau national, dans le champ d'action de leur département ou en renfort des structures interdépartementales ou nationales dans le cadre de la mutualisation des compétences et moyens.

Il est précisé qu'une délégation ou une association départementale ou de tout autre mode de représentation territoriale qui exerce des missions de sécurité civile, à la date du 2 mars 2006, date de publication du décret n° 2006-237 du 27 février 2006, au travers d'une association ou fédération nationale, ne peut solliciter un agrément départemental pour quelque action que ce soit.

Dorénavant, leurs possibilités de participer à des missions de sécurité civile dépendent exclusivement de l'agrément de type n° 3 au niveau national de leur association ou fédération nationale. Ainsi, le préfet de département ne peut délivrer en aucun cas un agrément de sécurité civile à une délégation ou une association départementale ou de tout autre mode de représentation territoriale, qui est affiliée à une association ou fédération nationale.

### 3.5. Critères permettant la délivrance de l'agrément international

Pour solliciter un agrément de type n° 4 : « international », l'association doit inclure dans son dossier de candidature les éléments permettant d'apprécier les critères définis ci-dessous, afin de participer aux dispositifs de secours engagés par l'Etat à l'étranger pour répondre à l'aide de soutien et de solidarité internationale :

Type (A), (B) et/ou (C) :

- posséder 5 ans d'expérience dans la sécurité civile ;
- posséder des expériences reconnues en matière d'opérations à l'étranger ;
- déterminer la capacité du taux d'occurrence d'intervention ;
- établir la liste des pays où l'association souhaite intervenir ;
- décrire le plan de formation du personnel susceptible d'intervenir ;
- disposer de moyens d'alerte et d'activation (délai d'acheminement vers un aéroport français) ;
- disposer d'un encadrement opérationnel ;
- disposer d'une équipe d'experts ;
- disposer d'un effectif opérationnel suffisant en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
- disposer d'équipes spécialisées ;
- disposer d'une équipe de logisticiens administratifs et de techniques ;
- s'assurer de l'aptitude physique des personnels susceptibles d'intervenir ;
- s'assurer que les personnels susceptibles d'intervenir ont les vaccinations nécessaires ;
- s'assurer que les personnels susceptibles d'intervenir ont leur passeport en cours de validité ;
- disposer de matériels suffisants en conformité avec les référentiels nationaux correspondants, s'ils existent ;
- disposer de lots de matériels spécialisés et palettisables ;
- disposer de tenues identiques pour tout le personnel susceptible d'intervenir ;
- disposer d'une capacité de mise à disposition de structures mobiles d'accueil ;
- disposer de moyens logistiques couvrant les besoins des intervenants (hébergement, couchages, nourriture permettant l'autonomie d'intervention...) ;
- disposer de moyens de liaison radiotéléphonique.

## 4. Caractéristiques de l'agrément

### 4.1. Validité de l'agrément

L'agrément est délivré pour une durée maximale de trois ans. A l'issue de cette période, il sera effectué par les autorités compétentes en matière d'agrément de sécurité civile une évaluation des compétences et des moyens mis en œuvre par l'association agréée, lors d'opérations de sécurité civile. Pour ce faire, l'association désirant renouveler son agrément de sécurité civile pour une période triennale devra faire parvenir, six mois avant la date d'expiration, en complément du dossier initialement cité mis à jour, la liste des missions effectuées dans le cadre de son agrément antérieur de sécurité civile.

La décision de l'agrément ou de refus motivé est notifiée par l'autorité compétente dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Faute de notification dans ce délai, l'agrément est réputé refusé.

En outre, les associations qui auront reçu l'agrément de sécurité civile s'engagent à signaler, sans délai, à l'autorité compétente toute modification substantielle qui pourrait avoir des incidences significatives tant sur le plan de l'agrément proprement dit que sur le plan opérationnel. A charge à l'autorité compétente en matière d'agrément de sécurité civile de juger de l'opportunité de maintenir ou de retirer l'agrément de sécurité civile à l'association concernée.

Toutefois, il appartient à la fédération ou à l'association nationale ou interdépartementale de signaler sans délai au ministère chargé de la sécurité civile toute modification à apporter à la liste des délégations ou associations départementales affiliées susceptibles de bénéficier de l'agrément.

#### 4.2. *Évaluation et contrôle de l'agrément*

L'association agréée adresse chaque année son rapport d'activité à l'autorité qui a accordé l'agrément. Chaque année, le préfet de chaque département doit envoyer au ministre de l'intérieur une liste des associations départementales qu'il a agréées sur son département.

Conformément aux dispositions des articles 41 et 42 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 susvisée, une mission d'évaluation et de contrôle peut être exercée, à la demande du ministre chargé de la sécurité civile, par l'inspection générale de l'administration, assistée de l'inspection de la défense et de la sécurité civiles.

Lorsque l'association ne se conforme pas à ses obligations ou ne remplit plus les conditions qui ont permis son agrément, celui-ci est retiré par l'autorité qui l'a délivré. La décision de retrait, prise après avoir invité l'association à présenter ses observations, est publiée dans les mêmes conditions que la décision d'agrément.

Si les circonstances l'imposent, l'autorité de délivrance peut, par décision motivée, prononcer une suspension immédiate de la validité de l'agrément durant la procédure de retrait.

S'il est constaté ou signalé des insuffisances graves dans les activités d'une délégation ou d'une association départementale affiliée à une fédération ou à une association nationale ou interdépartementale agréée, notamment un fonctionnement non conforme aux conditions, aux critères et aux pratiques définis dans les textes réglementaires, le préfet de département peut suspendre, à titre conservatoire, les activités d'une délégation ou d'une association départementale affiliée, dans l'attente d'une décision au plan national.

### 5. **Participation des associations aux missions de « sécurité civile »**

#### 5.1. *Convention liée à l'agrément*

Les articles 37 et 38 de la loi de modernisation de sécurité civile susvisée et l'article 3 du décret n° 2006-237 du 27 février 2006 imposent aux associations agréées de conclure une convention précise avec les autorités compétentes.

Cette convention, établie entre l'organisateur, la commune, l'établissement public ou l'Etat et l'association agréée, définit très clairement la place et le rôle de l'association dans le cadre des missions de sécurité civile concernées.

Pour se calquer sur le fonctionnement normal des associations de type « loi 1901 », le président de l'association ou de la fédération nationale ou interdépartementale agréée, ou la personne ayant autorité pour le faire, délivre aux délégations ou associations départementales affiliées, au plus tard pour le 31 janvier de chaque année, un certificat original d'affiliation pour l'année en cours. Au préalable, elles lui auront adressé leurs effectifs, leur bilan d'activités, leurs moyens matériels et tous autres renseignements jugés nécessaires, au 31 décembre de l'année écoulée. Le certificat original d'affiliation sera annexé à chaque convention établie visée ci-dessus. La production de cette pièce est obligatoire pour maintenir l'agrément en cours.

Le conventionnement annuel est proposé pour définir avec précision les circonstances, les modalités de participation et d'action de l'association dans le domaine concerné. La convention pourra notamment prévoir l'information immédiate de certaines associations en cas d'alerte. Cela permettra à des associations justifiant de compétences et de moyens spécifiques d'intervenir le plus rapidement possible.

Conformément à l'article 38 de la loi de modernisation de sécurité civile susvisée, les conventions qui seront établies entre les bénéficiaires et les prestataires pourront préciser, le cas échéant, les modalités financières de la participation de l'association agréée de sécurité civile.

#### 5.2. *Réquisition*

Les associations agréées de sécurité civile doivent répondre aux demandes de concours et de réquisitions effectuées par les autorités compétentes investies de leur pouvoir de police respectif, lors du déclenchement d'un plan ORSEC, même si elles n'ont pas passé les conventions susmentionnées. Il en est de même pour les associations agréées qui auront passé des conventions avec différents partenaires.

Dans ce cadre, le représentant de l'Etat compétent territorialement fait mobiliser ou réquisitionner tous les moyens nécessaires aux secours, y compris les associations agréées de sécurité civile.

#### 5.3. *Commandement des opérations de secours (COS)*

La réponse aux catastrophes exige la mobilisation rapide de tous les moyens publics et privés et leur coordination efficace sous une direction unique. C'est pourquoi, sur le théâtre des opérations, l'article 25 de la loi susvisée et l'article 4 du décret d'application rappellent et confortent la place du directeur des opérations de secours dans son pouvoir de police. Sous son autorité et conformément aux conditions fixées par

le règlement opérationnel (art. R. 1424-43 du CGCT), celui-ci désigne le commandant des opérations de secours et lui donne pleine autorité sur l'ensemble des moyens, que ceux-ci relèvent de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des associations, ou qu'il s'agisse de moyens privés. En général, sur une opération d'une certaine ampleur, le commandant des opérations de secours sera un officier de sapeurs-pompiers.

A ce titre, l'autorité d'emploi de l'association agréée sécurité civile doit désigner un interlocuteur unique chargé de représenter l'association. Cette information doit être à la disposition du commandant des opérations de secours (COS).

### 6. **Dispositions particulières**

#### 6.1. *Agrément de sécurité civile et agrément de formation aux premiers secours*

Actuellement, le ministre chargé de la sécurité civile et les préfets peuvent délivrer aux associations l'agrément pour assurer la formation aux premiers secours conformément aux dispositions des décrets n° 91-834 du 30 août 1991, n° 92-514 du 12 juin 1992, n° 92-1195 du 5 novembre 1992 et n° 97-48 du 20 janvier 1997. Il faut bien dissocier cet agrément de formation aux premiers secours de l'agrément de sécurité civile. En effet, ceux-ci ont deux utilités et objectifs différents, ce qui offre plusieurs solutions aux associations. L'un permet à l'association de former aux gestes de secourisme, tandis que l'autre a une vocation purement opérationnelle permettant ainsi de concourir aux missions de sécurité civile. Part ailleurs, la procédure de demande d'agrément diffère selon la catégorie d'agrément que souhaite obtenir l'association.

Les procédures pour l'obtention de l'agrément pour assurer les formations aux premiers secours ne sont pas modifiées. Elles ne se confondent pas avec l'agrément de sécurité civile.

Il en est de même des agréments délivrés par le ministre chargé de la sécurité civile et les préfets aux associations qui assurent la formation au brevet national d'instructeur de secourisme, au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, et celle des pisteurs secouristes et dont les modalités et procédures d'obtention ne sont pas modifiées.

#### 6.2. *Signe distinctif des moyens humains et matériels*

Dans le cadre des missions de sécurité civile précisées au paragraphe 1.1, les associations qui se verront délivrer l'agrément de sécurité civile devront impérativement respecter les règles suivantes :

- les effets vestimentaires des membres de l'association ne doivent pas avoir une signalétique, associée à une couleur extérieure, susceptible d'être confondue avec celles des services publics de secours ;
- les véhicules utilisés ne doivent pas avoir une signalétique, associée à une couleur extérieure, susceptible d'être confondue avec celles des engins de secours des services publics.

#### 6.3. *Signe distinctif international de la protection civile*

Au titre de l'identification et de la reconnaissance, les associations qui se verront délivrer l'agrément de sécurité civile pourront utiliser, à toutes fins utiles, le signe distinctif international de la protection civile dans le cadre de leurs missions au sens des articles 36, 37 et 40 de la loi susvisée. Le signe distinctif international de la protection civile consiste en un triangle équilatéral bleu sur fond orange, identifié dans le décret n° 2001-565 du 25 juin 2001 portant publication du protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, adopté à Genève le 8 juin 1977.

#### 6.4. *Signe distinctif « écusson France »*

Dans le cadre des missions officielles conduites à l'international par l'Etat, et uniquement dans ce cadre, les personnels des associations agréées de sécurité civile pourront arborer l'écusson aux couleurs de

la France sur leurs tenues, au même titre que les sapeurs-pompiers et les forces militaires. Cette mesure sera mentionnée par le chef de détachement français.

#### 6.5. Délégation d'agrément de sécurité civile

Une association ou fédération agréée sécurité civile ne peut déléguer à aucune société de droit privé, ou à une collectivité territoriale, ou à un établissement public, ou à nulle autre association, tout ou partie de l'agrément de sécurité civile qui lui a été délivré.

#### 6.6. Dispositions transitoires

Conformément à l'article 16 du décret susvisé, les associations qui concourent à des missions de types (A) ou (D) disposent d'un délai de six mois, à compter du 2 mars 2006, date de publication de ce décret, pour obtenir obligatoirement un agrément de sécurité civile, afin de pouvoir continuer à participer à ces opérations de sécurité civile.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,*

N. SARKOZY

#### ANNEXE 1

#### MODÈLE D'ARRÊTÉ D'AGRÈMENT DÉLIVRÉ AU PLAN DÉPARTEMENTAL

ARRÊTÉ PORTANT AGRÈMENT DE SÉCURITÉ CIVILE  
POUR L'ASSOCIATION .....

Le préfet du département de .....,

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile,

Arrête :

#### Article 1

L'association ..... est agréée dans le département de ..... pour participer aux missions de sécurité civile selon le type des missions définies ci-dessous :

TYPE D'AGRÈMENT	CHAMPS GÉOGRAPHIQUES d'action des missions	TYPE DE MISSIONS de sécurité civile
N° 1 : « Départemental »	Département.	A – B – C – D

#### Article 2

L'association départementale ..... agréée de sécurité civile apporte son concours aux missions conduites par les services d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L. 1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

#### Article 3

L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 susvisé.

#### Article 4

L'association ..... s'engage à signaler, sans délai, au préfet toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le plan de l'agrément de sécurité civile pour lequel cet arrêté est pris.

#### Article 5

Le préfet du département de ..... est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à ....., le .....

*Nota.* – L'article 2 ne figurera dans l'arrêté que pour les associations ayant sollicité les missions de type (A).

#### ANNEXE 2

#### MODÈLE D'ARRÊTÉ D'AGRÈMENT DÉLIVRÉ AU PLAN NATIONAL

ARRÊTÉ PORTANT AGRÈMENT DE SÉCURITÉ CIVILE  
POUR L'ASSOCIATION .....

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile,

Arrête :

#### Article 1<sup>er</sup>

L'association ..... est agréée au niveau national pour participer aux missions de sécurité civile selon le type des missions et le champ géographique d'action définis ci-dessous :

TYPE D'AGRÈMENT	CHAMPS GÉOGRAPHIQUES d'action des missions	TYPE DE MISSIONS de sécurité civile par délégation ou association départementale affiliée
N° 2 : « Interdépartemental »	Liste des départements (moins de 20 départements)	A – B – C – D
N° 3 : « National »	Liste des départements (≥ de 20 départements)	A – B – C – D
N° 4 : « International »	Liste des pays étrangers	A – B – C

## Article 2

L'association ..... agréée de sécurité civile apporte son concours aux missions conduites par les services d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L. 1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

## Article 3

L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 susvisé.

## Article 4

L'association ..... s'engage à signaler, sans délai, au ministre chargé de la sécurité civile toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le plan de l'agrément de sécurité civile, pour lequel cet arrêté est pris.

## Article 5

Le directeur de la défense et de la sécurité civiles, haut fonctionnaire de défense, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le .....

*Nota.* – L'article 2 ne figurera dans l'arrêté que pour les associations ayant sollicité les missions de type (A).





<b>TABLE CHRONOLOGIQUE</b>
----------------------------

	<u>Pages</u>		<u>Pages</u>
<b>Circulaire du 2 mai 2006</b> relative à l'organisation des élections cantonales et municipales partielles .....	5	<b>Circulaire du 11 mai 2006</b> relative au reversement au titre des ex-CCAS .....	72
<b>Circulaire du 5 mai 2006</b> relative à l'attribution de secours aux personnels relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire .....	51	<b>Circulaire du 12 mai 2006</b> relative à la procédure d'agrément de sécurité civile au bénéfice des associations .....	81
<b>Circulaire du 9 mai 2006</b> relative au recensement des concours et examens organisés en 2005 par les centres de gestion et les collectivités non affiliées .....	11	<b>Circulaire du 19 mai 2006</b> relative à la détention de matériels de guerre roulants, aux motifs de collection, par les organismes d'intérêt général ou à vocation culturelle, historique ou scientifique ainsi que par les personnes physiques .....	31
<b>Circulaire du 9 mai 2006</b> relative à la préparation de la répartition du concours particulier des bibliothèques départementales de prêt et au recensement des dépenses d'investissement réalisées en 2005 par les départements au profit de la lecture publique. – Exercice 2006 .....	65	<b>Circulaire du 19 mai 2006</b> relative à la mise en place du projet de services publics et de services au public en milieu rural .....	73
<b>Circulaire du 10 mai 2006</b> relative au recensement des concours et examens organisés en 2005 par les collectivités non affiliées à un centre interdépartemental de gestion .....	24	<b>Circulaire du 29 mai 2006</b> relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des départements – Attributions de l'exercice 2006 et bilan de l'exercice 2005 .....	7
		<b>Circulaire du 31 mai 2006</b> relative à la réglementation concernant les « mini-motos », appelées encore « pocket-bikes » ou encore « dirt-bikes » .....	79



<b>TABLE PAR DIRECTION</b>
----------------------------

	<u>Pages</u>		<u>Pages</u>
<b>A. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL</b>		<b>Circulaire du 29 mai 2006</b> relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des départements – Attributions de l'exercice 2006 et bilan de l'exercice 2005.....	7
<b>Circulaire du 2 mai 2006</b> relative à l'organisation des élections cantonales et municipales partielles.....	5		
<b>Circulaire du 5 mai 2006</b> relative à l'attribution de secours aux personnels relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.....	51	<b>D. — DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</b>	
<b>B. — DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES</b>		<b>Circulaire du 19 mai 2006</b> relative à la détention de matériels de guerre roulants, aux motifs de collection, par les organismes d'intérêt général ou à vocation culturelle, historique ou scientifique ainsi que par les personnes physiques .....	31
<b>Circulaire du 9 mai 2006</b> relative au recensement des concours et examens organisés en 2005 par les centres de gestion et les collectivités non affiliées .....	11	<b>Circulaire du 31 mai 2006</b> relative à la réglementation concernant les « mini-motos », appelées encore « pocket-bikes » ou encore « dirt-bikes ».....	79
<b>Circulaire du 9 mai 2006</b> relative à la préparation de la répartition du concours particulier des bibliothèques départementales de prêt et au recensement des dépenses d'investissement réalisées en 2005 par les départements au profit de la lecture publique. – Exercice 2006.....	65	<b>E. — DIRECTION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES</b>	
<b>Circulaire du 10 mai 2006</b> relative au recensement des concours et examens organisés en 2005 par les collectivités non affiliées à un centre interdépartemental de gestion.....	24	<b>Circulaire du 12 mai 2006</b> relative à la procédure d'agrément de sécurité civile au bénéfice des associations.....	81
<b>Circulaire du 11 mai 2006</b> relative au reversement au titre des ex-CCAS .....	72	<b>K. — CABINET</b>	
		<b>Circulaire du 19 mai 2006</b> relative à la mise en place du projet de services publics et de services au public en milieu rural ..	73

Edité par le  
SERVICE DE LA COMMUNICATION  
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Directeur de la publication :  
Monsieur Etienne GUEPRATTE,  
Chef du service  
de la communication



DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS  
26, RUE DESAIX, 75727 PARIS CEDEX 15

---

RENSEIGNEMENTS : TÉLÉPHONE : 01 40 58 79 79 - TÉLÉCOPIE : 01 45 79 17 84  
ISSN 1282-7924  
CPPAP 0204 B 06024